

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

AUJOURD'HUI
VOTRE JOURNAL SE MET
AUX COULEURS DE LIDL



IMMOBILIER
LA BAISSÉ DES TAUX DEVRAIT
SOUTENIR LE MARCHÉ
DU LOGEMENT **PAGE 25**



JEAN-PAUL BRIGHELLI
« CERTAINS PROFESSEURS ONT UNE
RESPONSABILITÉ DANS L'ENTRISME
ISLAMISTE À L'ÉCOLE » **PAGE 18**

MERCREDI
4 SEPTEMBRE

LA FOIRE
AUX
VINS

(1)





SCANNEZ
pour retrouver le catalogue

18
ans

LA LOI INTERDIT
LA VENTE D'ALCOOL
AUX MINEURS
DES CONTRÔLES SONT
RÉALISÉS EN CAISSE

(1) Prix remporté sur la base d'un sondage représentatif auprès de 2825 clients de 38 cavistes
réalisé en mai 2023, méthode CAWI (computer assisted web interview).
Distinction décernée par l'Institut de la Qualité (INQ). La distinction se réfère à Lidl
en tant que caviste dans son ensemble et non à des offres individuelles.
Année 2024 - Photos non contractuelles - LIDL RCS NANTERRE 343 262 622
Sauf erreurs typographiques.

Matignon : dernières tractations dans la confusion

Après une nouvelle journée de consultation, Thierry Beaudet s'est imposé comme une hypothèse sérieuse pour succéder à Gabriel Attal. Inconnu du grand public, le président du Cese est censé incarner la société civile.

Une nouvelle journée de concertation et de consultations pour ne toujours pas déboucher sur une annonce ferme concernant le prochain premier ministre. Après Bernard Cazeneuve et Xavier Bertrand, donnés un temps favoris, c'est désormais le président du Cese, Thierry Beaudet, qui fait figure de candidat le plus sérieux pour le poste. En lançant ce ballon d'essai, Emmanuel Macron se ménage une porte de sortie politique à la crise institutionnelle actuelle.

→ AVEC BEAUDET, CONTOURNER LES PARTIS ET SAUVER LE MACRONISME → BELLOUBET, DARMANIN, LECORNU... CES MINISTRES QUI ESPÈRENT RESTER AU GOUVERNEMENT → LA MENACE D'UN DÉRAPAGE DU DÉFICIT, BOMBE POUR LE FUTUR GOUVERNEMENT **PAGES 2, 4 ET L'ÉDITORIAL**

Plus Emmanuel Macron prend son temps, moins son futur premier ministre aura de marge pour mettre sa patte sur des textes très politiques. Parmi les proches du président, on espère donc un dénouement ce mardi, mercredi au plus tard.



Les États démocratiques haussent le ton face aux réseaux sociaux

Une étape a été franchie ces derniers jours dans le face-à-face entre les gouvernements et les réseaux sociaux. En France, le PDG de Telegram a été placé sous contrôle judiciaire, au motif que sa plateforme permet des activités illicites et refuse toute coopération avec la justice. De son côté, le Brésil a fermé X, qui refuse de suspendre des comptes accusés de propager de la désinformation. **PAGES 22 ET 23**

iblique

monique, social et environnemental, les corps intermédiaires ont insisté. Pareil profil n'est pas sans écho et de r le centre de gravité du pouvoir. Matignon ? Thierry Beaudet a manifesté contre la loi Dar- immigration. Serait-il par- rance d'une non-remise en question de l'héritage macronien ? L'avenir de la réforme des retraites est sur la sellette, tout comme la fiscalité et le montant du smic. Sans expé- riment, sans légitimité, il n'aurait sée. Un premier ministre res- ce » aurait-il plus de facilité itour de lui des ministres de sensibilités différentes ? Cela rer. enfin un obstacle majeur à s'agit de l'Assemblée nationale. publique, pour survivre, un : ne doit pas avoir de majorité députés - contre lui ! ■



MERCREDI 4 SEPTEMBRE

LA FOIRE
AUX
VINS

Retrouvez nos offres
en dernière page
et tout le catalogue
en scannant ce QR code



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ,
À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



MERCREDI 4 SEPTEMBRE

LA FOIRE AUX VINS



4+2 OFFERTES*

BORDEAUX
Bordeaux
La Croix
de Peyrolie
Bernard Magrez
2023 AOP

Le carton de 6 bouteilles
dont 2 OFFERTES :
20,92 € (1 L = 4,65 €) au lieu
de 31,38 € (1 L = 6,97 €)

Soit la bouteille
3.49€

La bouteille à l'unité 5,23 €



SCANNEZ
pour retrouver
le catalogue



18 ans
LA LOI INTERDIT
LA VENTE D'ALCOOL
AUX MINEURS
DES CONTRÔLES SONT
RÉALISÉS EN CAISSE



Toutes les bouteilles sont de contenance 75 cl sauf mention particulière. Suggestions de présentation.
(1) Prix rapporté sur la base d'un sondage représentatif auprès de 325 clients de 38 cavistes réalisés en mai 2023, méthode CAWI (computer assisted web interview). Distinction délivrée par l'Institut de la Qualité (IAQ). La distinction se réfère à Lidl en tant que caviste dans son ensemble et non à des offres individuelles.
*Offre valable sur 6 bouteilles identiques achetées.
Année 2024 - Photos non contractuelles - LIDL RCS NANTERRE 343 262 622
Sauf erreurs typographiques.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ,
À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

LE FIGARO

AUJOURD'HUI
VOTRE JOURNAL SE MET
AUX COULEURS DE LIDL

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



IMMOBILIER
LA BAISSÉ DES TAUX DEVRAIT
SOUTENIR LE MARCHÉ
DU LOGEMENT **PAGE 25**



JEAN-PAUL BRIGHELLI
« CERTAINS PROFESSEURS ONT UNE
RESPONSABILITÉ DANS L'ENTRISME
ISLAMISTE À L'ÉCOLE » **PAGE 18**

JÉRUSALEM

L'esplanade
des Mosquées
à nouveau
au cœur
des tensions **PAGE 6**

ALLEMAGNE

En Thuringe,
Björn Höcke fait
triompher l'aile
radicale de l'AfD
PAGE 7

RELIGION

Le pape lance
sa grande tournée
asiatique en
Indonésie, premier
pays musulman
du monde **PAGES 8**

PARALYMPIQUES

Hanquiquant
au panthéon
du paratriathlon
français **PAGE 12**

COMMERCE

Comment Vint
est devenu rentable
PAGE 26

CHAMPS LIBRES

- Le chef du
gouvernement,
la longue histoire
d'un maillon faible
 - Un entretien avec
Pierre Charbonnier
 - Un entretien avec
Yannick Neuder
 - La chronique
de Renaud Girard
 - L'analyse de
Jean-Pierre Robin
- PAGES 15 À 17**

FIGARO OUI FIGARO NON

**Réponses à la question
de lundi :**

Approuvez-vous la
décision d'Anne Hidalgo
de réduire la vitesse
sur le périphérique
parisien à 50 km/h ?

OUI 17% NON 83%

VOTANTS : 172 910

**Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr**

Êtes-vous favorable
au maintien des anneaux
olympiques sur la tour
Eiffel, comme le souhaite
Anne Hidalgo ?

PE. FAIVRE-REGLISS-STOCK/ADOBE.COM;
FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO;
V. VALICIS / SOPA IMAGES VIA REUTERS



Surréalisme : un siècle de folies artistiques au Centre Pompidou

Critique, inquiétant, transgressif, le mouvement
intellectuel et artistique est célébré en majesté
dans une exposition parisienne à l'occasion des 100 ans
de la publication du *Manifeste* d'André Breton.
Un parcours en forme de labyrinthe pour se perdre
et appréhender ce courant majeur du XX^e siècle
qui continue de bousculer. **PAGES 30 ET 31**

ÉDITORIAL par Yves Thérard

Un air de IV^e République

En arrivant à l'Élysée en 2017, Emmanuel Macron avait promis de « nouveaux usages et de nouveaux visages ». Sa promesse a, depuis longtemps, fait long feu. Sept ans après, flotte en France comme un air de IV^e République. Tel René Coty en son temps, le président consulte pour trouver la perle rare qui pourrait former un gouvernement stable. De retour, le jeu des partis fonctionne à plein, comme naguère. Quant aux figures qui défilent à l'Élysée, elles hantent le paysage politique depuis des années : Cazeneuve, Hollande, Sarkozy, Bertrand, Bayrou... Ce ballet serait-il une supercherie, une mise en scène pour prendre l'opinion à contre-pied et nommer une personnalité inconnue à Matignon ? Volontiers joueur, le chef de l'État pourrait, en effet, y voir le moyen d'éviter une cohabitation. On sait qu'Emmanuel Macron n'aime pas qu'on lui fasse de l'ombre. Édouard Philippe et plus encore Gabriel Attal en savent quelque chose. L'intermède du Covid avec Jean Castex s'était mieux passé. Des noms issus de la société dite « civile » surgissent donc. Celui de Thierry Beaudet, le président

du Conseil économique, social et environnemental, représentant les corps intermédiaires, revient avec insistance. Pareil profil aurait-il le mérite d'être sans étiquette et de ne pas déplacer le centre de gravité du pouvoir exécutif à Matignon ? Thierry Beaudet a tout de même manifesté contre la loi Darnaudin sur l'immigration. Serait-il par ailleurs l'assurance d'une non-remise en question de l'héritage macronien ? L'avenir de la réforme des retraites est sur la sellette, tout comme la fiscalité et le montant du smic. Sans expérience et, surtout, sans légitimité, il n'aurait pas la tâche aisée. Un premier ministre restant « à sa place » aurait-il plus de facilité pour réunir autour de lui des ministres de « poids » et de sensibilités différentes ? Cela reste à démontrer.

Demeurerait enfin un obstacle majeur à franchir. Il se situe à l'Assemblée nationale. Sous la V^e République, pour survivre, un gouvernement ne doit pas avoir de majorité absolue - 289 députés - contre lui ! ■

Matignon : dernières tractations dans la confusion

Après une nouvelle journée de consultation, Thierry Beaudet s'est imposé comme une hypothèse sérieuse pour succéder à Gabriel Attal. Inconnu du grand public, le président du Cese est censé incarner la société civile.

Une nouvelle journée de concertation et de consultations pour ne toujours pas déboucher sur une annonce ferme concernant le prochain premier ministre. Après Bernard Cazeneuve et Xavier Bertrand, donnés un temps favoris, c'est désor-

mais le président du Cese, Thierry Beaudet, qui fait figure de candidat le plus sérieux pour le poste. En lançant ce ballon d'essai, Emmanuel Macron se ménage une porte de sortie politique à la crise institutionnelle actuelle.

Plus Emmanuel Macron prend son temps, moins son futur premier ministre aura de marge pour mettre sa patte sur des textes très politiques. Parmi les proches du président, on espère donc un dénouement ce mardi, mercredi au plus tard.

→ AVEC BEAUDET, CONTOURNER LES PARTIS ET SAUVER LE MACRONISME → BELLOUBET, DARMANIN, LECORNU... CES MINISTRES QUI ESPÈRENT RESTER AU GOUVERNEMENT → LA MENACE D'UN DÉRAPAGE DU DÉFICIT, BOMBE POUR LE FUTUR GOUVERNEMENT **PAGES 2, 4 ET L'ÉDITORIAL**



Les États démocratiques haussent le ton face aux réseaux sociaux

Une étape a été franchie ces derniers jours dans le face-à-face entre les gouvernements et les réseaux sociaux. En France, le PDG de Telegram a été placé sous contrôle judiciaire, au motif que sa plate-

forme permet des activités illécites et refuse toute coopération avec la justice. De son côté, le Brésil a fermé X, qui refuse de suspendre des comptes accusés de propager de la désinformation. **PAGES 22 ET 23**

MERCREDI 4 SEPTEMBRE

LA FOIRE AUX VINS

Retrouvez nos offres
en dernière page
et tout le catalogue
en scannant ce QR code

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.



Matignon : Macron teste Thierry Beaudet, troisième voie entre Cazeneuve et Bertrand

Louis Hausalter
et le service politique
du Figaro

Le chef de l'État a ajouté le nom du président du Conseil économique, social et environnemental parmi les pressentis.

Une bise du président de la République ne vaut donc pas adoucement d'un premier ministre. Emmanuel Macron s'est fendu de ce geste amical envers Bernard Cazeneuve, lundi matin, en le accompagnant sur le vestibule de l'Élysée. C'était l'aube d'une enlène journée de consultations menées par le chef de l'État, encore et toujours en quête d'un successeur à Gabriel Attal. À la mi-journée, Emmanuel Macron a reçu séparément ses deux prédécesseurs, François Hollande puis Nicolas Sarkozy. Dans l'après-midi, c'est Xavier Bertrand, président du conseil régional des Hauts-de-France qui ne cache pas son appétit pour le poste, qui était convié à un entretien, puis le président du Sénat, Gérard Larcher. Le président a ensuite empoigné son téléphone pour consulter de nouveau les représentants des différentes forces politiques, hors Rassemblement national et La France insoumise. Il devait aussi recevoir en début de soirée le premier ministre démissionnaire, Gabriel Attal, et son allié du MoDem François Bayrou.

Un cycle en forme d'éternel recommencement, tant cette chorégraphie se répète depuis le 23 août, date du premier round de consultations présidentielles tous azimuts. Mais lundi, Emmanuel Macron a décidé d'ajouter une quille supplémentaire dans une partie déjà complexe, en testant délibérément le nom de Thierry Beaudet. Âgé de 62 ans, cet inconnu du grand public préside depuis 2021 le Conseil économique social et environnemental (Cese), la « troisième chambre » de la République, censée représenter la société civile (syndicats, patronat, tissu associatif...). Ce natif de l'Orne, instituteur de formation, est issu du monde mutualiste, lui qui a présidé la MGEN puis la Fédération nationale de la mutualité française. Dépourvu d'expérience d' élu local ou de l'administration, c'est un tenant de la gauche sociétale, partisan de l'euthanasie et de la légalisation « encadrée » du cannabis, qui a aussi milité contre la loi immigration péniblement adoptée en début d'année.

En lançant ce ballon d'essai, après s'être assuré la semaine dernière auprès de Thierry Beaudet que ce dernier était partant pour un éventuel bail à Matignon, Emmanuel Macron se ménage une porte de sortie. Un proche explique : « Il a vu Cazeneuve et Bertrand parce que ce sont les deux noms qui sont le plus revenus dans les échanges avec les forces politiques. L'objectif était de sonder leur état d'esprit et de tester ces hypothèses selon les critères de stabilité à l'Assemblée, sachant qu'il faut incarner une nouvelle forme de V^e République, qui ne soit ni une majorité présidentielle classique ni une cohabitation pure. Mais il se dit en parallèle que si ça ne marche pas avec ces deux-là, il y a cette autre piste. » Une mise en scène soigneusement chorégraphiée pour pouvoir écarter les deux prétendants au profit d'une personnalité supposément plus malléable ? Dans l'entourage présidentiel, on note en tout cas que les profils de Cazeneuve et Bertrand suscitent des « crispations » dans leurs familles politiques respectives.

De fait, lors de sa rentrée à Blois la semaine dernière, le Parti socialiste s'est sérieusement divisé sur la perspective d'un retour à Matignon de l'ancien premier ministre de François Hollande. Ce qui était l'un des objectifs de la manœuvre macronienne, admet un ministre démissionnaire : « Cazeneuve coche plein de cases, mais s'il n'est pas nommé, il aura contribué à



Emmanuel Macron au côté de Thierry Beaudet au Cese, le 26 avril 2024. Après s'être assuré la semaine dernière auprès de ce dernier qu'il était partant pour un éventuel bail à Matignon, Emmanuel Macron se ménage une porte de sortie. LUDOVIC MARIN / AFP

dégager le terrain. Cela aura montré que des voix à gauche sont prêtes à répondre au téléphone. » Du côté de la droite, Laurent Wauquiez, patron des députés de la Droite républicaine (DR), n'a aucunement l'intention d'appuyer une entrée de Xavier Bertrand à Matignon. « Il peut y avoir la tentation de nommer un premier ministre de droite en pensant que cela couvre la droite au Parlement, mais c'est un mauvais calcul, objecte-t-on dans son entourage. Ça marche s'il y a un accord avec le groupe DR, et il n'y en a pas. »

« Le récit d'Emmanuel Macron est simple : puisqu'on n'y arrive pas avec les politiques, il prend le type qui incarne institutionnellement la société civile. C'est comme s'il lançait aux députés : "Vous allez censurer la société civile ? Vous allez censurer les Français ?" »

Un ancien conseiller élyséen

Avec l'hypothèse Thierry Beaudet, Emmanuel Macron se ménage donc une autre issue. « Il faut quelqu'un qui crée de la confiance à l'Assemblée et est capable par tempérament de bâtir des compromis », souligne un ancien conseiller élyséen. Une autre source qui connaît bien les deux hommes décrypte : « Le récit d'Emmanuel Macron est simple : puisqu'on n'y arrive pas avec les politiques, il prend le type qui incarne institutionnellement la société civile. C'est comme s'il lançait aux députés : "Vous allez censurer la société civile ? Vous allez censurer les Français ?" »

Plusieurs voix dans le monde syndical ont aussitôt salué le profil consensuel de Thierry Beaudet, de la CFE-CGC à l'Unsa en passant par la CPME. D'ailleurs, avant de se tourner vers le patron du Cese, le chef de l'État a d'abord songé à Laurent Berger, avec qui les relations n'ont pourtant jamais été simples. Selon deux sources au fait des discussions, il a eu récemment un contact avec l'ex-secrétaire général de la CFDT, qui ne s'est pas montré plus partant qu'avant les législatives du début de l'été, quand Raphaël Glucksmann le citait

comme possible candidat de la gauche à Matignon.

Côté politique, lundi, le nom de Thierry Beaudet – que nombre d'élus ont dû taper sur internet pour se renseigner sur son profil – ne soulevait l'enthousiasme d'aucun camp, sans être pour autant un repoussoir. « Ce serait un profil neuf, donc avec peu de points d'accroche pour le critiquer », note un ministre. Lors de son entretien avec Emmanuel Macron, François Hollande a tout de même défendu, selon son entourage, « une solution politique, donc avec un premier ministre politique et surtout un programme politique à porter devant l'Assemblée ». Pas vraiment le portrait-robot du président du Cese. Quant à Nicolas Sarkozy, il a plaidé dès vendredi dans *Le Figaro* pour la nomination d'« un premier ministre de droite ».

Du côté de Laurent Wauquiez, on manifeste un franc scepticisme. « Tout cela est assez macroniste, ce concept de nommer des hauts fonctionnaires ou experts qui viennent prendre la place des politiques, souffle un proche du patron du groupe de la Droite républicaine. Mais l'équation est toujours la même : Emmanuel Macron a besoin de récupérer une partie importante de la gauche à l'Assemblée. Pour quoi des députés se suicideraient-ils électoralement pour Thierry Beaudet ? Qui ramène-t-il ? »

En macronie, où l'on se lasse de l'interminable attente, le nom sorti du chapeau n'a pas suscité de tir de barrage dans l'immédiat. « Son profil ne fait pas rêver, mais si le but est de faire passer un budget et d'échapper à une censure à la rentrée de janvier 2025, pourquoi pas », lâche un ministre démissionnaire qui « n'en peut plus de cette situation ». L'absence de motion de censure à court terme étant le critère phare posé par Emmanuel Macron auprès de ses interlocuteurs tout au long de cet été. Tandis que l'échéance du budget se rapproche à grand pas : le projet de loi de finances doit être sur la table de l'Assemblée nationale le 1^{er} octobre, date prévue pour le lancement de la prochaine session ordinaire de la Chambre basse.

Plus Emmanuel Macron prend son temps, moins son futur premier ministre aura de marge pour mettre sa patte sur ce texte très politique. Parmi les proches du président, on espère donc un dénouement ce mardi, mercredi au plus tard. Même si l'un d'entre eux prévient : « Vu les épisodes précédents en macronie, il faut être prudent. Tant qu'il n'y a pas de communiqué officiel, rien n'est fait. » ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Avec Beaudet, contourner les partis et sauver le macronisme

De cet interminable feuilleton pour Matignon, il faut retenir qu'Emmanuel Macron aime à faire mentir les scénarios écrits d'avance. Plus l'hypothèse Bernard Cazeneuve gagnait en consistance et plus le chef de l'État s'ingéniait à lui trouver une alternative ; et de préférence la moins prévisible possible. Il faut aussi se rappeler que tant que l'annonce n'est pas faite, tout peut encore changer.

Rappelons-nous 2022 : Catherine Vautrin avait été pressentie, choisie et informée. La bronca de dernière minute d'une frange de la majorité d'alors avait suffi pour que le président lui préfère ultimement Elisabeth Borne. Que le nom de Thierry Beaudet ait « fuité » ne veut pas dire que le choix du président du Conseil économique, social et environnemental (Cese) soit irrévocable, ni que les scénarios Cazeneuve, ou même Bertrand, soient définitivement écartés.

Partisan de l'euthanasie

L'hypothèse Beaudet est en tout cas révélatrice des intentions d'un Emmanuel Macron qui n'entend renoncer à rien ni de son bilan ni de sa prééminence institutionnelle. Avec une personnalité au parcours politique clairement ancré à gauche ou à droite, l'hôte de l'Élysée aurait été contraint à une cohabitation. Une cohabitation d'un genre nouveau en raison d'un paysage parlementaire où l'ancienne majorité reste puissante (166 élus) mais une cohabitation quand même. Avec une figure socialiste, c'est l'ensemble de son bilan qui aurait été menacé. Que Cazeneuve prévienne qu'il abrogerait la réforme des retraites aurait convaincu Macron de ne pas le nommer.

Thierry Beaudet est tout sauf neutre sur le plan idéologique. En tant que président du Cese, il avait manifesté contre la loi immigration de Gérard Darmanin, « pour rappeler notre attachement aux valeurs de la République ». Son (modeste) bilan régalien serait-il moins important pour le chef de l'État que son édifice économique et fiscal ? Chaud partisan de l'euthanasie, en cohérence avec la philosophie de ses en-

gagements, le nouveau pressenti avait abrité au Cese la convention citoyenne sur la fin de vie dont les travaux n'ont en rien modifié la copie initialement prévue par le gouvernement et dont l'avancée parlementaire n'a été interrompue que par la dissolution. Le choix de cette figure de la Mutualité française offrirait à Macron l'occasion d'un redémarrage sur le terrain sociétal.

Bien qu'à la tête d'une institution inscrite dans la Constitution, Thierry Beaudet n'a ni notoriété ni existence politique propres. Moins encore que Jean Castex lorsqu'il remplaça Édouard Philippe. Ce serait une aubaine pour Emmanuel Macron qui n'aurait pas à travailler avec un rival ou quelqu'un cherchant à jouer sa propre partition. Avec lui, le pouvoir resterait en grande partie à l'Élysée. Surtout si le chef de l'État obtenait le maintien d'une partie au moins des (nombreux) ministres qui souhaitent le rester.

Tout cela ne réglerait pas la question centrale : la nécessité de ne pas être censuré et de trouver des majorités, notamment sur le budget. Pourquoi Beaudet réussirait-il mieux sur ce point que Cazeneuve ou Bertrand ? Rien ne le dit, mais Macron ne se privera pas de souligner que ce sont les forces politiques qui n'ont pas permis de faire aboutir un scénario politique pour Matignon. Si une équipe Beaudet ne serait pas à promouvoir parler un gouvernement de « techniciens », ses membres élus représenteraient eux-mêmes plus que leur formation. Le chef de l'État pourrait se satisfaire d'une sorte d'exécutif « transcourants » contournant les partis ? Comme un retour au macronisme original. À condition qu'une telle architecture tienne un minimum face au Parlement ; ce qui n'a rien d'acquis. ■

Écoutez
Guillaume
Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO





omegawatches.com



SEAMASTER DIVER 300M
Co-Axial Master Chronometer

NOTRE MÉDAILLÉ D'OR

OMEGA félicite Alexis Hanquingant qui a remporté l'or à l'épreuve masculine de Para Triathlon PTS4 à Paris 2024. Une superbe performance de notre ambassadeur, toute en puissance et en précision. Nous avons eu l'honneur de mesurer chaque instant de l'incroyable exploit réalisé par Alexis et d'assister à un moment qui marquera l'Histoire des Jeux Paralympiques.



Belloubet, Darmanin, Lecornu... Ces ministres qui espèrent rester au gouvernement

Célestine Gentilhomme

Condamnés à l'attente depuis un mois et demi, certains membres du gouvernement se verraient bien retrouver leur ministère, ou même un autre portefeuille.

Un mois et demi que les cartons sont prêts, mais, après tout, ils se verraient bien les défaire. Poussés vers la sortie au début de l'été, certains ministres démissionnaires caressent désormais l'espoir de conserver leur poste. Le scénario privilégié d'un gouvernement élargi, comprenant des personnalités de divers horizons, a redonné une bouffée d'oxygène à ceux qui se pensaient jusque-là condamnés. « On a besoin de la meilleure équipe politique possible, et il y a des gens de grands talents dans l'actuel gouvernement », plaide le député macroniste Mathieu Lefèvre.

À l'Éducation nationale depuis sept petits mois, Nicole Belloubet a en tout cas déjà avancé ses pions : « On n'est jamais candidat à un poste ministériel. Mais, si vous me demandez si j'ai envie de continuer, la réponse est oui », a-t-elle assumé mardi dernier lors de sa conférence de presse de rentrée. Même ceux de ses collègues qui se montraient sur le départ semblent depuis avoir changé d'avis. Au lendemain des Jeux olympiques, Gérard Darmanin laissait entendre dans un entretien au *Figaro* qu'il quitterait la Place Beauvau après la démission de Gabriel Attal. Il y a quelques jours, le ministre de l'Intérieur distribuait à toutes fins utiles quelques conseils à son successeur, qui n'a pas encore été désigné.

Mais, après avoir échoué à prendre la tête du groupe parlementaire, le député du Nord pourrait loger un nouveau portefeuille ministériel. Une manière de rester au centre du jeu, alors qu'il ne candidatera pas non plus à la présidence du parti. Certains l'imaginent déjà briguer le ministère de l'Éco-



Gérald Darmanin, Nicole Belloubet, Sébastien Lecornu et Stéphane Séjourné (de haut en bas et de gauche à droite), ministres démissionnaires à l'Intérieur, à l'Éducation nationale, à la Défense et aux Affaires étrangères, se verraient bien rester aux affaires.

nomie pour déployer son discours social, susceptible de créer des ponts avec les bancs de la gauche. D'autant que, après sept années passées à Bercy, Bruno Le Maire aimerait rendre les clés au plus vite.

Même si, par le passé, l'on a parfois prêté au Nordiste l'envie de rejoindre le Quai d'Orsay pour façonner sa stature de présidentiable. Mais Stéphane Séjourné risque lui aussi de s'accrocher à son fauteuil, alors qu'il ne devrait pas candidater à sa succession à la tête de Renaissance. Surtout que le ministère des Affaires étrangères est selon la coutume le « domaine réservé » du chef de

l'État. Un poste stratégique, où le président pourrait imposer un de ses proches sans s'attirer les foudres des oppositions.

Tout comme aux Armées, dont le ministre démissionnaire, Sébastien Lecornu, n'exclut pas non plus de prolonger son bail. Au soir du 14 juillet, le député de l'Eure laissait en effet planer le doute sur son avenir : « Le président a par le passé pu avoir un droit de regard particulier sur ce ministère... », confiait-il auprès du *Figaro*.

À la Justice depuis plus de quatre ans, Éric Dupond-Moretti n'a quant à lui jamais caché sa déception de quit-

ter la Place Vendôme. Certains estiment que son profil, issu de la société civile, pourrait lui permettre de rebondir dans un nouveau gouvernement. Candidate surprise à Matignon, Ségolène Royal l'a même cité dans son éventuelle équipe d'« union républicaine »...

Mais ces ambitions à peine voilées irritent jusqu'au sein de la macronie. Dans un entretien au *Figaro*, Agnès Pannier-Runacher juge même qu'il serait « très dangereux » de « donner l'impression » que son camp s'accroche au pouvoir. « Le vote des Français implique un changement de casting gouvernemental. Le premier ministre, comme beaucoup de ministres, ne peut pas être issu de nos rangs », tranche la ministre déléguée, devenue députée à la faveur de la dissolution.

« Le vote des Français implique un changement de casting gouvernemental. Le premier ministre comme beaucoup de ministres ne peuvent pas être issus de nos rangs »

Agnès Pannier-Runacher

Ministre déléguée, devenue députée. Ensemble à la faveur de la dissolution

Il faut dire que le Nouveau Front populaire (NFP) ne compte pas non plus faire de cadeaux au bloc central, après que leur candidate, Lucie Castets, a été écartée de la course à Matignon. « Je trouve indécent que certains ministres démissionnaires imaginent pouvoir rester après avoir été désavoués par le peuple de la sorte », s'agace un baron socialiste. Un de ses collègues prévient : « Même l'aile droite du Parti socialiste, qui appelle à reprendre les discussions sur la désignation du futur premier ministre et se déclare favorable à l'hypothèse Cazeneuve, refusera en bloc la présence de ministres macronistes ».

Comprendre : la reconstitution de poids lourds macronistes déclencherait automatiquement le vote d'une motion de censure à gauche. Certains stratèges plaident donc pour écarter les profils trop identifiés au macronisme, qui pourraient braver les oppositions. « Il y a un besoin de renouvellement qui est fort, incontestablement, reconnaît un député du bloc central. Il est quand même nécessaire d'arriver devant le Parlement avec une certaine forme de virginité. » ■

La menace d'un dérapage du déficit, bombe pour le futur gouvernement

Julie Ruiz Perez

Tandis que se joue, à l'Élysée, le théâtre d'ombres autour de la désignation d'un premier ministre, la tension monte autour du texte le plus crucial de la rentrée. En temps normal, l'élaboration, la présentation et l'adoption du budget - aussi appelé projet de loi de finances (PLF) - constituent déjà un parcours du combattant, administratif et parlementaire. Cette année, avec la dissolution, l'affaire tourne tout bonnement au calvaire. En mal d'un gouvernement pour le préparer et le porter politiquement, le budget 2025 accumule les retards pour arriver on ne sait où, puisque, d'une part, personne ne semble savoir comment le texte pourrait passer les fourches caudines d'une Assemblée éclatée et, d'autre part, les objectifs budgétaires sont en train, eux aussi, de voler en éclats.

En effet, comment construire le texte, politique par essence, quand on est un gouvernement démissionnaire qui n'est, par définition, pas censé faire de politique ? L'administration, les cabinets, les ministres semblent tâtonner pour le découvrir et les dissensions foisonnent. Certains documents nécessaires à la préparation du PLF ont ainsi pris du retard et la possibilité d'un budget rendu après le 1^{er} octobre, la date limite prévue par la loi organique sur les finances publiques, émerge peu à peu dans les discours. Le « tiré à part » - un document qui détaille les plafonds du prochain budget, mission par mission, doit, par exemple, être transmis au Parlement au plus tard le 15 juillet. Mais députés et sénateurs n'en ont toujours pas vu la couleur, ce qui a fini par échauffer les esprits. N'y tenant plus, le président insoumis de la commission des finances de l'Assemblée, Éric Coquerel, et le rapporteur général du budget, Charles de Courson (Liot), ont

fait savoir, la semaine dernière, que si certains documents budgétaires ne leur étaient pas envoyés ce lundi, ils n'hésiteraient pas à faire une descente à Bercy pour aller les chercher eux-mêmes. Contraintes, les équipes de Maignon et du ministère de l'Économie se sont réunies dans la journée afin de déterminer quels documents seraient transmis aux deux députés dans la soirée.

La France sous le coup d'une procédure à Bruxelles

Si le gouvernement démissionnaire marche encore sur des œufs, c'est que le sujet est sensible et le moindre faux pas pourrait devenir une sortie de route, notamment pour les deux ambassadeurs futurs ex-ministres qui dirigent Maignon et Bercy. Et pour cause, les documents envoyés ce lundi (une synthèse des plafonds de dépenses par mission, des notes du Trésor sur les indicateurs macroéconomiques, des rapports sur les collectivités territoriales...) font état d'un considérable dérapage des finances publiques... dès cette année. Selon nos informations, une note de la Direction du Trésor datée de cet été alerte sur le risque d'une véritable accélération budgétaire. Ainsi, si rien n'était fait, explique l'administration, le déficit public pourrait s'établir autour de 5,6 % de PIB, soit bien au-delà des 5,1 % prévus pour 2024 dans la trajectoire budgétaire du gouvernement. Une réédition de la catastrophe du début d'année quand Bercy a annoncé que le déficit de 2023 avait at-

5,6 %
du PIB

Montant possible du déficit public, selon une note de la direction du Trésor datée de cet été, soit bien au-delà des 5,1 % prévus pour 2024 dans la trajectoire budgétaire du gouvernement

teint 5,5 % du PIB au lieu des 4,9 % prévus. Dans les deux cas, le dérapage représente une quinzaine de milliards d'euros.

Cette fois, la dégradation est à mettre notamment sur le compte de l'explosion inattendue des dépenses des collectivités territoriales qui, cette année, dépasseraient les plafonds prévus dans la trajectoire budgétaire de 16 milliards d'euros, selon un document qui a été transmis lundi soir aux élus de la commission des finances. Du côté des recettes, les nouvelles sont plus floues mais tout aussi sombres, « nous étions encore dans les clous en juillet, nous sommes en dessous en août », entre autres du fait de rentrées d'impôt sur les sociétés et d'impôt sur le revenu à la peine. Bref, les voyants budgétaires sont au rouge et la pression politique monte. Probablement en partie informée de ces mauvaises nouvelles, Marine Le Pen a, par exem-

ple, réclamé ce lundi dans une lettre publique un « débat sur la situation des finances publiques ».

Alors que la France est sous le coup d'une procédure pour déficit excessif à Bruxelles, le prochain gouvernement va devoir tirer sur les freins d'urgence s'il veut éviter - ou tempérer - la catastrophe annoncée. « Bruno Le Maire a mis en place des leviers qui permettraient de respecter malgré tout la cible de déficit en 2024, plaide son entourage, il faut que le prochain gouvernement annule les 16 milliards de dépenses publiques qui ont été gelées et qu'il mette en place les mesures fiscales rétroactives » contenues actuellement dans le budget 2025. Bercy a, en effet, préparé depuis des mois des prélèvements sur les superprofits des énergéticiens et sur les rachats d'actions qui devraient permettre de rapporter environ 3 milliards dès cette année. Mais, dans les coulisses, certains craignent que ces indispensables mesures soient abandonnées par un futur gouvernement qui les jugerait « trop coûteuses politiquement ». Il pourrait en aller de même pour les nécessaires coupes dans les dépenses. « Déjà, quand Gabriel Attal a tranché en faveur d'un budget de l'État égal à celui de l'an dernier, certains ont crié au loup », remarque-t-on. Effectivement, pour l'instant, le budget en préparation est peu ou prou une reconstitution de celui de l'an dernier, une sorte de « page blanche » pour le futur gouvernement qui pourrait en théorie l'amender, pour peu qu'il soit nommé à temps. ■

Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

**2 MOIS DE COTISATION
OFFERTS SOUS CONDITIONS**
pour toute adhésion du
2 au 30 septembre 2024 inclus.

L'assurance décès, c'est aussi une preuve d'amour.

**SECUR'Famille 2, pour vous aider à protéger
financièrement l'avenir de votre famille.**



**CAISSE
D'ÉPARGNE**

Vous être utile.

Banque & Assurances

Offre valable une fois par assuré, du 2 au 30 septembre 2024 inclus, pour toute adhésion avec cotisations mensuelles au contrat SECUR'Famille 2. Les deux premières cotisations ne seront pas prélevées. Le montant des cotisations suivantes sera fixé selon les conditions normales prévues par le contrat. Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès de votre conseiller ou sur www.caisse-epargne.fr

Communication à caractère publicitaire et promotionnel.

SECUR'Famille 2 est un contrat d'assurance en cas de décès de BPCE Vie. Les prestations d'assistance sont assurées et mises en oeuvre par Inter Mutuelles Assistance. Entreprises régies par le Code des assurances.

BPCE – Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 197 856 880 euros – Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - RCS Paris N° 493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100 www.orias.fr – Contrat d'assurance distribué par votre Caisse d'Épargne – Crédit Photo : Shutterstock.

L'esplanade des Mosquées à nouveau au cœur des tensions

Guillaume de Dieuleveuil Correspondant à Jérusalem

Le ministre israélien de la Sécurité nationale a annoncé, de son propre chef, la fin du statu quo de 1967. Une déclaration incendiaire.

C'est l'épicentre d'un conflit dont les soubresauts se font ressentir mondialement. À Jérusalem, l'esplanade des Mosquées est plus que jamais sous la pression des autorités israéliennes. À commencer par Itamar Ben Gvir, le ministre de la Sécurité nationale de Benjamin Netanyahu, qui multiplie les déclarations incendiaires à son propos. Alors qu'Israël est plongé, depuis bientôt un an, dans une guerre qui électrise le Proche-Orient, ce leader d'un petit parti suprémaciste juif allié de Netanyahu ne cesse de jeter de l'huile sur le feu.

Il vient de franchir un cap en annonçant, de son propre chef, lors d'une récente interview à la radio militaire israélienne, la fin du statu quo en vertu duquel, depuis 1967, seuls les musulmans sont autorisés à venir prier sur l'esplanade des Mosquées. « Je vais vous le dire de la façon la plus simple possible, a-t-il déclaré. Il n'y aura pas de discrimination, il n'y aura pas de racisme sur le mont du Temple. »

Aux yeux des juifs, l'esplanade des Mosquées est le « mont du Temple ». C'est là que se sont dressés les deux temples, lieux, selon la religion juive, où s'est manifestée la présence divine. Le second temple a été détruit par les armées romaines en 70 après J.-C. Depuis, certains juifs espèrent la création d'un troisième temple. Pour les ultraorthodoxes, il adviendra par la volonté divine : en attendant, hors de question de pratiquer « l'ascension ».

Les sionistes religieux comme Itamar Ben Gvir se considèrent en revanche les artisans d'un projet messianique. À leurs yeux, l'interdiction qui leur est faite de se rendre sur le « mont du Temple » relève d'une politique discriminatoire. Ils estiment qu'il est de leur devoir de venir prier et de travailler, par tous les moyens, à hâter la construction du troisième temple. Au pouvoir depuis bientôt

deux ans, Itamar Ben Gvir s'y emploie d'autant que, en tant que ministre en charge de la police, c'est lui qui est, en principe, le garant du statu quo de 1967.

En agissant ainsi, il engage volontairement son pays dans une passe téméraire. L'esplanade des Mosquées est considérée par les musulmans comme un des lieux saints de l'islam. Conséquence de l'époque où Jérusalem était administrée par la Jordanie, elle est placée sous la tutelle du « Waqf », le ministère jordanien des Biens religieux. Le Pr Moustafa Abou Sway en est un fonctionnaire. « Itamar Ben Gvir a ouvert la boîte de Pandore », dénonce-t-il.

Insupportables provocations

Outre son caractère spirituel, l'esplanade des Mosquées a aussi acquis une dimension symbolique depuis la prise de Jérusalem par Israël, en 1967. Au cœur de la « résistance » palestinienne contre « l'occupation » israélienne, la rhétorique du « retour » accorde une importance de premier plan à la mosquée al-Aqsa. C'est pourquoi le Hamas a baptisé l'opération terroriste du 7 octobre dernier « Déluge d'al-Aqsa ». Reproduite à l'infini sur les murs de Cisjordanie, l'image du sanctuaire du Rocher, avec son dôme doré, est devenue un symbole de l'aspiration des Palestiniens à la reconquête de leur capitale. De ce fait, chaque intrusion d'Itamar Ben Gvir sur l'esplanade des Mosquées, chacune de ses déclarations sont perçues comme d'insupportables provocations.

Conscient du danger, le premier ministre israélien s'est empressé de contredire Itamar Ben Gvir. Dans les heures qui ont suivi son interview, le bureau de Benjamin Netanyahu a confirmé que le statu quo était bien maintenu. Dans la sphère politique, la levée de boucliers a été générale. Elle est venue de l'opposition, dont les principaux figures ont aussitôt affirmé leur attachement au statu quo. Mais aussi de l'intérieur de la coalition, notamment de la



Itamar Ben Gvir (à gauche) s'est rendu, mi-août, sur l'esplanade des Mosquées (connue des Juifs sous le nom de mont du Temple) en compagnie d'un autre ministre, membre de son parti, et de militants. TEMPLE MOUNT ADMINISTRATION VIA REUTERS

part du ministre de la Défense, Yoav Gallant, et des partis ultraorthodoxes. Membre du Shas, le ministre Moshe Arbel a ainsi dénoncé « une déclaration irresponsable » et « le manque d'intelligence » d'Itamar Ben Gvir. Le lendemain de la fameuse interview, un journal ultra-orthodoxe a publié sa une en arabe : « Le ministre Ben Gvir vomit une fois de plus et met en danger les résidents de la Terre sainte », a titré le Yated Ne'eman, organe du parti Degel HaTorah, lui aussi membre de la coalition.

Dans les faits, pourtant, le statu quo est menacé. Mi-août, Itamar Ben Gvir s'est rendu sur l'esplanade des Mosquées en compagnie d'un autre ministre, membre de son parti, et de militants. Sous escorte policière, ils ont défié l'interdiction et prié. « Nous avons fait des progrès significatifs pour rétablir la souveraineté israélienne ici », a déclaré le ministre de la Sécurité nationale. Depuis son arrivée au gouvernement, Itamar

Ben Gvir a accru sa mainmise sur l'institution policière. À tel point que, dans une récente lettre envoyée à plusieurs hauts responsables, dont Benjamin Netanyahu, le chef du Shin Beth, les services de renseignements intérieurs, a dénoncé l'impunité dont bénéficieraient les « extrémistes juifs ». Ceux-là mêmes qui pratiquent « l'ascension sur le Mont. »

Quelques jours après son interview, Itamar Ben Gvir a nommé le nouveau chef de la police israélienne. Lors de son discours d'introduction, prononcé devant le ministre, le nouveau « commissaire de police » a promis de défendre « la liberté de culte. » « Tout le monde a compris ce qu'il voulait dire : changer le statu quo sur le mont du Temple/esplanade des Mosquées », analyse le journal progressiste Haaretz.

De façon plus discrète, des juifs se rendent chaque jour, à l'exception du vendredi, sur le « mont du Temple », pour y prier. La police, qui les accompa-

gne systématiquement, se montre bienveillante à leur égard, comme Le Figaro a pu le constater à plusieurs reprises. Des mouvements sionistes religieux promeuvent activement « l'ascension » de ces juifs religieux. Ayala Ben Gvir, l'épouse du ministre, est connue pour son implication dans ces mouvements.

Bientôt, des visites guidées, financées à hauteur de 2 millions de shekels (environ 500 000 euros) par le ministère du Patrimoine, seront organisées sur le « mont du Temple ». Destinées aux touristes israéliens et étrangers, elles ont pour objectif « de contrer le narratif palestinien » et de permettre « aux milliers de juifs et aux centaines de milliers de touristes qui viennent ici chaque année de recevoir une version exacte du patrimoine historique du mont du Temple », explique le ministre israélien. Comme un butin de guerre, la mémoire de ce site plurimillénaire risque, une fois encore, de devenir la propriété du vainqueur. ■

À Jérusalem, de plus en plus de Palestiniens face au risque d'expulsion

Ce matin, quand Mohamed Qastiro a ouvert les portes du Mursara Coffee Shop, à Jérusalem, il s'est demandé si ce ne serait pas la dernière fois de sa vie. Pourtant, son unique employé et lui ont répété les gestes de tous les jours : préparer les oranges et les grenades à presser, mettre de l'eau à bouillir et, tout en évitant de déranger la tourterelle qui niche au-dessus de la porte, sortir quelques tables sur le trottoir.

À l'intérieur, dans l'obscurité de la salle voûtée, les habitués sont déjà occupés à fumer et à jouer aux cartes, indifférents en apparence au sort menaçant l'établissement. Le Mursara Coffee Shop a été tenu par trois générations de Qastiro. Mohamed, 57 ans, sera le dernier. Cet été, la Cour suprême israélienne a confirmé un ordre d'évacuation du local.

Coupé en deux par la « ligne verte », qui sépare la Jérusalem-Est, occupée par Israël depuis 1967, de la Jérusalem-Ouest, israélienne depuis 1948, le quartier Mursara a deux visages : d'un côté de la ligne verte, il est palestinien et de l'autre, israélien. Mais pour combien de temps ? Le cas du Mursara Coffee Shop, une première dans ce secteur qui jouxte la Vieille Ville de Jérusalem, pourrait bientôt se dupliquer. Craintifs, les commerçants du quartier refusent d'en parler. Mohamed Qastiro, lui, n'a plus rien à perdre. « Ce n'est pas compliqué, affirme-t-il. Les autres boutiques de Mursara vont avoir le même problème que moi. Dans cinq ans, elles seront toutes fermées ! »

Organisation israélienne militante pour « une Jérusalem équitable et stable », Ir Amim s'inquiète de l'affaire de Mohamed Qastiro. Généralement, les cas d'évacuations de Palestiniens concernent plutôt des zones situées dans la Vieille Ville ou au-delà, aux alentours du mont des Oliviers. Cette fois, c'est cette zone tampon, « stratégique » selon Ir Amim, qui est concernée. Ses

boutiques et ses restaurants de falafels qui s'engrèment le long du trottoir, en direction de la porte de Damas, sont bien connus des Palestiniens de Jérusalem-Est. Mais l'endroit est aussi traversé par des juifs religieux venus des quartiers ouest et passant par la pour prier au pied du « Kotel », le Mur des lamentations.

« Depuis le début de la guerre de Gaza, Jérusalem est assez calme. Ses habitants, israéliens comme palestiniens, font preuve de retenue. Mais pas le gouvernement, qui est de plus en plus agressif et oppressif »

Aviv Tatarsky Porte-parole de l'organisation Ir Amim

Selon Ir Amim, cet emplacement fait de Mursara « une cible » pour les organisations de colons œuvrant à l'implantation de familles juives israéliennes dans les quartiers palestiniens de Jérusalem. Pour l'heure, à Mursara, ils se font discrets. Mais une vingtaine de familles israéliennes s'y seraient déjà installées. L'une d'elles habite l'appartement situé au-dessus du Mursara Coffee Shop.

Le petit établissement de Mohamed Qastiro résume à lui seul la complexité de cette ville dont l'histoire a laissé, comme des strates, des usages qui se superposent et ne s'annulent pas toujours. Son éviction est encadrée par une série de lois israéliennes sur les « propriétés abandonnées ». Un organisme dépendant du ministère de la Justice a pour fonction de gérer ces biens immobiliers, qu'il s'agisse de maisons palestiniennes désertées par leurs occupants ou de propriétés de Juifs installés avant la création de l'État d'Israël dans un

quartier désormais à l'est, et contraints de quitter leurs maisons pendant la guerre de 1948. C'est le cas du Mursara Coffee Shop, que la famille Qastiro loue depuis 1954, d'abord à la Jordanie puis, après la guerre de 1967, à Israël. En 2022, le « Gardien des Propriétés abandonnées » a démarré la procédure d'éviction qui a abouti cet été.

Mohamed Qastiro peste contre ce système. « La loi israélienne n'est faite que pour martyriser les Palestiniens, les forcer à partir de chez eux », affirme-t-il. Il se dit victime du gouvernement de Benjamin Netanyahu et de ses alliés suprémacistes juifs, plus décidés que jamais à intensifier la colonisation partout, que ce soit en Cisjordanie ou à Jérusalem-Est.

Porte-parole de l'organisation Ir Amim, Aviv Tatarsky déplore lui aussi cette tendance. « Depuis le début de la guerre de Gaza, Jérusalem est assez calme, remarque-t-il. Ses habitants, israéliens comme palestiniens, font preuve de retenue. Mais pas le gouvernement, qui est de plus en plus agressif et oppressif. Les violences de policiers, les démolitions de maisons de Palestiniens, la pression constante sur l'esplanade des Mosquées : cela constitue les trois problèmes principaux actuellement. Tout est fait pour dégoûter les Palestiniens de vivre à Jérusalem. Or Israël doit accepter leur présence dans cette ville. Jérusalem est binationale et tant qu'Israël ne l'acceptera pas, les problèmes continueront. »

Une fois que tout est en ordre dans le café, Mohamed Qastiro s'assoit à la terrasse, allume une cigarette et attend l'arrivée des forces de l'ordre qui viendront, un jour, le mettre à la porte de l'endroit où il a grandi. « L'air de Mursara va me manquer... Mais je ne partirai pas de mon propre gré. Ce serait reconnaître le droit des colons israéliens sur cet endroit. Nous, les Palestiniens, on ne rendra jamais les clefs », lance-t-il, brava. ■

G.D.

VENTES AUX ENCHERES PUBLIQUES

03 Vente sur adjudication, le VENDREDI 11 OCTOBRE 2024 à 9 heures du matin, à l'audience des criées du juge de l'exécution du tribunal judiciaire de Montluçon (03), palais de justice, 114, boulevard de Courtais

COMMUNE DE SAINT-ÉLOU-D'ALLIER 03370

Domaine de Malvaux, UNE PROPRIÉTÉ dénommée Château de Malvaux comprenant : UN CHÂTEAU XII^{ème} - XV^{ème} Siècle composé : En S/sol de 4 pièces, coul., cuisine d'été dans la tour carrée, 2 escs vers le RdC ; En RdC de cuisine dans la tour carrée : toilette, coul., salle à manger, salon, coul., grand-salon, bureau dans la tour ronde, esc. vers le 1^{er} étage ; En 1^{er} étage de couloir : 4 chbres, 2 SdB dont 1 dans la tour ronde, 5 d'E et toilette dans la tour carrée, dressing, coul., esc. vers le 2^{ème} étage, esc. vers le 2^{ème} étage de la tour carrée ; En 2^{ème} étage de : 6 chbres dont 1 dans la tour ronde et 1 dans la tour carrée et toilette dans la tour carrée, grde. salle de billard, coul., esc. vers le 3^{ème} étage de la tour ronde, esc. vers le 3^{ème} étage de la tour carrée ; En 3^{ème} étage de la tour ronde : 1 chbre ; En 3^{ème} étage de la tour carrée : 1 chbre ; UNE MAISON DE MAÎTRE comp. : Au RdC, cuisine, séjour, salon ; Au 1^{er} étage : bureau, 2 chbres, 5 d'E ; DÉPENDANCES : GARAGES ET AUTRES DÉPENDANCES ; ET DIVERSES PARCELLES DE TERRAIN AUTOUR. Figurent au Cad. Sec. A/N 34 pour 4 a 5 ca - N°35 pour 76 a 8 ca - N°36 pour 3 a 90 ca - N°39 pour 1 ha 75 a 95 ca - N°379 pour 16 a 70 ca - N°404 pour 91 a 94 ca - N° 425 pour 86 a 82 ca - TOTAL 4 ha 55 a 44 ca. A la date du 7/12/2023 le bien était inoccupé.

Mise à Prix : 149.000 €

Les enchères ne peuvent être portées que par Ministère d'avocat inscrit au barreau de 03100 Montluçon. Le CCV peut être consulté au greffe du juge de l'exécution du TJ de Montluçon, ou au cabinet de la SELAS ALLIES AVOCATS, agissant par Me COTTIER dont le siège est 112, boulevard de Courtais - 03100 Montluçon - Tél. 04.70.08.00.64 - denis.cottier@allies-avocats.com VISITE SUR PLACE LE LUNDI 30/09/2024 DE 9 H À 11 H ET LE MARDI 1^{er} 10/10/2024 DE 14 H À 16 H 30

75 Vente aux enchères publiques, le Jeudi 10 octobre 2024 à 14 H 00 au Tribunal Judiciaire de PARIS, Parvis du Tribunal de PARIS, à PARIS 17^{ème}

UN IMMEUBLE de rapport sis à PARIS 19^{ème}

6 passage Gauthier

Constitué de plusieurs corps de bâtiments à usage d'habitation comprenant 20 appartements (dont 14 Libres et 6 loués) de 18,04 m² ; 30,13 m² ; 24,88 m² ; 48,29 m² ; 15,75 m² ; 23,67 m² ; 39,59 m² ; 42,45 m² ; 25,75 m² ; 43,43 m² ; 46,69 m² ; 25,83 m² ; 43,43 m² ; 15,47 m² ; 19,54 m² ; 35,09 m² ; 43,43 m² ; 37,22 m² ; 33,10 m² et 31,27 m², 2 caves, un local poubelle et un box. Cadastre section EE numéro 56, lieudit « 6 Passage Gauthier » pour une contenance cadastrale de 03 ares 50 centiares

MISE A PRIX : 2.500.000 Euros

Pour consulter le cahier des conditions de vente, s'adresser au Greffe du Juge de l'Exécution « Ventes Immobilières » du Tribunal Judiciaire de PARIS où il a été déposé sous la Référence Greffe 24/00076, à Maître Denis LANCEREAU, Avocat associé du Cabinet TCOQUEVILLE, demeurant 22 rue de Tocqueville, 75017 PARIS, Tél. : 01 56 33 26 26 (uniquement du lundi au jeudi de 14 h 00 à 16 h 00) VISITE sur place le Lundi 07 octobre 2024 de 14 H 30 à 17 H 30

Pierre Avril Correspondant à Berlin

Le leader de ce parti d'extrême droite devenu la première force politique de la région y distille des idées révisionnistes.

Jörg Prophet tient sa revanche. Il y a un an, suite à la mobilisation d'un collectif d'historiens qui accusaient ce militant Alternative für Deutschland (AfD) de propos révisionnistes sur la Seconde Guerre mondiale, le candidat avait échoué à remporter la mairie de Nordhausen en Thuringe. Cette ville est voisine du camp de concentration nazi de Dora, où périrent 5 000 personnes : aux yeux de Jörg Prophet, leur sort semblait moins important que celui des victimes civiles allemandes des bombardements alliés du 4 avril 1945. Des Alliés dépourvus « de morale », animés par « la terreur et l'arbitraire » et dont le but était de « s'approprier » les technologies allemandes pour « asseoir leur domination dans le monde », avait-il lancé.

Le 24 septembre 2023, ces propos, donc, l'avaient empêché d'accéder à la magistrature de cette ville de 40 000 habitants. Dimanche, lors des élections régionales en Thuringe, l'affaire était oubliée : Jörg Prophet, qui avait coutume de faire sécuriser ses meetings par des militants néonazis et accusait les médias de propager des « calomnies » sur son compte, a été élu député du Parlement régional, sis à Erfurt (la capitale régionale), obtenant pas moins de 40 % des voix.

« Notre plan a fonctionné : d'abord le conseil municipal et le conseil d'arrondissement (où il fut élu sans remporter la mairie, NDLR), et maintenant le Parlement régional », se félicitait le candidat AfD. Dans la circonscription voisine, sa collègue AfD Kerstin Dübgen-Schumann a été également élue : un résultat « grandiose », selon cette dernière.

Dimanche, c'est toute l'extrême droite de Thuringe qui jubilaient. Pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne post-nazisme, l'AFD y est devenue la première force politique du Land avec 32,8 des voix, en hausse de 9,4 %, par rapport au scrutin de 2019. La Thuringe est une région fortement agricole de 2 millions d'habitants, dotée néanmoins d'un puissant pôle industriel de pointe situé à Jena et à Eisenach. Le parti de gauche Die Linke qui dirigeait le gouvernement régional depuis dix ans, en coalition avec le SPD d'Olaf Scholz et les Verts, a été balayé. Le tout nouveau parti populiste de gauche (Alliance Sahara Wagenknecht) - qui s'aventure à l'occasion sur les plates-bandes de l'AFD - a remplacé Die Linke, avec 15 % des voix.



Björn Höcke (bras levés), chef du groupe parlementaire de l'AFD en Thuringe et tête de liste, a remporté la victoire, dimanche à Erfurt, la capitale régionale.

En Thuringe, Björn Höcke fait triompher l'aile radicale de l'AfD

« Il s'agit d'une journée noire, effrayante », s'inquiète lors d'un entretien avec Le Figaro Jens-Christian Wagner, directeur du Mémorial des camps de concentration de Buchenwald (proche de Weimar en Thuringe) et de Dora, très actif dans la mobilisation passée contre Jörg Prophet. « Pour quelqu'un qui s'est engagé depuis des décennies dans la lutte contre les crimes nazis, il est bouleversant et déprimant de voir l'extrême droite devenir le premier parti, pour la première fois depuis 1945. »

Fin 1932, la Thuringe fit office de marchepied à Hitler dans son accession au pouvoir. Après-guerre, c'est ici que les politiciens de l'AFD ont particulièrement tenté d'assimiler la culture du souvenir au « culte de la culpabilité », concept élaboré en 1980 par Franz Schönhuber, ancien sous-officier de la Waffen SS et instructeur de la division Charlemagne.

Son représentant victorieux dimanche dans la région, Björn Höcke, appartient à la branche radicale du parti, baptisée l'Aile. Il s'est plusieurs fois affichés lors de manifestations néonazies. Avant les élections, cet idéologue était critiqué

au sein même de son parti, qui lui reprochait d'agiter la promesse de « grands soirs » conquis par la force plutôt que de privilégier la perspective d'une gouvernance politique. Dimanche soir, ce professeur d'histoire de 52 ans changeait de posture. Enclin à des « coopérations avec d'autres partis », il se disait également « prêt à prendre des responsabilités pour gouverner ».

« Aujourd'hui, l'AFD a tellement dérivé vers la droite qu'il faudra de longues années pour stopper ce processus et parvenir peut-être à une normalisation du parti »

Thorsten Faas Politologue à l'Université libre de Berlin

L'offre a été aussitôt rejetée, d'abord par la CDU, arrivée en deuxième position. « Les électeurs savent que nous ne faisons pas de coalition avec l'AFD », a tranché le secrétaire général des conser-

vateurs, Carsten Linnemann. Le lendemain, c'est Olaf Scholz qui fermait la porte à toute alliance avec l'AFD qui, selon lui, « nuit à l'Allemagne, affaiblit l'économie, divise la société et ruine la réputation de notre pays ». Malgré son impopularité grandissante, qui s'est traduite par une nouvelle érosion de son parti en Thuringe (7 %), le chancelier social-démocrate a appelé « tous les partis démocratiques à former des gouvernements stables et sans l'extrême droite ».

Une véritable gageure. Pour ce faire, la CDU devrait théoriquement s'allier avec l'Alliance Sahara Wagenknecht, dont une grande partie des responsables n'ont quasiment aucune expérience politique, et dont le populisme de gauche représente l'exact contraire de la démocratie chrétienne. Les conservateurs ont parti ailleurs exclu de gouverner avec Die Linke.

En 2019, l'AFD, arrivée seconde, était parvenue à agréger les voix de la CDU pour faire élire à la présidence du parlement un candidat FDP, alternatif à Die Linke. Le vote avait suscité un séisme politique et brisé la carrière de la dau-

phine d'Angela Merkel, Annegret Kramp-Karrenbauer. « Aujourd'hui, l'AFD a tellement dérivé vers la droite qu'il faudra de longues années pour stopper ce processus et parvenir peut-être à une normalisation du parti. Et Björn Höcke n'est pas la bonne personne pour cela », estime Thorsten Faas, politologue à l'Université libre de Berlin.

À défaut de gouverner, l'extrême droite, qui disposera par ailleurs d'une minorité de blocage au parlement de Thuringe, pourrait entraver le fonctionnement de l'Assemblée, bloquer la nomination de juges ou compromettre les décisions du Bureau de protection de la Constitution (services de renseignement). Le Bundesamt für Verfassungsschutz surveille justement et sanctionne les activités délictueuses du parti.

« Les idées révisionnistes de l'AFD vont continuer à s'installer dans les esprits, renchérit le conservateur du Mémorial de Dora, Jens-Christian Wagner. Et, dans le pire des cas, comme nous sommes financés par des fonds régionaux, nous pourrions devoir cesser notre travail éducatif. » ■

La fuite rocambolesque du chef de la Banque centrale libyenne

Marilyne Dumas

Évoquant menaces et enlèvements d'enfants d'employés susceptibles de faire grève, Saddik el-Kebir dit avoir quitté son pays pour sauver sa vie.

Il gardait les clés du coffre-fort libyen depuis la révolution de 2011. À la tête de la Banque centrale, l'une des rares institutions libyennes encore unies, Saddik el-Kebir avait tenu bon malgré les conflits, les guerres civiles, les menaces des milices et la division du pays en deux gouvernements. Il a finalement dû abandonner son fauteuil, démis de ses fonctions par le gouvernement d'Abdelhamid Dbeibah à Tripoli (reconnu par la communauté internationale). Le gouvernement parallèle d'Oussama Hammad, allié au maréchal Haftar, dans l'est de la Libye, refuse ce limogeage et a aussitôt réagi en fermant les champs et terminaux pétroliers, situés en majorité dans cette partie du pays.

Jusqu'ici, malgré une gouvernance loin d'être transparente, Saddik el-Kebir avait préservé son poste et une sorte de continuité des fonctions gouvernementales en versant les salaires et une partie du budget aux deux autorités concurrentes dans ce pays riche où l'argent, provenant de l'or noir, est le nerf de la guerre. Il était soutenu par la com-

munauté internationale et, surtout, par les États-Unis, qui le voyaient comme un élément de stabilité.

« Il est tout à fait possible qu'on se retrouve bientôt avec deux banques centrales... Cela ne peut que diviser un peu plus le pays », s'inquiète à présent Behir Jouini, spécialiste de la Libye et ancien diplomate tunisien basé à Tripoli. Saddik el-Kebir a abusé du système « au point de dominer personnellement la banque. Une situation où un homme est le seul arbitre de la richesse d'un État est clairement problématique. Mais le destituer par un processus contesté pourrait conduire à une situation qui serait sans doute pire, avec encore moins de restrictions sur les dépenses de l'État sous un nouveau gouverneur, probablement plus faible », estime quant à lui Tim Eaton, chercheur au think-tank londonien Chatham House.

Le 26 août, une commission de « passation de pouvoirs », nommée par le Conseil présidentiel - lié au gouvernement de Tripoli - était entrée dans le bâtiment de la banque, aux abords de la médina de Tripoli, sous les flashs des

photographes. Un limogeage brusque et, selon les experts, sans aucune base légale. La nomination d'un gouverneur de la Banque centrale nécessite en effet un « consensus » entre le Haut Conseil d'État (basé à l'Ouest) et la Chambre des représentants (à l'Est).

Saddik el-Kebir a annoncé avoir fui le pays avec d'autres employés pour

« Il y a eu des disputes concernant les pratiques de corruption et de clientélisme de Dbeibah. De plus, le trafic de carburant subventionné, en très fort développement, était un autre sujet de dispute avec la BCL qui estimait que ce serait rapidement un problème pour les finances publiques »

Un analyste, sous couvert d'anonymat

« protéger (leurs) vies » : « Les milices menacent et terrorisent le personnel de la banque et vont parfois jusqu'à enlever les enfants et les proches (de ceux qui) font grève pour protester, NDLR), afin de les forcer à aller travailler », a-t-il expliqué, vendredi dernier, au Financial Times.

Dès l'annonce de la destitution, les autorités de l'Est ont annoncé la fermeture des sites pétroliers, une majorité d'entre elles se trouvant sur le territoire qu'elles contrôlent. La production libyenne a ainsi chuté de 63 %. En début d'année, la Libye avait détrôné le Nigeria pour redevenir le premier producteur de pétrole du continent africain. La Banque centrale s'est par ailleurs retrouvée paralysée la semaine dernière, incapable d'effectuer des transactions : Saddik el-Kebir aurait gardé les codes pour les opérations financières et le contrôle du site internet.

Les tensions entre Abdelhamid Dbeibah, chef du gouvernement de Tripoli, et Saddik el-Kebir durerait depuis quasiment un an. « Il y a eu des disputes concernant les pratiques de corruption et de clientélisme de Dbeibah, explique un

analyste sous couvert d'anonymat. De plus, le trafic de carburant subventionné, en très fort développement, était un autre sujet de dispute avec la BCL qui estimait que ce serait rapidement un problème pour les finances publiques et les revenus en dollars alors que Tripoli laissait faire. » En effet, l'essence, vendue 0,02 C le litre au consommateur libyen grâce à une prise en charge de l'État, est détournée pour être exportée dans les pays frontaliers.

Depuis quelques mois, l'argentier avait commencé à fermer peu à peu les vannes au gouvernement de Tripoli. Parallèlement, il s'était rapproché du gouvernement de l'Est, finançant officiellement le Fonds de développement et de reconstruction aux mains de Belkassam Haftar, l'un des fils du maréchal. En lançant de nombreux projets de construction dans l'Est et le Sud libyen, le clan Haftar espérait gagner en popularité et en influence dans l'ensemble du pays. Le renvoi de Saddik el-Kebir pourrait remettre en cause cette stratégie. Et surtout, bouleverser à nouveau l'équilibre libyen. ■

Le pape lance sa grande tournée asiatique en Indonésie, premier pays musulman du monde

Jean-Marie Guénois

Il y signera une nouvelle charte d'entente avec l'islam, cinq ans après le « Document sur la fraternité humaine » de 2019.

Après une longue nuit dans l'avion, le pape François était attendu ce mardi en fin de matinée à Jakarta, capitale de l'Indonésie, premier pays musulman du monde. Dans ce pays aux 276 millions d'habitants, où les catholiques représentent moins de 3 % de la population, 90 % des habitants pratiquent l'islam. Les protestants, très dynamiques dans leur branche évangélique, comptent, eux, pour 7 %. Pour François, 88 ans en décembre prochain, cette première journée se limitera à un accueil protocolaire et à un temps de repos. Il sera à pied d'œuvre à partir de mercredi matin pour deux journées intenses, avant de partir vendredi pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de poursuivre son voyage au Timor-Oriental, puis à Singapour, avant de rentrer à Rome le vendredi 13 septembre.

Le 45^e voyage hors d'Italie de son pontificat est le plus long de tous. Le Vatican annonce 32814 kilomètres parcourus en douze jours. Les températures équatoriales, le décalage horaire et la santé fragile du pape font qu'il sera surveillé en permanence. Si deux infirmiers et un médecin embarquent dans l'avion d'ITA Airways, le Vatican s'est voulu rassurant à la veille du départ : « Ce sont les mesures habituelles, il n'y a pas de mesures sanitaires supplémentaires » a assuré Matteo Bruni, le porte-parole.

Le point fort de l'étape de Jakarta interviendra jeudi matin, devant la plus grande mosquée de l'Asie du Sud-Est, la mosquée Istiqlal, dont le nom signifie « indépendance ». Le pape signera une nouvelle charte de bonne entente entre les deux religions avec le grand imam Nasaruddin Umar. Il n'est pas prévu que le chef de l'Église catholique entre dans la mosquée, mais les deux personnalités signeront ce document sous une tente près du « tunnel de l'amitié », creusé entre la

mosquée et la cathédrale catholique, selon la volonté du président sortant, Joko Widodo. Ce chemin ouvert entre les deux édifices de culte veut exprimer la culture très particulière de cet islam indonésien, qui admet la démocratie et prône le respect de toutes les religions.

« L'équilibre reste fragile »

Présent en Indonésie depuis près de cinq décennies, le père Paul Billaud, 78 ans, prêtre des Missions étrangères

de Paris, relate son expérience de terrain : « Dans ce pays, la question n'est pas celle des relations entre catholiques et musulmans, mais celles entre voisins, entre gens de la même famille, souvent plurireligieuse, ou dans les relations de travail. Pour ma part, je n'ai jamais constaté de problèmes de "cohabitation". Au contraire, c'est l'entraide qui prévaut au niveau du village ou du quartier. Lorsque des problèmes ponctuels peuvent surgir (réunions de prière perturbées, refus de la construction ou

de la rénovation d'un lieu de culte...), c'est souvent le fait d'éléments extérieurs qui interviennent, des groupes fermés, plus ou moins fanatisés, et non le fait du voisinage. »

Il conclut : « Ces dernières années, certains groupes extrémistes musulmans ont été dissous ou interdits. Ils prônaient, souvent violemment, un système politique religieux (la « syariah », c'est-à-dire la charia, NDLR) en contradiction avec la conception d'une nation unitaire, selon la Constitution et

les idéaux du Pancasila (la philosophie de l'État indonésien, NDLR). » Les cinq principes de la Pancasila sont uniques pour un pays musulman : la croyance en un Dieu unique, une humanité juste et civilisée, l'unité du pays, la démocratie, la justice sociale. Mais ce pasteur observe : « L'équilibre reste fragile et a constamment besoin d'être consolidé, car il est menacé par les tendances souterraines qui ne désespèrent pas d'avoir une gouvernance plus conforme à l'islam. » ■



Le père Albertus Hani Rudi Hartoko montre des échantillons d'une nouvelle série de timbres à l'effigie du pape François, à Jakarta, le 2 septembre.

« Un islam progressiste capable de contrer la théologie simpliste des radicaux »

Chercheur au CNRS, Rémy Madinier est un spécialiste de l'islam indonésien. Attaché à l'Institut d'Asie orientale de l'ENS de Lyon, il a consacré deux ouvrages à ce sujet, *La Fin de l'innocence ? L'islam indonésien face à la tentation radicale* (Les Indes savantes) et *L'Indonésie entre démocratie musulmane et islam intégral* (Karthala).

LE FIGARO. - Le pape doit atterrir ce mardi matin en Indonésie, le plus grand pays musulman du monde. Son engagement pour le dialogue interreligieux est connu, mais l'islam indonésien, beaucoup moins. Quelles en sont les caractéristiques majeures ?
RÉMY MADINIER. - Avec près de 90 % de ses 276 millions d'habitants se réclamant de cette religion, l'Indonésie abrite la première communauté musulmane du monde. Cet islam est marqué par une diversité unique : aux côtés de courants radicaux, l'Indonésie est aussi le lieu d'un islam tolérant et progressiste, particulièrement visible à travers ses grandes organisations islamiques (Muhammadiyah et Nahdlatul Ulama) et un réseau d'universités islamiques promouvant une théologie contextualisée.

Comment expliquer qu'à sa création, en 1945, la République d'Indonésie, bien qu'inspirée par une culture islamique, ait concédé que la charia n'en soit pas la référence fondamentale ?

Une première raison, historique, d'abord : au XVII^e siècle, l'islam, alors une religion de principautés portuaires, pénètre à l'intérieur des terres. À Java, cœur de l'archipel indonésien, il entre en contact avec un substrat hindou-bouddhiste, créant une « synthèse mystique javanaise » qui consacra au moment de l'indépendance une pluralité d'accès au sacré à travers le premier principe du

Pancasila (voir ci-dessus). La seconde raison est géographique : dans l'est de l'Indonésie, l'islam était et reste minoritaire. L'hindouisme dominait à Bali, et le christianisme à Flores ou aux Moluques. Lors de la proclamation de l'indépendance, en août 1945, ces régions ont menacé de ne pas rejoindre l'État si l'islam y prenait une position dominante.

Qu'est-ce qui a permis au principe démocratique et à la tolérance religieuse de s'imposer alors ? Une influence occidentale ou des valeurs profondes de la culture asiatique ?

Il fallait choisir des normes à partir de cette pluralité religieuse, tout en donnant des gages à l'écrasante majorité musulmane. Ce fut là le coup de génie de Sukarno, père de l'indépendance et premier président. Musulman de mère hindouiste et de père influencé par la théosophie, il proposa que les lois du futur État s'inspirent des valeurs de l'islam, à condition qu'elles soient adoptées par un parlement élu. Il substitua au projet d'un État islamique celui d'un État à islamiser par la démocratie. Le grand parti musulman Masjumi releva ce défi, évoluant vers une désacralisation pragmatique du lien entre religion et politique, ce qui lui valut d'ailleurs le soutien des partis protestant et catholique.

L'islam domine toutefois en Indonésie. Qu'est-ce qui le différencie d'un pays arabo-musulman ?

La conscience d'être un pays d'islam périphérique, non arabophone, oblige à distinguer ce qui relève du sacré et ce qui relève du culturel, pouvant donc être adapté. Ensuite, les succès économiques et politiques, ainsi que l'apaisement des tensions interconfessionnelles, confèrent une légitimité au statu quo religieux établi lors de l'indépendance. Enfin, sans doute, un rapport plus nuancé et apaisé à

l'Occident : pour les Indonésiens, l'islam est une religion occidentale.

Les fameux cinq principes du Pancasila, qui apparaissent comme une charte du vivre-ensemble dans ce pays complexe, sont-ils un affichage social et politique ou une réalité vraiment vécue ?

Le Pancasila reste une référence incontournable en Indonésie, même pour les islamistes radicaux, qui ont renoncé à le remettre en cause frontalement. Le caractère très général de ses principes permet diverses interprétations et ouvre donc un espace de dialogue très fécond dans un régime démocratique. Mais deux régimes autoritaires successifs et opposés (la Démocratie dirigée, de Sukarno, proche du communisme, et l'Ordre nouveau, de Suharto, responsable de l'éradiation du communisme en 1965-1966) en ont aussi fait un usage intensif.



Le Pancasila reste une référence incontournable en Indonésie, même pour les islamistes radicaux, qui ont renoncé à le remettre en cause frontalement

Rémy Madinier Chercheur au CNRS

Vous avez étudié en détail l'évolution de l'islam indonésien, mais vous tirez l'un de vos ouvrages, *La Fin de l'innocence ?*, en mettant en évidence la « tentation radicale ». L'équilibre trouvé au milieu du XX^e siècle est-il en péril ?

Le titre de cet ouvrage, coécrit avec Andrée Feillard, comporte un point d'interrogation et un sous-titre : *L'islam indonésien face à la tentation radicale*. Il analyse les ressorts internes (l'interdiction d'un islam politique démocrate menaçant pour les régimes autoritaires) et externes (la diffusion d'un salafisme wahhabite et des méthodes d'encadrement frénétiques) de ce radicalisme. Mais ce livre mesure surtout l'influence de ces courants dans la société indonésienne et les forces qui limitent sa propagation : la vitalité d'un islam progressiste capable de contrer la théologie simpliste des radicaux et, plus largement, le désir de concorde et d'harmonie très ancré dans la société.

Le changement de président à venir peut-il contenir ou favoriser cette tendance ?

Le nouveau président élu, Prabowo Subianto, gendre du dictateur Suharto, est un musulman peu pratiquant, mais il fut l'un des parrains de l'islam radical à partir du milieu des années 1990. Il illustre l'instrumentalisation par une partie de l'oligarchie indonésienne de ces mobilisations à référent islamiste pour détourner une colère populaire, motivée par les inégalités économiques, vers les chrétiens et sino-indonésiens. Voudra-t-il donner des gages à ses anciens alliés, qui réclament l'application de la charia ? Sans doute pas, car il a été élu par une « génération TikTok » frappée d'amnésie quant à ses crimes passés, auprès de laquelle il s'est présenté en « grand-père » d'une nation apaisée. Toutefois, en cas de mouvements so-

ciaux importants, il pourrait être tenté de réactiver les réseaux de l'islam radical, au nom de la lutte contre un communisme honni.

Le court séjour de François à Jakarta peut-il avoir un quelconque poids sur ces évolutions religieuses et sociétales profondes ?

Pour l'historien que je suis, il est trop tôt pour répondre à cette question. Il faudra lire la presse musulmane conservatrice dans les jours qui viennent pour une première impression. On peut toutefois imaginer que la consécration papale de cette recherche d'une harmonie religieuse qu'est le Pancasila renforcera sa légitimité. Les propos du pape trouveront sans doute également un écho au sein de l'Église catholique, où la tentation d'un retour à une théologie de l'affrontement est bien réelle.

Quelles leçons tirer de cette expérience indonésienne de l'islam pour aborder les fortes tensions actuelles dans la société française ?

La conviction que les religions, tout comme leur mode de gestion par l'État, sont des constructions humaines et donc contingentes. La contextualisation est essentielle : elle évite de sacraliser ce qui ne doit pas l'être et ouvre des espaces au vivre-ensemble, que ce soit dans un cadre religieux avec le Pancasila ou sécularisé, avec la laïcité française. Essentialiser l'islam ou, en réaction, fétichiser une laïcité anhistorique interdit tout dialogue. Les vérités universelles et intemporelles font rarement bon ménage, et il faut retenir des fondateurs du Pancasila et des pères de la laïcité à la française leur pragmatisme et leur capacité d'adaptation, en un mot leur confiance en une intelligence humaine collective. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR J.-M. G.

À Nice, la France honore la mémoire du gendarme Éric Comyn

Lucas Hélin Le Figaro Nice

Dans un vibrant hommage, Gérard Darmanin a salué ce « héros du quotidien », tué après un refus d'obtempérer le 26 août dernier.

Les notes de la garde républicaine ponctuées de violents coups de tonnerre ont accompagné le cercueil de l'adjudant-chef Éric Comyn, lundi après-midi, lors d'un hommage national poignant rendu à Nice, dans la caserne du groupement des Alpes-Maritimes. « On est dans un moment douloureux et on a l'impression que le ciel pleure avec nous », a réagi Marie-Laure Pezant, la porte-parole de la gendarmerie nationale, à l'issue d'une cérémonie tout d'un coup plongée dans l'obscurité, sous une pluie battante.

Une semaine après le brutal décès du gendarme Éric Comyn, 54 ans, percuté par un chauffard qui a refusé d'obtempérer, le ministre de l'Intérieur démissionnaire, Gérard Darmanin, a présidé cette cérémonie, en présence de nombreux élus locaux, des frères d'armes du militaire et de sa famille, son épouse Harmonie Comyn et ses deux enfants de 12 et 16 ans, dont ce devait être un simple jour de rentrée scolaire.

Leur père, « héros du quotidien, ange gardien des Français » disait le ministre, faisait partie de la brigade motorisée de Mandelieu-la-Napoule et s'apprêtait à prendre sa retraite, après trente ans de service. C'est lors d'un banal contrôle routier, « comme les gendarmes en font des milliers pour sauver des vies », lundi dernier à Mougins, que sa vie a été fauchée par un individu multirécidiviste des routes. Ce Cap-Verdien bien connu de la justice (dix condamnations) avait pris la fuite avant d'être interpellé dans la nuit. Il est depuis écroué.

« Si la mort fait partie de la vie du gendarme, du policier, de l'uniforme, les conditions de celle-ci ne sont pas acceptables. La mort d'Éric Comyn nous révolte et elle nous entraîne avec lui dans l'abîme »

Gérald Darmanin

Ministre de l'Intérieur démissionnaire



Des gendarmes portent le cercueil de l'adjudant Éric Comyn, lors de l'hommage national qui lui est rendu, lundi, à Nice.

VALÉRY HACHE/APP

Après le témoignage bouleversant d'Harmonie Comyn, mercredi dernier lors d'un premier hommage en l'honneur de son mari, l'heure était au recueillement, tout au long d'une sobre et émouvante cérémonie qui aura duré une heure. Gérard Darmanin n'a toutefois pas manqué de qualificatifs pour évoquer l'acte fou du chauffard. « Si la mort fait partie de la vie du gendarme, du policier, de l'uniforme, les conditions de celle-ci ne sont pas acceptables. La mort d'Éric Comyn nous révolte et elle nous entraîne avec lui dans l'abîme », a-t-il déclaré, en ne cachant pas sa « colère ».

Mercredi dernier, lors du rassemblement devant la mairie de Mandelieu, la veuve du gendarme avait fait part de son immense désarroi après avoir découvert le profil du suspect. « La France

a tué mon mari par son insuffisance, son laxisme et son excès de tolérance », avait-elle lancé. « Pour tenter d'être à la hauteur, Madame, de l'immense tristesse qui vous touche, il faut, je le sais, mettre d'abord des mots sur les choses », a évoqué Gérard Darmanin lors de son hommage.

Avant d'affirmer : « Ce n'est pas un refus d'obtempérer, c'est un crime. Ce n'est pas un fait divers, c'est un fait de société. » Pour lui, le conducteur, qu'il a une nouvelle fois qualifié de criminel, « n'a pas d'excuse ». « La mort de votre mari nous scandalise et nous révolte », a martelé Gérard Darmanin, le seul à avoir pris la parole, comme l'avait demandé la famille endeuillée. Le décès tragique d'Éric Comyn, qui a bouleversé la France, se veut « un message répé-

té, strident et dérangeant qui doit être entendu et qui doit se traduire partout, dans toutes les sphères de décision », a-t-il poursuivi, évoquant aussi la mort d'une petite fille de 7 ans à Vallauris, percutée par un motard.

« La société doit se reprendre », a poursuivi le ministre démissionnaire, selon qui le chauffard, en tuant Éric Comyn, « nous a tous un peu assassinés ». « Votre dégoût, votre tristesse est immense, je le sais », s'est incliné le ministre, venu à Nice partager « les condoleances les plus attristées de la nation ». Éric Comyn a reçu la médaille militaire et la Légion d'honneur à titre posthume. Une minute de silence en son honneur a par ailleurs été respectée dans tous les commissariats, les gendarmeries et les préfectures du pays. ■

La dignité de Gisèle Pélicot face aux 51 accusés

Margaux d'Adhémar

Le huis clos a été refusé au procès de son ex-mari et des dizaines d'inconnus jugés pour l'avoir violée.

Elle est entrée, petite, discrète. La salle d'audience a fait silence. Gisèle Pélicot, 72 ans, porte des lunettes légèrement teintées, une frange et un carré lisse roux. Elle est apparue entourée de sa famille, soudée, digne. De temps à autre, elle lève la tête vers le ciel et prend une profonde inspiration, comme une nageuse qui sortirait la tête hors de l'eau avant de replonger. Ce lundi 2 septembre, elle s'apprête à faire face à son bourreau, Dominique Pélicot, son mari. Celui avec qui elle a partagé sa vie durant cinquante ans. Celui qui l'a droguée à son insu et livrée à des inconnus durant près de dix ans. Au total, 51 coaccusés seront jugés jusqu'au 20 décembre devant la cour criminelle du Vaucluse. Un dossier hors norme où la question de la soumission chimique sera au cœur des débats.

Dominique Pélicot entre dans le box. Gisèle se fige puis baisse ses lunettes de soleil. Elle le scrute, l'inspecte, le sonde. Dominique Pélicot, las, ne jette même pas un regard sur les siens. Commence alors l'effrayante litanie des noms des accusés. Parmi eux, des chauffeurs routiers, des artisans, un pompier, un surveillant de prison, un jardinier, un plombier, des retraités. Ils ont entre 26 et 74 ans. Ils sont mariés, divorcés, pères de famille. Des hommes ordinaires. Tous habitaient à quelques encablures du domicile conjugal. La plupart ont les cheveux grisonnants. Dix-huit se trouvent en détention provisoire. Ils risquent 20 ans de réclusion criminelle pour « viols aggravés ».

La question du huis clos a tout de suite suscité de vifs débats. Contre toute attente, les parties civiles ont exigé que l'audience soit publique. L'avocat général souhaitait au contraire un procès sans public, afin d'éviter « le spectacle ». Le ministère public a ainsi évoqué « la dangerosité de la publicité des débats pour les bonnes mœurs ».

Plusieurs avocats de la défense ont, quant à eux, dit vouloir « préserver la dignité » de leurs clients. Ce qui n'a pas manqué d'exaspérer les parties civiles. « Ça, si je puis me permettre, il aurait fallu y penser avant », a soufflé Me Stéphane Babonneau, le conseil de Gisèle Pélicot.

« Mais c'est insupportable ! »

Un avocat de la défense : « Je souhaite que l'intimité de mes clients soit préservée. Ne pourrait-on pas s'organiser lors des visionnages ? »

Un autre : « La justice ne s'honore d'aucun spectacle, surtout pas le spectacle du malheur. C'est la dignité de tous qui impose qu'on décide d'un huis clos. »

« Mais c'est insupportable ! », souffle Gisèle Pélicot.

Me Antoine Camus, avocat des parties civiles : « Dans ce pays, les violences sexuelles s'honorent non pas du spectacle, mais du silence. Nous ne voulons pas de ce silence. Au contraire, nous voulons une publicité complète, totale, jusqu'au bout. »

Me Stéphane Babonneau : « Ma cliente estime qu'il n'y a pas de raison que les débats ne soient pas publics. Nous voulons que la réalité de ce qu'elle a vécu soit portée à la connaissance de tous. Si huis clos il y a, alors elle se retrouvera seule avec les 51 personnes qui l'ont agressée. Elle veut que cette salle soit ouverte. Car les débats qui auront lieu ici dépassent cette salle d'audience. D'autres procès, comme ceux des attentats, ont montré des choses insoutenables. Et pourtant la question de la publicité des débats ne s'est pas posée comme aujourd'hui. Cela montre que nous avons encore du mal à appréhender les faits. » Après une suspension d'audience, le président de la cour a finalement annoncé qu'il n'y aura pas de huis clos : les débats seront donc publics. ■

CHANTILLY
ARTS & ELEGANCE
RICHARD MILLE

DIMANCHE 15
SEPTEMBRE 2024
AU CHÂTEAU DE CHANTILLY

WWW.CHANTILLYARTSETELEGANCE.COM

RICHARD MILLE

McLaren

MOBI LIONS

Period Ricard France

ALEXANDER SACHS

MATHIEU LAFONTAINE

MOTUL

cityz

LE FIGARO MAGAZINE

CLUB

À Saint-Omer, la stupeur après l'incendie de l'église de l'Immaculée-Conception

Emmanuel Magdeleine

L'édifice, construit en 1859 et restauré il y a six ans, a été en grande partie détruit. L'origine du sinistre reste inconnu.

Le clocher est parti en fumée. Le toit aussi. De l'église de l'Immaculée-Conception de Saint-Omer (Pas-de-Calais), il ne reste pratiquement plus que les murs de pierre. À l'intérieur, tout est détruit. Seule une vingtaine d'œuvres (bustes, statues, tableaux, porte-cierges...) ont pu être sauvées par les pompiers. L'orgue a été entièrement détruit.

« C'est un choc, explique le premier adjoint au maire de la ville, Frédéric Sablon. Les dégâts sont très importants. On est très tristes pour ce monument qui est un des symboles de la ville. Ici, on l'appelle la "cathédrale des faubourgs". »

L'église de l'Immaculée-Conception est située dans un quartier populaire de Saint-Omer, un peu à l'écart du centre, près des marais. Toute la journée, les riverains se sont regroupés sur la place principale pour constater les dégâts sur un monument auquel tous, croyants ou non, sont attachés. Autour d'eux, au travail, 120 pompiers et 12 engins mobilisés. Une cinquantaine d'habitants ont dû être évacués temporairement par sécurité mais on ne dénombre aucun blessé. Les maisons, pourtant très proches de l'édifice, n'ont pas été touchées.

« J'ai été réveillé par des bruits de crépitements. Quand j'ai regardé à la fenêtre, j'ai vu des flammes très hautes qui sortaient du fond de l'église et des vitraux qui avaient explosé. Et puis, malheureusement, le feu s'est propagé à une des nefs et à toute la charpente »

Sébastien Sarrazin Riverain qui a appelé les pompiers vers 3h55

C'est un riverain direct, Sébastien Sarrazin, 48 ans, qui a appelé les pompiers vers 3h55. « J'ai été réveillé par des bruits de crépitements. Quand j'ai regardé à la fenêtre, j'ai vu des flammes très hautes qui sortaient du fond de l'église et des vitraux qui avaient explosé. Et puis, malheureusement, le feu s'est propagé à une des nefs et à toute la charpente. »

Ce voisin direct a tout filmé. Ses vidéos sont impressionnantes. On y voit notamment le clocher entièrement em-

brasé. « Au départ, j'avais l'impression qu'on pourrait très vite maîtriser le feu, mais tout s'est précipité en une heure environ. Je ne pensais vraiment pas que ça irait aussi vite et qu'il y aurait autant de dégâts. » « Une forte chaleur émanait de l'église, confirme un autre riverain. On entendait le bois craquer et de temps en temps des petites explosions. »

L'incendie a été maîtrisé vers 7h15. Mais, toute la journée, les pompiers sont restés sur place pour sécuriser le bâtiment. Les restes du clocher brûlé sont tombés en début d'après-midi à l'intérieur de l'église, sans toucher la façade. « Pourquoi et comment cette propagation rapide a-t-elle été possible ? Quelle est l'origine de cet incendie ? a réagi Sophie Pagès, sous-préfète de l'arrondissement de Saint-Omer. Pour

l'instant, on sait simplement que, visuellement, le feu est parti de la sacristie. »

Accident ? Incendie volontaire ? Aucun indice menant à une éventuelle piste criminelle n'a été trouvé pour l'instant. « Les policiers n'ont pu entrer dans l'église que tard dans l'après-midi, a expliqué le procureur de la République de Saint-Omer, Mehdi Benbouzid. Pour l'instant, nous avons pu simplement confirmer le point de départ de feu (la sacristie). Pour le reste, existe-t-il des indices permettant d'éventuellement caractériser une infraction de destruction par moyens dangereux ? On ne le sait pas encore. Peut-être est-ce simplement accidentel. Nous orienterons l'éventuelle enquête en fonction du retour de ces premières investigations. »

La ministre démissionnaire de la

Culture, Rachida Dati, a réagi sur X : « C'est encore une fois notre patrimoine religieux qui est touché par un incendie », a-t-elle écrit en faisant probablement référence à l'incendie de la flèche de la cathédrale de Rouen en juillet dernier.

L'église de l'Immaculée-Conception, construite en 1859, avait été entièrement restaurée en 2018 par la ville. Cinq millions d'euros y avaient été investis alors même que l'édifice n'est pas classé. Ce dimanche, la messe et des baptêmes l'après-midi y avaient été célébrés comme d'habitude. « J'ai quitté l'église vers 13 heures, raconte le prêtre de la paroisse, Sébastien Roussel. La sacristie est revenue fermer l'église à 18 heures. Elle a vérifié que toutes les bougies étaient éteintes. Aucune anomalie n'a été constatée dans l'église. » Son regard est

déjà tourné vers l'avenir : « On a été saisis par l'image de cette église qui brûle sous nos yeux, mais on sait déjà que la prochaine fois que nous célébrerons dans cette église, ce sera pour la réouverture après reconstruction ! »

Dès ce mardi, une réunion est prévue avec la mairie, l'architecte qui a coordonné la rénovation et la préfecture pour envisager rapidement la reconstruction. « La région Hauts-de-France sera aux côtés de la ville de Saint-Omer pour la reconstruction, pour voir ce patrimoine renaître », a assuré le président de la région, Xavier Bertrand.

Ce mercredi, un temps de prière est prévu sur place, devant l'église dévastée. Une messe sera célébrée juste après, en la cathédrale de Saint-Omer, avec l'évêque d'Arras. ■



Des pompiers luttent, lundi matin, contre l'incendie qui a ravagé l'église de l'Immaculée-Conception de Saint-Omer (Pas-de-Calais).

Les anneaux olympiques pourront-ils rester sur la tour Eiffel ?

Sidonie Rahola-Boyer

Anne Hidalgo a réitéré sa volonté de conserver le symbole des JO sur le monument parisien. Mais son projet fait face à plusieurs obstacles.

« **E**n tant que maire de Paris, la décision me revient et j'ai l'accord du Comité international olympique. Donc oui, ils vont rester sur la tour Eiffel. » Samedy 31 août, Anne Hidalgo semblait bien assertive dans les colonnes du quotidien *Ouest France*, assurant que les anneaux olympiques resteraient sur la dame de fer une fois la période olympique achevée. Ce projet de la maire socialiste de Paris a cependant éveillé colère et désapprobation. Olivier Berthelot-Eiffel, l'arrière-arrière-petit-fils de l'ingénieur créateur de la tour, qui est aussi président de l'Association des descendants de Gustave Eiffel (ADGE) s'est fermement opposé à un tel ajout. Cette dernière ne possède plus de droit moral sur l'œuvre de Gustave Eiffel, mais elle est souvent consultée lors de décisions majeures.

De son côté, Rachida Dati a également tempéré l'enthousiasme de son opposante au sein du Conseil de Paris. « La tour Eiffel est un monument protégé, œuvre d'un immense ingénieur et créateur. Le respect de son geste archi-

tectural et de son œuvre nécessite, avant d'y apporter toute modification substantielle, une autorisation de travaux et une évaluation de l'impact, conformément au code du patrimoine », a assuré la ministre démissionnaire de la Culture sur le réseau social X. Elle ajoute : « Avant toute prise de décision et toute annonce en la matière, il est important que toutes les procédures et consultations visant à la protection du patrimoine soient respectées. » Anne Hidalgo peut-elle donc, seule, décider d'un tel apport sur la façade de la tour Eiffel ?

Depuis 1964, l'emblématique tour parisienne est inscrite aux monuments historiques. Même si elle n'offre pas le même niveau de protection qu'un classement, l'inscription aux monuments historiques impose un cadre législatif strict aux interventions postérieures sur l'édifice. « Une telle décision est soumise à une autorisation », détaille Julien Lacaze, président de Sites et Monuments, une association nationale de défense du patrimoine. « Il faut une déclaration préalable pour entamer

des travaux ayant pour but de modifier l'aspect extérieur d'un monument historique », précise-t-il.

Le code du patrimoine (article L. 621-27) dispose que « l'immeuble inscrit au titre des monuments historiques ne peut faire l'objet d'aucune modifica-

« Avant toute prise de décision et toute annonce en la matière, il est important que toutes les procédures et consultations visant à la protection du patrimoine soient respectées »

Rachida Dati

Ministre démissionnaire de la Culture

tion sans que le préfet de région en ait été avisé quatre mois auparavant ». Cet article précise que « la décision accordant le permis ou la décision de non-opposition ne peut intervenir sans l'accord de l'autorité administrative chargée des monuments historiques »,

ici la direction régionale des affaires culturelles (Drac) d'Île-de-France. Or la mairie de Paris n'a pas encore évoqué de concertation avec le préfet de la région à ce sujet, à qui revient pourtant la décision. Formellement, les anneaux olympiques sont autorisés à rester accrochés sur la façade jusqu'au 24 septembre : la maire a donc un peu de temps devant elle pour déposer une demande en bonne et due forme.

Julien Lacaze rappelle en outre que les anneaux olympiques sont une publicité pour l'organisation du CIO. Or en application de l'article L581-4 du code de l'environnement, toute publicité est interdite sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques. Si la tour Eiffel a, en premier lieu, pu arborer les anneaux olympiques, ce fut en vertu de la loi n° 2018-202 du 26 mars 2018, relative à l'organisation des Jeux de Paris 2024. Le texte a créé une exception aux interdictions publicitaires prévues dans le code de l'environnement en vue de l'événement et ce, jusqu'à quinze jours

après la cérémonie de clôture des Jeux paralympiques.

Philippe Khayat, secrétaire général de l'association de défense du patrimoine SOS Paris s'indigne tout autant que Julien Lacaze des propos d'Anne Hidalgo. « De notre point de vue, c'est pour faire de la communication politique, pour montrer son bilan sur le bâtiment le plus emblématique de Paris », se désolait-il, ajoutant que la maire de Paris cherchait à « vampiriser un des plus grands monuments du monde ».

« Si elle veut vraiment faire des choses sur la tour Eiffel, elle peut faire quelque chose de plus vertueux », enjoint Julien Lacaze. Le président de Sites et Monuments rappelle que la dame de fer était, depuis sa construction et jusque dans les années 1930, peinte en rouge et recouverte d'ornements d'inspiration baroque au premier étage. Il incite donc Anne Hidalgo à restituer à la tour Eiffel sa vraie identité : « Pour cela, je vois mal la Drac refuser. » ■

Annelot Huijgen à Biarritz

À Biarritz, sur le conseil de leur médecin, des patients se sont inscrits dans une école de surf. Une expérience réussie de sport sur ordonnance.

« Elles sont comment les conditions ? » Nicolas Pinot, fondateur de l'école de surf Pure Source, questionne ses cinq élèves s'apprenant à se jeter à l'eau plage de la Côte des Basques, à Biarritz. Par « conditions », il entend la hauteur des vagues et la force du courant, mais cet échange permet surtout de prendre le pouls des participants. Le surf, c'est leur médecin qui le leur a prescrit, dans le cadre du traitement d'un cancer ou d'une dépression. « Avant la première séance, je rencontre le corps médical pour connaître les restrictions et les objectifs de chacun. L'approche est individualisée, sans pression : l'élève fait ce qu'il veut en fonction de son humeur et de ses capacités », explique Nicolas Pinot. Cet ancien membre de l'équipe de France a été le premier à obtenir le certificat « surf santé » des ministères des Sports et de la Santé en 2022. « L'objectif n'est pas de devenir un champion ou une championne, mais de se sentir mieux grâce à l'eau, aux mouvements et grâce au contact avec les autres. C'est pourquoi nous continuons les cours toute l'année », détaille-t-il.

« Il faut être motivé quand il pleut ou qu'il fait froid, mais cela fait tellement de bien au moral et au corps de sortir de chez soi », rit Nolwenn Cahaignon, souffrant d'une forme chronique d'arthrite inflammatoire. « Je n'arrivais plus à marcher. Maintenant, j'enfile ma combinaison toute seule et nous avons même acheté nos planches », poursuit celle qui suit les séances avec sa fille, traumatisée par une chute de cheval. Ce qui peut sembler de petites victoires pour certains sont des exploits olympiques pour ces patients. « Jamais je n'aurais osé me lancer seul, surtout à 48 ans, dans ce sport, qui me semblait difficile et élitiste. J'habite pourtant à 600 mètres de la pla-

Le surf sur ordonnance, pour soigner le corps et l'esprit dans les vagues



L'un des élèves de l'école de surf Pure Source, sur la plage de la Côte des Basques à Biarritz. ANNELOT HUIJGEN

ge... », témoigne Jérôme Barriol, pratiquant depuis trois ans dans le cadre de sa psychothérapie. Les effets sont indéniables pour lui aussi : « Dans l'eau, on n'a pas le temps de réfléchir, ce qui a fortement diminué mes addictions. J'ai retrouvé la forme et une vie en société. On sort même randonner avec notre groupe de surf ou boire des verres », ajoute-t-il.

Bénéfice social

Son psychiatre, François Chevrier, directeur médical à la clinique Château Caradoc, à Bayonne, acquiesce : « Les retours d'expérience sur cette approche novatrice proposée à tous nos patients en hôpital de jour sont très positifs », explique l'expert. Pour certains, le principal effet de la surf thérapie est d'arriver à mieux réguler leurs émotions, y compris de façon préventive, réduisant ainsi potentiellement la posologie des médicaments. Pour la plupart, le bénéfice est avant tout social, comme pour ce patient souffrant

de schizophrénie qui me témoignait sa joie d'échanger sur son sport et non sa maladie avec sa famille », cite-t-il.

Si les bienfaits du surf ont été prouvés scientifiquement et qu'il est utilisé comme thérapie depuis une quinzaine d'années aux États-Unis, en Afrique du Sud ou encore en Grande-Bretagne, il n'est proposé que par une cinquantaine de structures en France. « La surf thérapie, reconnue par la CNOSE (Comité national olympique et sportif français, NDLR), dispensée par des détenteurs d'un brevet d'État, est très encadrée. Mais le fait que les séances ne soient pas remboursées constitue un frein important », estime Jean-Marc Saint-Geours, fondateur de l'association nationale Surf santé. En effet, le surf et d'autres sports, qui peuvent être prescrits par tous les médecins de famille tout comme par l'un des près de 500 maisons sport-santé, ne sont pris en charge qu'au cas par cas par des agences régio-

nales de santé, des collectivités locales ou encore des mutuelles.

Le second obstacle « au développement du sport en tant que soin est culturel », estime Virgile Cailliet, délégué général de l'Union Sport & Cycle. « Même si l'activité physique est reconnue comme thérapie non médicamenteuse par la Haute Autorité de santé depuis 2011 et que le dispositif de l'activité physique adaptée (APA) existe depuis 2016 et a été élargi en 2022, de nombreux médecins hésitent à la prescrire », ajoute le responsable de l'organisation professionnelle. Vingt millions de Français pourraient pratiquer l'APA, soit toute personne atteinte d'une affection de longue durée, souffrant d'une maladie chronique (diabète, cancer...), en perte d'autonomie ou bien présentant des facteurs de risque (hypertension...), mais le nombre de bénéficiaires est encore faible.

D'après le ministère des Sports, qui ne dispose pas de statistiques précises,

les activités les plus prescrites sont la marche et la natation. Cette liste évolue, car de plus en plus de clubs proposent un accompagnement spécifique. C'est le cas du club de rugby d'Auch, qui a créé une section « santé » en 2020 avec le service oncologie de l'hôpital local. « Il s'agit avant tout de femmes en rémission. Nous avons adapté les règles du jeu : il se pratique à cinq, sans plaquage et peut se faire en marchant. Nous avons aussi levé le frein financier, car la CPAM prend en charge l'adhésion », explique Léo Debets, responsable de la section. « En plus des clubs, les salles de sport pourraient, en collaboration avec le monde médical, proposer des activités adaptées », estime Virgile Cailliet. Alors que l'activité physique a été reconnue « Grande cause nationale » cette année, les convaincus de l'APA espèrent trouver une oreille attentive auprès des nouveaux ministres des Sports et de la Santé. ■

Les plantes ont des stratégies d'adaptation à l'aridité inattendues

Elisa Doré

Une équipe a estimé la diversité des astuces développées par les végétaux pour lutter contre la sécheresse et la prédation. Et il semblerait que les espèces des zones arides soient bien plus ingénieuses que celles des zones tempérées.

Du sel, du calcium, de l'aluminium, c'est la recette trouvée par certaines plantes pour s'adapter aux climats les plus arides de la planète. Des conditions extrêmes que ces plantes ont appris à déjouer par des stratégies d'adaptation très sophistiquées, fruit de millions d'années d'évolution. Et si l'on compare aux zones plus tempérées, les stratégies adoptées par les espèces végétales pour faire face aux contraintes de leur habitat sont loin d'être aussi diverses. De quoi penser qu'au cours de leur histoire évolutive, les plantes des zones arides ont fait preuve d'une plus grande créativité. Telle est la conclusion d'une étude parue dans la revue *Nature* qui a mobilisé une équipe internationale comprenant 121 scientifiques, originaires de vingt-sept pays. « Jusqu'alors, 90 % des connaissances actuelles portent sur les espèces agricoles et des espèces de zones tempérées alors que les zones arides occupent pourtant 50 % des terres émergées », souligne Nicolas Gross, chercheur à l'Inrae, principal investigateur de l'étude.

Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs ont collecté des échantillons de millier de plantes appartenant à 301 espèces végétales, dans 326 sites à travers les continents (hormis l'Antarctique). À partir de ces données, ils ont classifié ces espèces selon leurs caractéristiques morphologiques, physiologiques, et leurs teneurs en 14 éléments chimiques tels que le calcium, le magnésium, le sodium, le zinc ou encore l'aluminium. « Ces paramètres sont



Herbacées et acacias dans le désert du Namib, en Afrique australe.

utiles pour comprendre comment une plante utilise les ressources du sol et l'eau pour réguler sa croissance », explique Nicolas Gross.

Parmi toutes ces plantes, on trouve une myriade de stratégies pour lutter contre la dessiccation. Il y a celles qui possèdent des taux élevés de calcium dans leurs parois, les rendant plus solides et donc moins susceptibles de perdre de l'eau. D'autres accumulent une grande quantité de sel dans leurs cellules, sous forme de sodium ou de zinc. « L'accumulation de sel dans leurs cellules augmente leur concentration en sels, créant ainsi un gradient qui retient

l'eau à l'intérieur des cellules et permet ainsi de limiter les pertes hydriques », explique le chercheur. Certaines réduisent la taille de leurs feuilles ou les transforment en épines afin de limiter la surface de contact avec l'air. Tandis qu'une partie d'entre elles ralentissent leur croissance pour mieux gérer les ressources lorsqu'elles sont disponibles.

Mais le stress hydrique n'est pas la seule menace des zones arides. Celles-ci sont aussi peuplées de prédateurs herbivores contre lesquelles les plantes doivent se défendre, notamment par stratégies de camouflage. C'est le cas des plantes-cailloux qui, par mimétis-

me, ont adopté une morphologie et une couleur proche de celle d'une pierre afin de passer inaperçues. Par un autre mécanisme, les acacias accumulent des niveaux élevés d'aluminium, rendant leurs feuilles peu appétentes voire toxiques pour les herbivores.

«Syndrome de solitude»

Aussi fous et ingénieux soient-ils, tous ces stratagèmes reflètent une étonnante capacité des plantes à s'adapter aux conditions extrêmes, qu'elles ont façonnée au cours de 500 millions d'années d'évolution. « Les milieux arides tels que nous les voyons aujourd'hui ressemblent beaucoup à ce qu'était notre planète quand les espèces végétales ont commencé à coloniser les milieux terrestres », explique Nicolas Gross. Ces premières espèces ont développé des adaptations peu spécifiques, leur permettant de survivre dans divers types de milieux terrestres, y compris ceux très arides. On peut donc imaginer que certaines de ces adaptations ont pu persister dans les milieux arides pendant très longtemps jusqu'à nos jours », souligne le chercheur.

En tentant d'estimer la diversité des stratégies des espèces actuelles, c'est-à-dire leur diversité fonctionnelle, les scientifiques ont fait une découverte surprenante. Deux facteurs prédominants influencent cette diversité fonctionnelle, la contrainte climatique (alant de très aride, comme le désert, à moins aride comme le climat méditerranéen), et la pression exercée par les herbivores, qui sont plus ou moins nombreux à brouter sur le même terri-

toire. Étonnamment, plus les pressions exercées sur le milieu sont fortes, plus les plantes semblent diversifier leurs stratégies d'adaptation, qui sont finalement très différentes d'un spécimen à l'autre. Selon l'étude, cette diversité fonctionnelle est deux fois plus élevée en climat aride qu'en climat plus tempéré. De quoi bouleverser certaines idées reçues : « L'intuition nous pousserait davantage à penser que l'aridité a été un facteur de réduction de cette diversité en sélectionnant uniquement les espèces capables de tolérer des stress thermiques et hydriques extrêmes », résume Nicolas Gross.

Si on trouve une plus grande diversité dans les zones arides, c'est probablement parce qu'elles abritent une végétation moins dense, et donc que les plantes sont moins en concurrence pour les nutriments, la lumière, l'espace. « La compétition pour les ressources est une contrainte forte pour les espèces végétales qui détermine leur capacité à survivre », explique Nicolas Gross. Puisque les plantes des zones arides sont relativement éloignées les unes des autres, elles n'ont pas en quelque sorte à se préoccuper de cette concurrence », suggère le chercheur. Ce « syndrome de solitude », comme l'appellent les scientifiques, aurait ainsi laissé la voie aux espèces des zones désertiques pour se diversifier plus facilement, leur survie ne dépendant que de leur capacité à résister à la sécheresse. Là où les spécimens des zones tempérées ont dû sélectionner quelques traits physiologiques optimaux pour mieux survivre que leurs voisins. ■

Alexis Hanquiquant au panthéon du paratriathlon français

Lucas Michel

Favori à sa propre succession, le porte-drapeau tricolore a écrasé la concurrence à l'issue d'une journée marquée par le sacre de Jules Ribstein.

Alexis Hanquiquant a pris le temps. Non pas pour gagner, mais pour savourer, seul sur le pont Alexandre-III, vainqueur autoritaire de l'épreuve de paratriathlon PTS4 lundi à Paris. Arrivé loin devant ses rivaux, comme Cassandra Beaugrand il y a un mois et Jules Ribstein plus tôt dans la journée, mais surtout comme tout le monde l'imaginait... Le Français s'est offert des petits plaisirs réservés aux grands champions. Des images et des moments qui marquent une carrière. Celle du désormais double champion paralympique apparaît parfaitement complète désormais. Sacré dans l'anonymat relatif de Tokyo, où de son propre aveu, « la médaille d'or avait tout éclaboussé », il a troqué l'extase nippone pour le sourire de Paris, étriant son arrivée devant les Invalides, où il affichait fièrement sa langue de glouton sous son drapeau tricolore. Sacré ce lundi, le patron du paratriathlon a réussi son pari.

« Sans la médaille d'or, mes Jeux seraient ratés », assurait non sans fausse modestie le sextuple champion du monde. Demeuraient des inconnues, du report d'une journée en raison de la qualité de la Seine à la glorieuse incertitude des courses olympiques et une concurrence aux dents longues. Or, le champion a tout balayé. « J'étais sur un nuage », savourait-il, toujours perché au sommet de sa catégorie après avoir été fêté dans le bourdonnement du pont Alexandre-III, où l'attendaient ses proches. Ses deux enfants aussi étaient là, la rentrée attendra. « Motif d'absence : Papa a gagné une médaille d'or. Je ne suis pas sûr que le directeur va me rappeler », souriait le champion maison.

La manière et la démonstration forcent le respect. Déjà en tête une fois sorti de l'eau, après 750 mètres passés à nager contre-courant dans la Seine, le paratriathlète amputé de la jambe droite a fait la différence à vélo, source primaire de ses maigres doutes initiaux, entre les risques de chute et de casse sur le parcours pavé du « Paris carte postale » : « Je me suis surpris à faire des écarts à vélo, je pouvais éviter de prendre des risques dans les virages avant de finir sur la course à pied, mon point fort. » Arrivé avec plus de deux minutes d'avance, le Normand était intouchable, « en forme paralympique ». Le sens de la victoire et de la formule.

« J'avais à cœur de montrer l'exemple en tant que porte-drapeau et c'est chose faite avec cette médaille »

Alexis Hanquiquant
Vainqueur du paratriathlon PTS4

Félicité au téléphone par Emmanuel Macron, l'athlète de 38 ans avait envie de profiter avant de retrouver les ors de l'Élysée. Trois ans auparavant, il y avait été fait chevalier de la Légion d'honneur après son titre à Tokyo. Il s'y rendra cette fois dans la peau du premier double champion paralympique français de paratriathlon, mais aussi et surtout du porte-drapeau. « C'est important car c'est l'occasion de réunir tous les champions, les sportifs olympiques et paralympiques, et le sport français en a besoin », salue l'intéressé, qui avait déjà renfilé son costume de VRP du mouvement paralympique français.

Un rôle qui sied à merveille à celui dont la vie a basculé en 2010, à la suite

d'un grave accident de travail. Ancien champion de France de boxe full-contact, le grand sportif se résout finalement à une amputation de la jambe droite. « J'ai vécu l'enfer à un moment de ma vie mais l'homme et l'athlète que je suis devenu aujourd'hui prouvent ma résilience, confiait-il l'hiver dernier. Aujourd'hui, si un génie arrive et me propose de retrouver ma jambe, je lui dis de repartir. »

Sans cette jambe droite, Hanquiquant est devenu un grand champion donc, mais aussi un symbole, ambassadeur des marques et même égérie Dior. C'est tout naturellement qu'il est devenu porte-drapeau à Paris. Et qu'il a gagné, malgré les demandes du rôle : « J'avais à cœur de montrer l'exemple en tant que porte-drapeau et c'est chose faite avec cette médaille. » La fête aurait pu être encore plus belle, mais ses compatriotes Pierre-Antoine Baele (4^e) et Grégoire Berthon (5^e), avec qui il rêvait d'un fabuleux triplé comme les Bleus du BMX un mois plus tôt, ne sont pas montés sur la boîte. « Ils échouent au pied du podium mais on ne va pas boudier notre plaisir, ils ont su répondre présent le jour J », saluait même Benjamin Mazé, un DTN « heureux et fier de ses champions ».

Et pour cause, avant Hanquiquant, un autre glouton, en PTS2 cette fois, Jules Ribstein, s'offrait ce fameux or olympique qui manquait à son palmarès avant de fondre en larmes. Dans la foulée, dans une course furieuse de densité chez les déficients visuels, Thibaut Riggaudeau a décroché l'argent avec son historique guide Cyril Viennet, dont c'était la dernière course. Le tout devant un autre Français, Antoine Pêrel, consumé par l'effort et l'événement sous le soleil d'un Paris encore bleu-blanc-rouge ce lundi. ■



Alexis Hanquiquant s'est imposé sur l'épreuve de paratriathlon PTS4 lundi, sur le pont Alexandre-III.

CHRISTIAN HARTMANN / REUTERS

Aurélié Aubert et Lucas Mazur,

Si tous les regards étaient braqués lundi sur le pont Alexandre-III, théâtre des sacres en triathlon des Français Alexis Hanquiquant et Jules Ribstein, cela n'a pas empêché d'autres médailles du plus beau métal de tomber dans l'escarcelle de l'équipe de France qui, à mi-parcours de ses Jeux paralympiques, est parfaitement dans les temps de son objectif. À savoir finir dans le Top 8.

Avant de devenir la première championne paralympique française de boccia, Aurélié Aubert a connu un frayer. Immense. Largement en tête après deux des quatre manches (5-0) face à la Singapourienne Jeryllyn Tan Yee Ting (2^e mondiale), la Française commettait une grosse erreur d'appréciation lors de l'ultime manche en pensant que son adversaire n'avait plus de balle, alors qu'il lui en restait une. Elle décidait du coup de ne pas jouer ses deux dernières balles,

Assoumani, champion de la longueur et bien plus encore

Cédric Caillier

À Festival de Cannes, en mai dernier, pour porter la flamme olympique. À l'Olympia, du 22 au 24 juillet, pour un spectacle de danse contemporaine intitulé à l'unisson -, organisé dans le cadre de l'Olympiade culturelle, auquel il a participé. Et ce mardi, à partir de 10 heures, au Stade de France pour disputer la finale du saut en longueur de ce qui sera ses sixièmes Jeux paralympiques. Arnaud Assoumani est à l'aise dans tous les domaines. Comme un caméléon se muant d'un espace artistique à une arène sportive et, qui sait, peut-être un jour, dans une assemblée politique, lui qui n'a jamais hésité à s'engager sur tous les terrains sociétaux, à lutter contre les préjugés, les inégalités, le racisme...

« Les athlètes ont forcément un rôle à jouer, même si tous n'ont pas pour nature d'être engagés, nous confiait-il, il y a un an. Moi, je le suis devenu sans avoir l'impression d'avoir le choix, par rapport à ce que je pouvais vivre ou observer. Je n'arrêtais pas de me dire que ça ou ça n'était pas normal, et je ne pouvais pas rester sans rien faire. Maintenant, un événement tel que les Jeux paralympiques, nous n'en aurons pas d'autres de cette ampleur. C'est une fantastique opportunité à saisir. Après, personnellement, je ne suis qu'athlète et mon rôle sera d'abord de faire le maximum sur la piste. » Un engagement qui, aujourd'hui, s'exprime par une multitude de biais, qu'il s'agisse de son rôle de bénévole aux côtés de Play International - une ONG dédiée à l'innovation sociale par le sport et qui place l'inclusivité au cœur de son action -, de sa

participation au jury du fonds de dotation Impact & Héritage de Paris 2024 ou encore de son partenariat avec la Team EDF.

Ce qui ne l'empêche pas de nourrir des ambitions sportives, lui qui a été sacré champion paralympique du saut en longueur à Pékin en 2008 avec un bond à 7,23 m, synonyme alors de record du monde dans sa catégorie des T47. Sans oublier son doublé en argent de 2012 à Londres en longueur et au triple saut, ou encore ses médailles de bronze de 2004 et 2016, toujours à la longueur. En fait, le podium aux Jeux ne lui aura échappé qu'à Tokyo, il y a trois ans, où il avait dû se contenter d'une modeste 8^e place. Une déception à relativiser toutefois en raison de la grave blessure qu'il avait subie un an auparavant, une rupture complète du semi-tendineux (ischio-jambiers) sur sa jambe d'impulsion, dont il avait mis du temps à se remettre. Et depuis, le para-athlète de 38 ans court après ses meilleures sensations, les touchant parfois du bout des doigts sans parvenir totalement à les retrouver.

À l'image de sa 4^e place lors des championnats du monde 2023 organisés à Paris, au stade Charléty, avec un bond à 6,97 m. Loin des 7,63 m du Cubain Robert Sol Cervantes, qui détient aussi le record du monde (7,71 m). À l'époque, le constat d'Assoumani est limpide : « Pour l'instant, je suis très loin de lui. Mais je n'ai aucun doute. Il faut que je fasse des compétitions pour aller plus loin et débloquer des choses dans la tête. » Sauf qu'en mai dernier, aux Mondiaux organisés à Kobe (Japon), il a encore reculé dans la hiérarchie pour finir 6^e. Le signe, peut-être, d'un déclin amorcé, même si le natif



d'Orsay n'est pas champion à se résigner. Ainsi, en 2022, il n'avait pas hésité à tout remettre en question dans sa manière de s'entraîner en quittant le cocon de l'Insep pour rejoindre le groupe entraîné par Jocelyn Piat au Creps de Montpellier.

« Environnement inadapté »

Un choix osé, qu'il assume totalement : « Je me connais mieux et avec Jocelyn Piat, on s'appuie beaucoup sur ma vision, ce qui se souhaite mettre en place. Il ne s'agit donc pas d'un changement radical. En fait, j'aurais aimé m'entraîner comme cela quand j'avais 20 ans, avec toutes les connaissances et l'expérience que j'ai accumulées. Mais malheureusement, c'est impossible de disposer de tout ce bagage-

là si jeune. Toujours est-il que je suis très à l'aise avec ce changement. Pour rester performant dans le temps, il faut en passer par là, il faut savoir se remettre en question. Le sport de haut niveau doit être assez holistique et il faut donc tout prendre en considération. Et là, je suis arrivé à un point de ma carrière où je me dis : "c'est bon, je me connais désormais très bien, et je comprends pleinement ma discipline". »

Cela lui suffira-t-il pour remonter une dernière fois sur un podium olympique ? Rien ne semble impossible pour ce para-athlète né sans avant-bras gauche et qui est venu à l'athlétisme après avoir découvert à la télévision Mike Powell et Carl Lewis à la longueur. À l'âge de 12 ans, il décidait donc de s'inscrire pour la première fois dans un club à Angers et

À 38 ans, Arnaud Assoumani (ici en août 2021, à Tokyo) dispute, à Paris, ses sixièmes Jeux paralympiques.

ADAM PRETTY / GETTY IMAGES VIA AFP

très vite, il montrait des dispositions à s'envoler loin où ne pouvaient que l'emmener très haut. Ainsi, à 18 ans à peine, il décrochait le titre de vice-champion d'Europe du saut en longueur, avant de conquérir le bronze olympique un an plus tard à Athènes. Une ascension qui allait le conduire également à deux titres mondiaux (2006 et 2011) et lui offrait une visibilité dont il allait se servir pour faire passer différents messages.

En rappelant que « le handicap demeure le premier facteur de discrimination en France. Par exemple, en ce qui me concerne, ce n'est pas tant l'absence d'avant-bras qui est un handicap que l'environnement qui est inadapté, ainsi que le regard des autres vis-à-vis de notre différence. Trop de personnes associent le handicap à l'invalidité, la déficience, l'être diminué, ce qui est assez déshumanisant. Et surtout, cela ne correspond pas à la vision que j'ai de moi-même, car je considère être capable de réaliser bien plus de choses que des personnes dites "valides". » Avant de conclure sur l'importance de ces Jeux en France en termes d'accessibilité : « L'enjeu est de réellement comprendre que cela concerne tout le monde, et pas que les 13 millions de personnes souffrant de handicap en France. Souvent, on ne prend pas le problème dans son ensemble. On a tous des parents ou des grands-parents qui vieillissent et qui rencontrent des difficultés pour se déplacer. Mais c'est vrai que c'est très humain de penser que tant qu'on n'a pas été confronté à quelque chose, cela n'arrive qu'aux autres. L'enjeu de ces Jeux paralympiques dépasse le cadre du sport et concernera la société dans son ensemble. » ■



Lucas Mazur est devenu champion olympique de badminton SL4, lundi, à l'Arena de la Porte de La Chapelle.

JENNIFER LORENZINI/REUTERS

un duo en or

laissant l'opportunité à la joueuse asiatique d'égaliser. Mais cette dernière ratait son dernier lancer pour s'incliner d'un point (5-4), et Aurélie Aubert pouvait remercier sa «*bonne étoile*», celle qui veille sur elle depuis le début d'une compétition où elle faisait au mieux figure d'outsider. «*Sur cette finale, je voulais avant tout me faire plaisir et finalement, je m'impose*», confiait la jeune femme de 27 ans. Cela prouve que le travail paie. Maintenant, j'espère que la boccia va être

plus médiatisée et plus connue en France. » Elle aura tout fait pour en tout cas.

Le bronze en double mixte

À Tokyo il y a trois ans, Lucas Mazur avait apporté à la France sa 11^e et dernière médaille d'or de l'édition 2021. À Paris, programme différent oblige, le badiste lui a offert un 10^e titre au terme d'une finale d'une rare maîtrise (21-9, 21-13) face au numéro 1 mondial indien, Suhlas Lalinkere Yathiraj. Le Français avait

LES FINALES DU JOUR

Para-équitation, 9 h : individuelle grade I, II et III Grand Prix test.

Para-athlétisme, 10 h : saut en longueur Hommes T47, javelot Femmes F56, 1500 m H T11, 1500 m H T13, 200 m H T51, poids F F34, 400 m H T36, disque F F11, 400 m F T12, 1500 m F T54.

Para-tir sportif, 13 h 45 : 50 m carabine 3 positions H et F SH1.

Paranatation, 17 h 30 : 100 m dos H S7, H S9, F S9, 200 m nage libre H S4, 50 m papillon H S6, F S6, 50 m dos H S5, F S5, 200 m 4 nages H SM11 et F SM11, 100 m nage libre F S3, 200 m 4 nages H SM13, 200 m 4 nages F SM13, 100 m papillon H S10 et F S10.

Para-athlétisme, 19 h : longueur H T37, poids H F20, 400 m F T20, poids H F32, 400 m H T38, 200 m F T64, 100 m F T11, F T13, F T47, hauteur H T63, javelot H F46, 400 m H T20, 1500 m H T54, 400 m F T37.

Para-tir à l'arc, 19 h 15 : individuel F arc classique open.

Para-tennis de table, 20 h 45 : simple H M55.

Escrime fauteuil, 20 h 50 : sabre H et F catégorie B, sabre H et F catégorie A.

MÉDAILLES (LUNDI À 19 H 30)				
				TOTAL
1 Chine	42	29	14	85
2 Grande-Bretagne	28	14	10	52
3 États-Unis	12	18	10	40
4 France	10	10	13	33
5 Brésil	10	7	16	33
6 Italie	8	6	13	27
7 Australie	7	8	11	26
8 Pays-Bas	7	2	4	13

déjà commencé sa journée de fort belle manière en décrochant la médaille de bronze en double mixte, dans la catégorie SL3-SUS, aux côtés de Faustine Noël. Une belle mise en train avant son chef-d'œuvre de la fin de journée, «*Même dans mes rêves les plus fous, je n'avais pas imaginé cela*, avouait-il juste après son sacre. Je remporte la plus belle médaille, à laquelle je rêvais depuis huit ans et l'annonce de l'organisation des Jeux par Paris. Je suis tellement heureux. » ■ C.C.

Earvin Ngapeth : « Dans l'euphorie des JO, on s'est dit qu'on allait repartir jusqu'à Los Angeles »

Propos recueillis par Adrien Bez

Elle s'est offert une coupure bien méritée en Guadeloupe dans la foulée du deuxième titre olympique de l'équipe de France de volley. Trois ans après Tokyo, sa bande et lui ont récidivé à Paris, dans une ambiance de feu. De passage à l'Adidas GroundParis sous la Canopée du Forum des Halles dimanche pour rencontrer le public parisien, la star des Bleus s'est confiée au Figaro sur les JO, son avenir, mais aussi sa place dans le panthéon du sport tricolore.

LE FIGARO. - Après des premiers matchs difficiles lors des Jeux, vous êtes monté en puissance, jusqu'à décrocher le titre de meilleur joueur du tournoi. Comment expliquez-vous cette progression ?
EARVIN NGAPETH. - Les deux premiers matchs, je n'étais pas bon, vous avez le droit de le dire. Il y avait cette blessure au mollet, j'ai raté un bon mois de préparation. Je me suis dit que, finalement, ça n'allait pas être mes Jeux, alors que je m'étais tellement préparé à ça... Je me demandais s'il fallait vraiment que je joue, s'il fallait forcer. Je n'avais pas joué avec Toinou (Antoine Brizard, le passeur, NDLR) de tout l'été, donc on manquait de sensations. Certains automatismes ne reviennent pas comme ça. Quand le coach (Andrea Giani) m'a mis titulaire pour le premier match des JO, je me suis dit qu'il fallait assumer. Petit à petit, avec l'euphorie, avec l'ambiance, c'est revenu.

L'ambiance est moins belle toute l'année dans le championnat de France. Que faut-il faire de plus que deux médailles

olympiques pour créer de l'engouement et remplir les salles françaises ?

Déjà, il faut des salles... En Italie, si tu n'as pas une salle de 4000 places, tu ne rentres pas dans le championnat. Cette année, la finale du championnat de France était à Saint-Nazaire, devant 1000 personnes maximum. Il faut aussi obliger les clubs à mettre des Français sur le terrain. Les télése se fichent de voir 15000 étrangers. Tu regardes une finale de Coupe de France, il n'y a pas un Français... Il n'y a que des inconnus. C'est ça le problème. Moi, je ne regarde pas le championnat de France. Je regarde le championnat italien.

Quelle est votre place au panthéon du sport français ?

Ce n'est pas ma place, mais celle d'une génération de volley. Quand on s'est lancés, on s'est dit qu'on allait le faire, qu'on pouvait le faire. On ne savait pas



NATALIA VOLKOVICHA/JEP

On a marqué l'histoire du volley et du sport français. Maintenant, la vraie question, c'est de savoir si on la marque encore plus. »

que ça allait aller aussi loin, mais on s'est donné les moyens de le faire. Tout le monde est là, chaque été, depuis quinze ans. Personne n'a dérogé à la règle. On aurait pu prendre deux, trois semaines de vacances, mais non, on y est toujours allés, même blessés. Des gars ont raté la naissance de leurs petits. On a marqué l'histoire du volley et du sport français. Maintenant, la vraie question, c'est de savoir si on la marque encore plus. Est-ce qu'on remplit pour quatre ans ?

Vous vous voyez à Los Angeles en 2028 ?
Il faut qu'on s'en parle. On s'est promis de faire les choses ensemble. Soit on laisse la génération d'après, soit on continue pendant quatre ans. Il ne faut pas faire les années de trop, c'est moche. Dans l'euphorie des Jeux, on s'est dit qu'on allait repartir pour quatre ans. Là, ça redescend (rires). En tout cas, on a les trente, quarante joueurs qu'il faut pour gagner à Los Angeles, j'en suis sûr.

Sur votre compte Instagram, vous avez demandé « la meilleure offre de l'histoire » pour votre futur contrat en club...

Si je n'ai encore rien signé nulle part, c'est volontaire. Ça fait dix ans que je privilégie toujours le groupe, que je prends moins pour que tel joueur puisse venir, et pour que l'équipe puisse performer. Mais ça y est, ça n'arrivera plus.

Que se passe-t-il si elle ne vient pas, cette offre ?

"Arrête. Non, je rigole (rires). Je peux me permettre de ne pas jouer pendant quatre mois. On dit toujours : « Earvin, il est gentil, il va finir par faire des efforts pour un projet qui lui plaît. » Mais non, c'est fini, je ne le fais plus. Et je veux que tout le monde le sache... » ■

Paul Willemse : « Mon épouse me pousse à arrêter de jouer »

Propos recueillis David Reyrat

Le deuxième ligne international de Montpellier a subi cinq commotions la saison passée.

À 31 ans, le rugueux deuxième ligne du MHR et du XV de France (32 sélections) n'imaginait pas raccrocher les crampons avant, au moins, deux saisons de plus. Mais le joueur d'origine sud-africaine nourrit des inquiétudes sur son état de santé. Il confie au Figaro avoir décidé de prendre le risque de reprendre la compétition, malgré l'avis négatif de ses proches.

LE FIGARO. - La saison dernière, vous avez pris un carton rouge avec l'équipe de France, puis un autre en Coupe d'Europe. Améliorer votre discipline est une priorité ?

PAUL WILLEMSE. - Tu ne peux pas vraiment travailler ta discipline... Comment tu fais ? Tu y passes dix minutes après chaque entraînement ? Ce n'est pas possible. Pour moi, ça fait partie des risques de mon job sur le terrain. Un buteur prend le risque de rater 3 points à la fin du match. Moi, je prends le risque à chaque plaquage ou déblayage de prendre un rouge. Mais si je regarde mes douze saisons comme joueur pro, mon pourcentage de fautes sur le nombre de fois où je m'engage n'est pas très grand. Ça peut arriver, vu que mon boulot est de hausser le niveau d'engagement pour faire mal sur le terrain. Mais je ne fais jamais exprès de commettre une faute. Il y a un risque, mais ce n'est pas très grave à mes yeux.

« Mon principal objectif est d'enchaîner les matchs sans subir une nouvelle commotion, pour retrouver la confiance »

Quels sont vos objectifs ?

Enchaîner les matchs en étant le plus constant possible pour montrer au staff qu'il peut compter sur moi. Je pense que j'ai toujours un rôle à jouer dans cette équipe. Mais je dois d'abord regagner un peu de confiance après mes commotions.

Que voulez-vous dire ?

Je dois faire attention à ma santé, surveiller si mon cerveau va bien. J'ai subi cinq commotions l'année dernière. Je l'ai vécu comme un choc, je me suis retrouvé en situation de crise. En douze ans de carrière, je n'avais jamais fait une commotion. Et là, cinq en un an ! J'ai quatre enfants, je commence à penser à la suite. Pourquoi ça arrive ? Qu'est-ce que j'ai fait de moins bien ? Est-ce que c'est la fin ? J'y réfléchis beaucoup. Est-ce que c'est grave ? Est-ce que je prends le risque de continuer ma carrière ? À mon poste, je ne peux pas choisir le niveau de contact.

On sent de l'inquiétude des vos propos...

Oui. J'étais un peu stressé, mais, après ces quatre mois de repos, ça va mieux. J'ai réintégré légèrement les contacts à l'entraînement. Ça se passe bien pour l'instant. J'ai donc envie de réessayer de jouer, même s'il y a un risque. Si ça ne se passe pas bien, je serai forcé d'arrêter le rugby cette année. J'espère que non. J'ai fait tout le nécessaire. Mon principal objectif est d'enchaîner les matchs sans subir une nouvelle commotion, pour retrouver la confiance. On va voir...

Bénéficiez-vous d'un suivi médical ?

Je suis en contact permanent avec David Brauge, neurochirurgien à Toulouse. On fait les choses bien. Au



VALENTINA CLARET/PANORAMIC

Paul Willemse (ici, en mars dernier avec Montpellier) veut poursuivre sa carrière malgré les risques qui pèsent sur sa santé.

début, j'avais des maux de tête. Mais ils ont disparu avec ces quatre mois de repos.

Qu'en pense votre épouse, votre famille ?

Son avis n'est pas très positif... Je suis dans ce scénario de choisir si je continue ou non, et tous mes proches, dont mon épouse, me poussent à arrêter. Elle a peur des séquelles. Je suis à un âge où ma fin de carrière est proche. Est-ce que ce sera dans un an ? Dans deux ans ? C'est compliqué à vivre quand toute ta famille te pousse à ne pas prendre de risque. Mais je ne suis pas encore prêt à arrêter.

Vous pensez à ce risque quand vous êtes sur le terrain ?

Un peu moins à chaque entraînement. Je reprends confiance petit à petit. Maintenant, il faut voir en match...

Sur un tout autre sujet : comment réagissez-vous à la présence, dans votre équipe, de Mohamed Haouas et Wilfrid Houmkipatin, tous deux condamnés pour violences conjugales ?

En premier, c'est le sportif, la performance sur le terrain. Ils sont d'abord là pour le club. En second, on ne pense pas qu'on est mieux que les autres. Dans le groupe, personne n'est parfait. On a chacun nos problèmes, même s'ils ne sont pas exposés dans les médias. Chacun doit avoir une deuxième chance, voire une troisième. On est là pour aider ceux qui ont certaines faiblesses, tout faire pour éviter qu'ils aient à nouveau des problèmes dans le futur. Ils veulent faire les choses bien, être meilleurs. ■

ZOOM

Solitaire du Figaro Paprec : l'échappée belle

Le passage d'un front dépressionnaire sur la flotte a considérablement changé la physionomie de la 2^e étape, partie de Gijon dimanche. Bien positionnés pour aborder ce phénomène brutal, quatre bateaux ont touché le bingo en se faisant la belle sous spi en direction des îles Sissargas, marque de parcours située environ à 370 milles de l'arrivée. Tom Dolan (Smurfit Kappa-Kingspan) était le premier à l'enrouler, lundi à 15 h 19. L'Irlandais devançant Alexis Thomas (Wings of the Ocean) de 18 minutes et Gaston Morvan (Région Bretagne-CMB Performance) de 31 minutes, Charlotte Yven (Skipper Macif 2023) suivant de près. La longue route vers Royan pouvait alors débiter dans le golfe de Gascogne. Avec des vents de nord-ouest de 10 à 15 nœuds, les premiers sont espérés mercredi en début d'après-midi.

S.M.

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité

Courriel : carnetdujour@media.figaro.fr

sur notre site : carnetdujour.lefigaro.fr

Téléphone : 0156 52 27 27

Le Carnet du Jour vous accueille du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Vos annonces doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Tarifs :

du lundi au jeudi : 26 € TTC la ligne, jusqu'à 25 lignes
24 € TTC la ligne, à partir de 26 lignes
vendredi ou samedi : 29 € TTC la ligne, jusqu'à 25 lignes
27 € TTC la ligne, à partir de 26 lignes

Naissances,	Saint-Valentin,	Commemoration,	anniversaires,
Adoptions,	Noce,	Signatures,	Souvenirs,
Baptêmes,	Communications	Départs en	Offices religieux,
Fiançailles,	diverses,	retraite,	Prise d'habit,
Mariages,	Conférences,	Vœux,	Jubilé,
Anniversaires,	Thèses,	Deuils,	Jubilé sacerdotal,
Centenaires,	Portes ouvertes,	Condoléances,	Ordination,
Fête des Mères,	Distinctions,	Remerciements,	Vœux
Fête des Pères,	Nominations,	Messes et	monastiques.

Les lignes comportant des caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes ; les effets de composition sont payants ; chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

Les annonces sont reprises sur
carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

Téléphone abonnements
0170 37 3170

deuils

Foix (Ariège).

Margaret Bustamante,
son épouse,

Katia et Pierre,
ses enfants, et leurs conjoints,
Guillaume, Louis, Juliette,
Maxime, Alexandre, Hadrien,
ses petits-enfants,

la famille Bustamante,
parents et amis

ont la tristesse
de faire part du décès de

Michel BUSTAMANTE
docteur ingénieur,

survenu le 29 août 2024,
à l'âge de 84 ans.

Les obsèques
auront lieu au cimetière
du Champ-de-Mars, à Foix,
le mercredi 4 septembre 2024,
à 15 h 30.

11, rue Palauqui,
09000 Foix.

Le lieutenant-colonel
Guillaume de Kerveno,
son époux,

Hortense, Félix, Magalone,
Ralph, Brune et Melchior,
ses enfants,

le docteur Manuela Berne
et le général de division
Philippe Berne,
sœur Marie-Antoine,
Laurence et Laurent
Brossard,
ses sœurs et beaux-frères,

ont la profonde tristesse
de vous annoncer
le rappel à Dieu,
le 28 août 2024, de la

vicomtesse Guillaume
de KERIMEL de KERVENO
née Séverine Santa De Vos.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Germain
de Saint-Germain-en-Laye,
le mercredi 4 septembre,
à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu
au cimetière Nord
de Strasbourg,
le jeudi 5 septembre, à 15 h 30.

Patrick Facques,
son époux,

Solange, sa fille,

Christian et Monique Tissu,
ses parents,
Patrick et Bénédicte Facques,
ses beaux-parents,

Benoît et Henrieta Tissu,
Eric et Béatrice Honoré,
Eric et Delphine Dufourmy,
son frère, ses beaux-frères
et belles-sœurs,

ses neveux et nièces

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Sophie FACQUES
née Tissu,

le 31 août 2024,
à l'âge de 49 ans, munie
des sacrements de l'Eglise.

La messe d'À-Dieu
sera célébrée
le lundi 9 septembre,
à 10 h 30, en l'église
Saint-François-de-Sales,
15, rue Ampère, Paris (17').

Isabelle Gaubert,
Cécile Zujl,
ses filles,
Jerko Zujl,
son gendre,
Thomas, Roko, Loïc et Hugo,
ses petits-enfants,
Charlie et James,
ses arrière-petits-enfants,

ont la grande tristesse
de vous faire part du décès de

Michel GAUBERT

survenu le 31 août 2024,
à l'âge de 85 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 5 septembre, en l'église
Saint-Martin-de-Nègremon,
à Curvalle (Tarn).

Ceux qui souhaitent assister
à la cérémonie
peuvent s'adresser à la famille :

zujl.cecile@gmail.com

Mme Eric Gindre,
née Elisabeth Guislin,
Gaëtan et Gautier Gindre,
ses fils,
ses petits-enfants,
Yann et Emilie Gindre,
son frère et sa belle-sœur,

ont la douleur
de vous faire part du décès de

M. Eric GINDRE

dans sa 80^e année,
à Gourbeyre (Guadeloupe).

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Charles-Borromée,
à Gourbeyre,
le mercredi 4 septembre 2024,
à 15 heures.

Serge de Sampigny,
Aude Rouillard,
Jean de Sampigny,
Sébastien de Sampigny,
Mathilde Tessier,
ses enfants,
ses belles-filles et gendres,

ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,

Patrice d'Ollone,
son frère,

font part du rappel à Dieu de

Sylviane
HUSSON de SAMPIGNY
née d'Ollone,

le 29 août 2024, à Paris,
à l'âge de 85 ans.

La messe d'enterrement
sera célébrée
le samedi 7 septembre,
à 14 heures, en l'église
de Saint-Mont (Gers).

Une messe à son intention
aura lieu
le samedi 28 septembre,
à 16 heures, en l'église
Saint-Thomas-d'Aquin,
à Paris (7^e).

Aix-en-Provence
(Bouches-du-Rhône).

Dominique Jacques,
née Petro, son épouse,
Nathalie Malavalle,
Sabrina, Elodie Jacques,
ses filles,
Diane, Claire,
ses petites-filles,

ont la tristesse
de faire part du décès de

Paul JACQUES
docteur vétérinaire,

survenu le 28 août 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Jean,
à La Valette-du-Var (Var),
le vendredi 6 septembre 2024,
à 14 h 30.

Lablachère (Ardèche).

Nicolas,
Frédéric et son épouse Patricia,
Natacha et son époux
Christophe (†),
Jérôme et son épouse Anne,
ses enfants,
Alexandre, Paul, Daria,
Pierre (†), Arnaud, Laura,
Mado, Eileen, Charlotte
et Aymeric,
ses petits-enfants,
Sylvain Margou,
son frère,
et son épouse Jacqueline

ont l'immense tristesse
de faire part du décès de

Marie-Jenny KAPLAN
née Margou,
veuve de
Serge Kaplan

survenu le 29 août 2024,
à l'âge de 89 ans, à Aubenas.

Emmanuelle et Nicolas
Wambergue,
Blandine et Philippe Bontour,
Vianney et Sylvie Lelong,
Marie-Liesse et Nicolas
Richard,
Stéphanie Lelong,
ses enfants,

et ses 13 petits-enfants

ont la grande tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Mme Christian LELONG
née Monique Penuccelle,

le 31 août 2024,
à l'âge de 91 ans.

Elle reposera aux côtés
de son époux, Christian Lelong,
qui nous a quittés il y a un an.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 6 septembre,
à 14 h 30, en l'église
de Saint-Georges-sur-Baulche
(Yonne),
suivie de l'inhumation
au cimetière du village.

Duvy (Oise).

Brigitte Legras Lemoine,
Anne Lemoine,
ses sœurs,
Michèle et Jean-Antoine Fabre,
Edith et Guillaume Bruyère,
ses nièces et neveux,
et toute la famille

ont la tristesse
de vous faire part
du départ vers Dieu de

M. Alain LEMOINE

le vendredi 30 août 2024,
à l'âge de 82 ans.

La cérémonie religieuse
aura lieu
le vendredi 6 septembre,
à 14 h 30, en l'église de Duvy.

Françoise Lépine,
son épouse,

Valérie et Alexis
de Barrau de Muratel,
Thierry, Jean-Marc,
Guillaume,
ses enfants,

ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,

Christiane Doligé,
Brigitte Guillaud (†),
Catherine Gonzalez,
ses sœurs,
Jean-Pierre (†) et Nicole
Descamps,
son beau-frère et sa belle-sœur,

ses neveux et nièces

ont la très grande tristesse
de vous faire part du décès de

Jean LÉPINE

survenu le 30 août 2024,
à l'âge de 86 ans.

La cérémonie religieuse
aura lieu le jeudi 5 septembre,
à 14 heures, en l'église
Notre-Dame-de-Grâce-de-Passy,
10, rue de l'Annonciation,
à Paris (16').

M. Calixte Marguet,
son époux,
Floriane, sa fille,
Axel, Tom et Victor,
ses petits-enfants,
Franck, son frère,

ont l'immense tristesse
de faire part du décès de

Mme Marie-José MARGUET
née Sauvestre,

survenu le 27 août 2024,
dans sa 70^e année,
aux Lilas (Seine-Saint-Denis).

La crémation aura lieu
le jeudi 5 septembre, à 11 h 30,
au crématorium du cimetière
du Père-Lachaise,
35, rue des Rondeaux,
à Paris (20').

Ni fleurs ni couronnes.

Paris. Neuilly-sur-Seine.
Thiézac (Cantal).

Pierre Moisson,
son père,
Claire et François Bonnin,
sa sœur et son beau-frère,
Laurent et Kadia Moisson,
Grégoire et Amélie Moisson,
ses frères et ses belles-sœurs,
ses oncles,
ses neveux et nièces

ont la douleur
de faire part du décès de

Adrien MOISSON

survenu le 23 août 2024,
à l'âge de 49 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Jean-Baptiste,
à Neuilly-sur-Seine,
le mercredi 4 septembre 2024,
à 11 heures.

Nicole Nitot,
son épouse,

Tristan et Bénédicte, Benjamin,
ses fils et sa belle-fille,
Robin et Manon, Philippine,
Léonard,
ses chers petits-enfants,
Guillaume,
son arrière-petit-fils,

ainsi que toute sa famille
et ses amis

ont la profonde tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Philippe NITOT

le 1^{er} septembre 2024,
à l'âge de 89 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 6 septembre,
à 14 h 30, en l'église
de Saint-Aubin-sur-Mer
(Calvados).

Une tenue colorée sera
la bienvenue.

Valéry Mercier,
son fils,
ses proches

ont la douleur
de faire part du décès de

Marie-Emmanuelle
RUSSELL MERCIER

survenu le 12 août 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Honoré-d'Eylau,
à Paris (16'),
le mercredi 4 septembre 2024,
à 14 h 30.

François Voland,
Philippe Voland,
Hélène et Mathieu (†)
Le Diberder,
Chantal et Marc Sander,
Isabelle et Jean-Pierre
Mariaud,
ses enfants,

Fanny, Thomas et Elsa,
Augustin et Julie,
Lucie, Antoine, Paul,
Vincent et Sarah,
Margaux et Raphaël,
Léopold, Jo,
ses petits-enfants,

Marianne, Éva, Sarah,
ses arrière-petites-filles,

ont la tristesse
de vous annoncer le décès de

Jean-Pierre VOLAND
chevalier
de la Légion d'honneur,

survenu le 28 août 2024,
dans sa 97^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
par le père Benoît Chevalier,
le vendredi 6 septembre,
à 10 h 30,
en l'église Saint-Léger
de Saint-Germain-en-Laye
(Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Colette Wirth,
son épouse,

ses enfants,
ses petits-enfants
et son arrière-petit-fils

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Christian WIRTH

survenu le 29 août 2024,
à l'âge de 81 ans,
à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 5 septembre, à 10 h 30,
en l'église Saint-Jean-Baptiste,
158, avenue
Charles-de-Gaulle,
à Neuilly-sur-Seine
(Hauts-de-Seine).

disparition

Léon Bressler,
le sauveur d'Unibail



COLLECTION PRIVÉE

Léon Bressler s'est éteint jeudi. Il avait 77 ans.

Marie Bartnik

Léon Bressler était et se considérait lui-même comme « un bâtisseur ». Celui qui « sauva deux fois » la foncière Unibail-Rodamco-Westfield (URW), selon les mots de son successeur, Guillaume Poitrinal, s'est éteint jeudi dernier à l'âge de 77 ans. Jusqu'en mai 2024, il était encore président du conseil de surveillance du groupe, coté au CAC 40.

Lorsque Léon Bressler, alors banquier d'affaires chez Worms, prend la tête d'Unibail en 1992, la foncière est en grande difficulté. Elle subit durement la crise de l'immobilier. Treize ans plus tard, la chenille s'est muée en géant des centres commerciaux, assurant un rendement exceptionnel à ses actionnaires.

Alain Minc l'a comparé à « un Lindsay Owen-Jones pour L'Oréal ou à un Antoine Zacharias chez Vinci ». La force de Léon Bressler a été « d'avoir toujours un coup d'avance sur les événements, et d'investir de façon contracyclique », raconte Jean-Marie Tritant, l'actuel président du directoire d'URW, qui Léon Bressler a embauché en 1997, puis nommé à son poste en 2020 après un putsch mémorable. Léon Bressler était doté d'une culture immense, littéraire, anthropologique et philosophique autant qu'économique, qui lui permettait d'entrevoir le prochain cycle et d'être le premier à s'ajuster.

«C'est un créateur de valeur»

À une époque où les investisseurs se détournent de l'immobilier de bureaux et où les centres commerciaux sont dédaignés comme placement immobilier, « il a eu l'intuition de concentrer Unibail sur ces deux atouts maîtres », se rappelle Guillaume Poitrinal, embauché par Léon Bressler en 1995, avant de devenir son successeur. Le banquier rachète des bureaux en bas de cycle, c'est-à-dire à petit prix, avant de les réhabiliter. « C'est un créateur de valeur, pas un spéculateur », estime Guillaume Poitrinal. Il acquiert ainsi le patrimoine de la Générale des eaux, qui comprend le CNIT, le Carrousel du Louvre ou la tour Ariane. Le chantier du Cœur Défense, où il fait construire des bureaux, est un des plus vastes d'Europe. Il muscle aussi l'activité commerciale d'Unibail jusqu'à en faire le numéro un du secteur en

Europe. Le Forum des Halles et les Quatre Temps à la Défense tombent dans son escarcelle. Il rachète encore les actifs de Suez, qui comprennent Vélizy 2. À chaque fois, Léon Bressler a à cœur d'introduire de nouveaux concepts commerciaux, d'implanter avant l'heure des cinémas ou de la restauration.

Il quitte Unibail à la surprise générale en 2005, âgé de 58 ans à peine. « Étant jeune, je m'autorise aujourd'hui une nouvelle vie », expliquait-il alors au Figaro. Il retrouve sa liberté et crée un fonds d'investissement dédié à l'immobilier, par l'intermédiaire duquel il rencontre Xavier Niel.

L'histoire d'Unibail s'écrit ensuite sans Léon Bressler, jusqu'à son retour spectaculaire en 2020, en pleine pandémie. URW est alors à nouveau en difficulté : les confinements successifs ont entraîné la fermeture des centres commerciaux partout en Europe, et les investisseurs fuient le secteur comme la peste. La valeur d'URW est au plus bas. La foncière est lourdement endettée en raison du rachat de l'américain Westfield en 2018. La décision de Christophe Cuvillier, le président du directoire de l'époque, de procéder à une augmentation de capital extrêmement dilutive pour les actionnaires conduisit Léon Bressler et Xavier Niel, qui détiennent à eux deux 10 % du capital, à tenter un putsch adacieu chez Unibail.

Au terme d'une bataille épique, les deux hommes d'affaires obtiennent doublement gain de cause : l'assemblée générale des actionnaires rejette l'augmentation de capital voulue par la direction, quand le conseil de surveillance nomme Léon Bressler à sa tête. Christophe Cuvillier n'a plus qu'à s'incliner. « La société ne se serait pas remise du plan qu'il souhaitait mettre en œuvre », estime Guillaume Poitrinal. Léon Bressler a ramené de la sérénité chez les prêteurs comme dans les équipes.

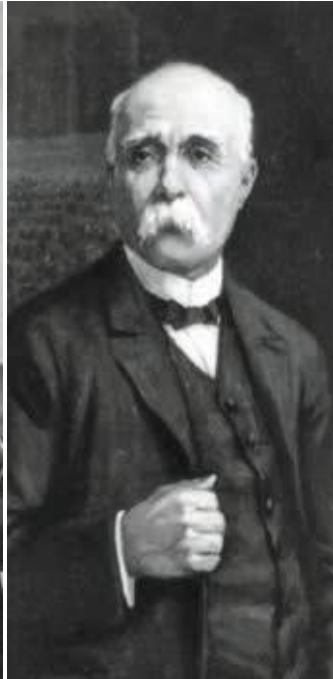
Jean-Marie Tritant, qui a succédé à Christophe Cuvillier à la demande de Léon Bressler, a de son côté « rendu hommage à celui qui fut d'abord (pour lui) un dirigeant visionnaire et profondément humaniste ». Le patron perd « un mentor, discret mais très influent, et source de précieux conseils durant les vingt-sept ans de sa carrière au sein du groupe URW ». Il perd enfin « un ami ». ■

LE FIGARO
le carnet du jour

TOUS LES ÉVÉNEMENTS
DE LA VIE S'ANNONCENT
DANS
LE CARNET DU JOUR :

Naissances, fiançailles, mariages,
anniversaires, deuils, souvenirs...

carnetdujour@media.figaro.fr



De gauche à droite : les présidents du Conseil François Guizot (du 18 septembre 1847 au 24 février 1848), Jules Ferry (du 23 septembre 1880 au 10 novembre 1881), Georges Clemenceau (du 25 octobre 1906 au 20 juillet 1909 et du 16 novembre 1917 au 18 janvier 1920) et Pierre Mendès France (du 19 juin 1954 au 4 février 1955).

Le chef du gouvernement, la longue histoire d'un maillon faible



PAR
Guillaume Perrault

Louis XIV écrit, dans ses *Mémoires*, *Pour l'instruction du dauphin* : « Quant aux personnes qui devaient seconder mon travail, je résolus sur toutes choses de ne point prendre de premier ministre ; et si vous m'en croyez, mon fils, et tous vos successeurs après vous, le nom en sera pour jamais aboli en France, rien n'étant plus indigne que de voir d'un côté toutes les fonctions, et de l'autre le seul titre de roi. » Le Roi-Soleil décrivait les décisions qu'il avait mises en pratique au début de son règne personnel, en 1661. Tant que Mazarin avait vécu, le souverain l'avait maintenu dans ses fonctions. Mais, à la mort de celui qui était aussi son parrain, le jeune Louis XIV est bien décidé à gouverner lui-même. La fonction de premier ministre, à la discrétion du souverain, est ensuite rétablie ou supprimée au gré des circonstances. L'appellation elle-même varie, et le titre de « principal ministre » est le plus employé à l'époque. Le cardinal de Fleury, ancien précepteur de Louis XV, exerce cette charge pendant dix-sept ans, jusqu'à sa mort en 1743. Choiseul peut seul lui être comparé. Pourtant, Louis XV n'accorde pas le titre de principal ministre à celui qui l'est dans les faits de 1758 à 1770, date de sa disgrâce. Le siècle des Lumières connaît donc de longues périodes où la France n'a pas de « numéro deux » : le Conseil du roi est alors divisé en partis opposés, ce qui favorise un manque de cohérence du travail gouvernemental et la paralysie du pouvoir royal, car les successeurs de Louis XIV n'ont pas la capacité de travail de leur illustre prédécesseur. Au cours de ces mêmes périodes, certes, la monarchie peut compter sur plusieurs hommes d'État (Maupeou à la Justice, Turgot aux Finances, Vergennes aux Affaires étrangères), leur influence est cependant toujours limitée par celle de rivaux au sein du Conseil. Ainsi, jusqu'en 1789, les ministres du roi ne forment pas un gouvernement au sens strict, c'est-à-dire une instance collégiale dont les membres seraient solidairement responsables de la politique suivie. Chacun, soumis à la seule autorité du souverain, sauf lorsqu'un premier ministre a été désigné, n'est comptable que devant lui. Tout au contraire, en Angleterre, depuis la révolution de 1688, le cabinet a conquis peu à peu son autonomie. Le ministère, présidé par lord North, un tory, chute ainsi après la défaite infligée par les Insurgents et les Français aux Britanniques à Yorktown (1781).

Survient la Révolution française. Les États généraux s'ouvrent à Versailles (5 mai 1789). Le 17 juin, les députés du tiers, rejoints par quelques députés du clergé, se proclament Assemblée nationale. Ils prétendent, au nom de la nation, exercer désormais la souveraineté auparavant accaparée par le roi. Ils tiennent le pouvoir exécutif pour un héritage de ce qu'on commence à appeler l'Ancien Régime. Ils considèrent le ministériat avec une profonde suspicion, comme on le fait d'une

Coincé entre le chef de l'État et les députés, le premier ministre, longtemps appelé président du Conseil, a toujours été fragile depuis que la fonction a été pérennisée en 1815.

triste nécessité. Les années précédentes, une expression avait fait florès : le « despotisme ministériel ». Aussi, le régime parlementaire, fondé sur une responsabilité collégiale des ministres devant l'Assemblée, est écarté malgré les discours brillants de Mirabeau en sa faveur. Comme l'ont compris les plus soupçonneux, le tribun ambitionne d'être nommé principal ministre et de stabiliser la Révolution au profit de l'autorité royale. Méfiante, l'Assemblée interdit alors à ses membres de devenir ministres jusqu'à la fin de la législature (7 novembre 1789). Puis les députés décident qu'« il n'y aura point de premier ministre » (27 avril 1791). « Le peuple n'a qu'un ennemi dangereux : c'est son gouvernement », s'exclamera Saint-Just à la Convention pendant la Terreur (10 octobre 1793).

Après la concentration des pouvoirs sous Bonaparte, puis Napoléon, la Restauration institue, fait inédit dans notre histoire, un partage de la souveraineté entre différents pouvoirs. La Charte constitutionnelle « octroyée » par Louis XVIII (4 juin 1814) consacre l'existence, face au souverain, d'une représentation nationale elle-même divisée en deux Chambres. Après les Cent-Jours, et pour la première fois de l'histoire de France, le roi nomme un réel chef de gouvernement. Il lui accorde le titre flatteur de président du Conseil. Talleyrand est le premier à le porter de juillet à septembre 1815. Dès lors, la question du rapport de force entre le chef de gouvernement, le chef de l'État et les deux Chambres sera au cœur de notre vie politique.

Nommé par le roi, théoriquement responsable devant lui seul, le président du Conseil doit cependant s'assurer d'une majorité à la Chambre pour faire adopter les lois et le budget. Faute de ce soutien parlementaire, il ne peut demeurer en fonction. Ainsi, le refus de Charles X de s'incliner devant le verdict des urnes et son acharnement à maintenir le ministère ultra de Polignac conduisent à la révolution de 1830. Sous la monarchie de Juillet, le président du Conseil,

en pratique, est responsable à la fois devant le souverain et les députés. Or il est difficile de plaire à tout le monde. « Le roi règne mais ne gouverne pas », plaide Adolphe Thiers, défenseur de la souveraineté du Parlement. « Le trône n'est pas un fauteuil vide », lui répond Guizot, avocat des prérogatives royales. Dans les faits, le chef de la maison d'Orléans, volontaire et guidé par un réel projet politique, réussit à conserver un rôle majeur grâce à son harmonie de vues avec Guizot, chef du gouvernement en pratique de 1840 à 1848. L'identification complète entre le chef de l'État et son « bras droit » n'est cependant pas sans péril pour le premier : en février 1848, la révolution les emporte tous les deux.

Le prince Louis Napoléon est élu triomphalement président de la République au suffrage universel masculin en décembre 1848. La fonction de président du Conseil, devenue sans objet, est supprimée. Après le coup d'État du 2 décembre, seul l'avènement de l'Empire libéral, en janvier 1870, modifiera l'organisation institutionnelle. Un ancien opposant, Emile Ollivier, est alors chargé par Napoléon III de constituer un gouvernement, mais celui-ci ne porte que le titre de principal ministre. Or, à peine nommé, le malheureux Ollivier, partisan de la paix, est entraîné dans la guerre contre la Prusse. Au lendemain des premières défaites, il est renversé par le corps législatif à l'unanimité de ses membres, le 9 août 1870, cas sans doute unique dans l'histoire politique française.

« Le président du Conseil est l'enfant trouvé du régime »

André Tardieu

Président du Conseil sous la III^e République

Les lois constitutionnelles de 1875 ne disent mot du président du Conseil. La fonction est rétablie sans son de trompe l'année suivante. Puis les républicains s'installent définitivement au pouvoir (1877-1879). C'est le temps du régime parlementaire triomphant. Les ministres qui sont députés le demeurent et votent lors des scrutins au Palais Bourbon. Le président du Conseil est à la disposition des Chambres (les sénateurs pouvaient renverser le gouvernement de même que les députés). Et il n'est d'abord qu'un *primus inter pares*. Si les grands choix politiques sont censés être délibérés en commun, le président du Conseil, longtemps, ne s'immisce pas dans les décisions des autres ministres. Lui-même cumule ses fonctions de chef du gouvernement avec un portefeuille ministériel : le plus souvent la Place Beauvau (vingt-deux fois entre 1880 et 1914) ou le Quai d'Orsay (douze fois pendant ces mêmes années). On peut toutefois être président du Conseil et laisser une empreinte durable en dirigeant un autre ministère, tels Jules Ferry (Instruction publique) ou Jules Méline (Agriculture). C'est en août 1914, aux premiers jours du conflit, que, pour la première fois, le président du Conseil, Viviani, décide d'abandonner son portefeuille ministériel pour se consacrer à plein temps à la direction du gouvernement. Le régime, toutefois, se méfie des personnalités

d'envergure. L'idéal républicain d'alors est celui d'un gouvernement collégial et impersonnel au service de la loi. Un leadership plus affirmé n'est accepté qu'en période de crise. L'expérience de la Grande Guerre entraîne néanmoins un courant d'idées favorable au renforcement du rôle du président du Conseil. Pierre-Étienne Flandin (centre droit) réussit, lors de la loi de finances pour 1935, à doter la présidence du Conseil d'un budget autonome, de services du secrétariat général du gouvernement et d'une résidence, l'hôtel Matignon (siège de l'ambassade d'Autriche-Hongrie jusqu'en 1914). Jusqu'alors, le chef du gouvernement n'avait rien de tout cela. Et l'on comprend le mot amer de Tardieu : « Le président du Conseil est l'enfant trouvé du régime. » Flandin est le premier hôte de Matignon, au printemps 1935. Léon Blum lui succède après la victoire de la coalition de Front populaire aux législatives d'avril-mai 1936. On commence bientôt à dire « Matignon » pour signifier « le chef du gouvernement ».

La Constitution de la IV^e République (1946) est la première de notre histoire qui évoque le rôle du président du Conseil. En théorie, il dispose de prérogatives nouvelles censées éviter le retour de l'instabilité gouvernementale qui avait marqué la République précédente. Celle-ci persiste pourtant plus que jamais. La Constitution de la V^e République, puis l'avènement d'une majorité parlementaire disciplinée lors des législatives de novembre 1962, consécutive à une dissolution, ont longtemps paru résoudre ce dilemme et améliorer le sort du chef du gouvernement. Certes, le pouvoir traverse la Seine. Il n'est plus à Matignon, rive gauche, mais à l'Élysée, rive droite. Pourtant, la machine administrative française, au fil des décennies, s'était habituée à un fonctionnement pyramidal convergent vers Matignon. Ces usages sont trop enracinés pour changer. Les réalités de l'exercice de l'État vont assurer un rôle très réel au numéro deux du nouveau régime, même s'il est ravalé au rang de « premier ministre », lui qui était président du Conseil. Le chef du gouvernement va être longtemps le bouclier et le fusible du président de la République. L'entente ou la défiance entre le président et le premier ministre, selon les cas de figure, ne mettra jamais en péril l'équilibre institutionnel. Au cours de trois cohabitations, une lecture parlementaire de la Constitution a prévalu, nuancée par la conviction, partagée par tous les acteurs, que la prochaine élection présidentielle y mettrait un terme. Le quinquennat, adopté par référendum dans l'indifférence en 2000, puis l'allègement de l'exécutif à abandonner certaines de ses prérogatives, comme si elles devenaient trop lourdes à assumer (limitation du recours au 49.3 lors de la révision constitutionnelle de 2008) ont renforcé le caractère vital d'une majorité parlementaire cohérente pour pouvoir gouverner. Et rendu la tâche du premier ministre plus ardue encore. ■

« Si l'écologie politique se contente de critiquer la puissance, elle est condamnée à rester impuissante »

PROPOS RECUEILLIS PAR
Martin Bernier

LE FIGARO. - Votre livre part du postulat que la paix, en se fondant sur l'accroissement des échanges et l'exploitation des ressources naturelles, s'est construite au détriment du climat et de l'environnement. Comment en êtes-vous parvenu à formuler cette thèse ?

PIERRE CHARBONNIER. - Ma thèse peut sembler curieuse ; elle relève pourtant de l'évidence. Il suffit de regarder les courbes d'évolution des niveaux de consommation d'énergie pour s'apercevoir qu'ils explosent après la Seconde Guerre mondiale. Le déploiement massif d'infrastructures fossiles à partir de 1945 part d'une réflexion sur l'échec du processus de pacification post-Première Guerre mondiale. On s'est aperçu qu'il ne suffisait pas de dire que la guerre était interdite ou illégitime pour l'empêcher, mais qu'il fallait inventer des moyens matériels pour contraindre les nations, auparavant rivales, à se trouver des intérêts communs. Et il n'y a pas meilleur intérêt commun que le commerce, et en particulier celui des ressources énergétiques. Après la Seconde Guerre mondiale, nous sommes entrés dans ce que nous appelons la « paix de carbone », c'est-à-dire une forme de stabilité de l'ordre mondial qui repose sur l'extraction, la circulation et la mise à profit industriel de ces énergies.

Depuis, et jusqu'en 2022, nous n'avons pas connu d'épisodes de guerre sur le territoire européen. Et les principales guerres menées par les Américains l'ont été au nom de l'approvisionnement pétrolier. Mais d'un point de vue écologique, cette paix n'est pas durable. Continuer à miser sur les énergies fossiles pour maintenir l'ordre géopolitique revient à éviter un cataclysme existentiel, une guerre mondiale, en créant un autre, une crise climatique et environnementale.

En obligeant l'Europe à se couper des énergies fossiles russes, la guerre en Ukraine a-t-elle représenté un tournant dans la façon dont les États abordent la question écologique ?

Depuis 2020, nous sortons d'une période dominée par la « paix de carbone » pour entrer dans une période inconnue que j'appelle « l'écologie de guerre ». La guerre en Ukraine est la manifestation la plus évidente de cette évolution. La Russie avait construit la dépendance énergétique de l'Europe à son égard comme une garantie de sécurité, tandis que l'Europe et l'Allemagne voyaient la Russie comme un voisin dangereux, peut-être menaçant, mais ne s'en inquiétaient pas au prétexte du « doux commerce » cher à Montesquieu. Quand Poutine décide d'envahir l'Ukraine, il dit d'une certaine manière « Montesquieu, je m'en fiche », tout en espérant que les interdépendances énergétiques vont protéger la Russie

contre d'éventuelles représailles européennes. À cela, l'Europe a réagi en poursuivant deux objectifs simultanés : mettre un coup d'arrêt à la guerre menée par Poutine, et mener un programme de décarbonation de son économie. C'est à la fois une politique climatique et une politique de sécurité qui répond au défi géopolitique lancé par Poutine. Cet événement résume l'écologie de guerre, qui consiste à subordonner l'impératif climatique - classiquement formulé dans des termes scientifiques ou sociaux - à un impératif de sécurité.

En 2020, les États-Unis avaient déjà commencé à investir dans les filières compatibles avec l'engagement climatique. Ils avaient alors compris que ces filières représentaient un domaine d'avenir pour la sécurité économique de la nation. Ils parlaient d'une stratégie « Win, win, win », qui serait une victoire à la fois pour le climat, les emplois des classes moyennes, et la puissance du pays, face aux prétentions de la Chine.

Le « Green Deal » européen a aussi été voté en décembre 2019. De cette manière, le Vieux Continent a voulu affirmer sa puissance en l'adossant à la réponse au défi climatique. À partir de ce moment, partout dans le monde, il a été admis que la position des pays dans la hiérarchie des puissances mondiales se définissait par l'attitude qu'elles adoptaient vis-à-vis de l'urgence climatique. On l'observe aussi en Chine, où le Parti communiste affiche un objectif de neutralité carbone en 2050 et cherche à devenir par la même le leader des filières industrielles clés du XXI^e siècle. Cette question est aujourd'hui facteur de puissance, et donc de rivalités et de conflits. Par exemple, les pays qui n'entendent pas décarboner, comme la Russie, peuvent être considérés comme des ennemis. Cette écologie de guerre est probablement plus efficace que l'écologie de paix, mais aussi plus risquée.

Lorsque « l'écologie de guerre » émerge, l'ordre énergétique et industriel change moins en raison des alertes scientifiques, des mobilisations sociales que du fait d'impératifs de sécurité et de puissance.

En quoi cela constitue-t-il une rupture avec la pensée écologique, qui était réticente à parler « le langage du pouvoir » ?

Historiquement, les écologistes avaient très bien compris qu'un lien fondamental existait entre la mobilisation de l'énergie, le développement technologique et les dommages environnementaux. Les plus grands mouvements environnementalistes, comme Greenpeace, sont aussi des mouvements antimilitaristes. Selon eux, sans jeu de puissance, il n'y a plus de problème environnemental, parce qu'il n'y a plus de nécessité de surenchère technologique et énergétique pour créer des moyens de défense. L'écologie politique s'est construite comme une critique de la puissance. Mais imaginer un ordre sans puissance est utopique. Et si l'écologie politique se contente de critiquer la puissance, elle est condamnée à rester impuissante.

Si nous souhaitons renoncer à l'exploitation des ressources fossiles, nous ne voulons pas pour autant connaître à nouveau des états de guerre. Ces deux ambitions sont-elles compatibles ?

Pour répondre à ce dilemme, nous pourrions d'abord proposer de renoncer à la compétition technologique et économique, et ainsi apaiser les relations internationales. Seulement, nous vivons dans un monde aux aspirations matérielles élevées, composé de pays habitués à un certain niveau de consommation. En ce sens, le renoncement est un privilège exorbitant, que l'on peut difficilement se permettre.

L'autre solution consiste à trouver un équilibre entre l'impact environnemental de ce développement et un niveau de production et de consommation suffisant. C'est ce que l'on appelle le développement vert. Dans l'écologie de guerre, ce qui est en jeu n'est pas une écologie de renoncement ou de décroissance, mais l'invention d'un modèle de développement compatible avec les limites planétaires et qui admet le lien entre la stabilité politique, domestique et internationale et la satisfaction de certaines attentes matérielles. Ce défi concerne aussi nos relations avec le « Sud global » : pour la majorité de ses habitants, la question du passage à une économie post-fossile est vécue comme une punition, une humiliation, voire un complot. Nous ne pouvons pas laisser ces rancœurs s'installer. Et l'Europe a un rôle à jouer : étant donné qu'elle n'a pas les ressources suffisantes pour effectuer la transition sur son propre territoire, elle est condamnée à miser sur les interdépendances. C'est l'occasion de se présenter comme le partenaire technologique, commercial et politique le plus à même de promouvoir une transition juste et partagée avec les régions du monde qui ont du mal à la déclencher par leurs propres moyens, comme l'Asie du Sud ou l'Afrique. ■

*Agrégé et docteur en philosophie, Pierre Charbonnier est chargé de recherches au CNRS et enseignant à Sciences Po.



■ **VERS L'ÉCOLOGIE DE GUERRE**
De Pierre Charbonnier.
324 p., 23 €, Édition La Découverte.

PIERRE CHARBONNIER

Dans un essai qui vient de paraître, *Vers l'écologie de guerre*, le philosophe* explique comment l'écologie devient un enjeu de puissance et de rivalité entre les nations. Un diagnostic éclairant à l'heure où la guerre en Ukraine remet la question climatique au cœur du jeu géopolitique.

« La diminution du nombre de postes ouverts aux internes fragilise encore plus notre système de santé »

PROPOS RECUEILLIS PAR
Charles Jaigu

LE FIGARO. - Vous avez écrit aux ministres de la Santé et de la Recherche pour qu'ils ouvrent plus de postes aux internes de la promotion 2024. Est-il encore temps de la question écologique ?

YANNICK NEUDER. - Il n'est jamais trop tard pour corriger une évaluation qui a été faite sous l'effet de la surprise. Le gouvernement ne s'attendait pas à ce que 1500 élèves ne se présentent pas à l'examen et préfèrent perdre un an pour le présenter l'année suivante. Les ministères concernés ont donc préféré punir la promotion « crash test » en réduisant l'accès à certaines spécialités afin de forcer les étudiants à choisir celles qu'ils jugent plus en souffrance. Or elles sont toutes en sous-effectifs ! En faisant ce choix, le gouvernement a scandalisé et démotivé les futurs internes et nous perdons sur tous les tableaux. Moins - moins font encore beaucoup moins.

Un gouvernement qui « gère les affaires courantes » peut-il modifier un arrêté ?

Pourquoi ne pourrait-il pas modifier l'arrêté qu'il a lui-même émis alors qu'il était déjà suritaire et en situation de « gestion des affaires courantes » ? Rien n'a changé depuis le début du mois de juillet, M^{me} Vautrin, M. Valletoux et M^{me} Retailleau sont toujours ministres.

Le sujet peut paraître marginal aux yeux du grand public. Pourquoi prenez-vous le parti de cette mobilisation ?

Il n'est pas marginal. Il s'agit de 7800 personnes qui vont faire l'hôpital de demain alors que nous avons déjà fait fuir 5000 étudiants à l'étranger pour leurs études à cause de ces enchevêtrements de réformes

qui s'appliquent dans une sorte de chaos et désespèrent nos jeunes. Je constate que la pétition qu'ils ont lancée réunir déjà 55000 signatures. C'est un signal de colère qui ne peut pas être sous-estimé. Le sujet est d'autant moins marginal que c'est le patient qui paie tout ça en bout de chaîne : 87 % du territoire est un désert médical, et c'est une situation qui touche autant les grandes agglomérations que les campagnes. Autant la médecine générale que l'hôpital public. L'hôpital fait face à une charge encore trop importante quand, en parallèle, les délais pour obtenir certains rendez-vous chez des spécialistes en ville ont explosé.

La conférence des doyens de médecine vient de publier un communiqué qui soutient le choix du gouvernement. Cela siffle-t-il la fin de la récré ? Non. Je vous rappelle que, le 24 août dernier, l'Association nationale des étudiants en médecine de France (ANEMF) a voté à une très large majorité des UFR de médecine de notre pays une motion demandant une ouverture de postes pour augmenter le taux d'adéquation entre la vocation et l'affectation. Ce besoin est estimé à 800 postes dans l'immédiat. Et, par ailleurs, je fais de mon côté un constat de député et de médecin qui écoute ce que se passe sur le terrain : les chefs de service déplorent l'obligation de les remplacer par des médecins formés à l'étranger pendant que les étudiants fuient le système de formation pour aller à l'étranger ; d'autres sont prêts à retarder leur internat et enfin les patients sont moins bien pris en charge à l'arrivée dans nos établissements. Quelque chose ne colle pas.

Dans votre lettre, vous citez une enquête réalisée il y a dix jours par les étudiants en médecine de Paris, qui montre qu'ils souhaitent de plus en plus quitter la France...

Les élus étudiants de l'UFR de médecine de l'université

de Paris Cité ont sondé les étudiants de la promotion 2024-2025, soit 10 % des étudiants de l'effectif national. Près de 70 % de l'échantillon déclarent qu'ils prévoient de partir à l'étranger si leur affectation ne correspond pas à leur projet professionnel et 57 % disent avoir déjà fait des démarches pour quitter le pays. Plus préoccupant encore, plus de 95 % de l'échantillon déclarent que leur rang de classement en 2024 en vue du troisième cycle leur aurait permis d'obtenir leur poste s'ils faisaient partie des promotions précédentes. C'est le résultat de la surdité gouvernementale aux réclamations raisonnables de cette promotion.

La réforme des études de médecine engagée ces dernières années n'est-elle pas censée remplacer les numéros classés par le numerus apertus ? On en est pour le moment très loin. Je le redis, plus de 5000 étudiants français se forment ailleurs, car la France leur tourne le dos, à cause d'un numerus encore trop restrictif. Face à cette situation, le gouvernement a annoncé qu'il recourrait aux praticiens à diplôme hors Union européenne (PADHUE). Une situation incompréhensible. C'est aussi pourquoi j'ai proposé et fait adopter en première lecture à l'Assemblée nationale un texte qui renverse la logique en prenant en compte les besoins par territoire pour la formation des nos médecins, mais aussi qui facilite le rapatriement des étudiants partis se former à l'étranger.

Pourtant, à partir de l'année prochaine, il y aura des promotions plus nombreuses... Elles le seront l'année prochaine, en partie. Mais nous parlons de cette année. Les médias relaient sans arrêt le contexte de tension continue de l'offre de soins de notre pays. La diminution du nombre de postes ouverts aux internes est non seulement injuste, mais en plus elle fragilise encore davantage notre système de santé. ■

*Yannick Neuder est médecin et député LR de l'Isère.

YANNICK NEUDER

Après l'annonce de la suppression de 1500 postes d'interne à la rentrée, le rapporteur général de la commission des affaires sociales a envoyé une demande formelle aux ministres de la Santé et de la Recherche pour la réouverture de postes. Pour lui, la colère des étudiants est légitime et il est urgent d'y répondre.

La faillite sécuritaire de trois juntes sahéliennes



CHRONIQUE
Renaud Girard

Un terrible drame humain est survenu, le samedi 31 août 2024, au sein d'un gros village africain isolé, nommé Barsalogo, sans qu'on ait beaucoup parlé dans l'univers mondialisé des informations télévisées.

Alors qu'ils étaient en train de creuser une tranchée sur l'ordre de leur gouvernement, quelque 300 paysans burkinabés ont été massacrés par un essaim de djihadistes, qui ont déboulé le matin, juchés à deux sur des motos tout-terrain - un pour conduire, l'autre pour rafaler. Cette tuerie s'est passée au nord du Burkina Faso, l'ancienne Haute-Volta, jadis partie de l'AOF (Afrique occidentale française), pays pauvre et enclavé, situé au sud de la bande sahélienne. Le massacre a été revendiqué par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), filiale sahélienne d'al-Qaïda. Est-ce parce que cette hécatombe ne touche que des Africains que les grands médias mondiaux ne lui ont accordé qu'un intérêt modéré ?

Au-delà du relativisme, parfois consternant, de l'émotion internationale, cette tragédie africaine met en lumière la flagrante faillite sécuritaire des trois juntes militaires sahéliennes, celles du Burkina Faso, du Mali et du Niger, après plus ou moins deux années au pouvoir.

Furieux d'avoir été critiqués par Paris pour avoir arraché le pouvoir par la force, les officiers putschistes ont rapidement pris la lourde décision de quitter le « G5 Sahel », organisation que la France avait mise en place pour les aider à lutter contre le djihadisme. Les militaires français ont donc quitté en 2023 le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Ils n'étaient sans doute pas en nombre suffisant pour sécuriser un espace grand comme quatre fois la France, mais c'était sûrement mieux que rien.

Les présidents de ces trois pays, tous officiers issus d'un coup d'État militaire, se sont réunis à Niamey le 6 juillet 2024. C'était le premier sommet de l'AES, l'Alliance des États du Sahel, une confédération nouvelle, à objectif d'abord sécuritaire, puis monétaire, organisée par ces trois pays en rupture

de la Cédéao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Au sommet de Niamey, le président du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, a dénoncé les « simulacres d'indépendance octroyés aux États africains dans les années 1960 », suivis du « pillage des ressources naturelles et du terrorisme ». Il a ajouté que « le sens profond de la révolte » des trois membres de l'AES, ne visait qu'à « offrir à leurs États respectifs une vraie indépendance, et aux populations un réel épanouissement ».

« La réalité est que, en expulsant les soldats français (et américains au Niger) qui faisaient de la lutte antiterroriste, les officiers putschistes de l'AES ont davantage servi leur ego que rendu service à leur population »

En ce qui concerne l'« épanouissement » des populations, les élections libres et la liberté de la presse ont été supprimées du paysage des trois pays de l'AES. Bien pire, fréquentes dans les exécutions extrajudiciaires commises dans les villages peuls par les soldats de l'armée du Burkina. Sous prétexte que les mouvements terroristes islamistes ont beaucoup recruté parmi les 40 millions de Peuls qui nomadisent en Afrique sahélienne et centrale, l'armée du capitaine Traoré se venge contre des villages peuls, souvent parfaitement innocents.

En ce qui concerne la « vraie indépendance » recherchée, on ne voit pas en quoi l'inféodation à Moscou et l'arrivée de mercenaires russes de la société Wagner pourraient la nourrir. Dans la lutte contre les djihadistes, ces mercenaires ne se sont pas révélés très efficaces. Plus de 50 combattants de Wagner ont été tués le 28 juillet 2024 lorsqu'ils sont tombés dans une embuscade au nord du Mali, dans la région de Tin Zaouatine.

En ce qui concerne le « pillage des ressources naturelles » évoqué par le capitaine Traoré, on ne voit

pas très bien ce qu'il y aurait à « piller » au Burkina Faso ou au Mali. Quid de l'uranium du Niger ? Cela fait des lustres que la société française Orano a diversifié ses approvisionnements, achetant aujourd'hui la majorité de son combustible nucléaire en Asie centrale. Il ne viendrait à l'idée de personne d'imputer à la France un quelconque « pillage » des anciennes Républiques soviétiques d'Asie centrale, comme le Kazakhstan ou l'Ouzbékistan.

La réalité est que, en expulsant les soldats français (et américains au Niger) qui faisaient de la lutte antiterroriste, les officiers putschistes de l'AES ont davantage servi leur ego que rendu service à leur population. S'ils se retirent du franc CFA, comme ils l'ont annoncé, cela allégera les charges du Trésor français, tout en appauvrissant la population de leur nouvelle confédération (en tout 75 millions d'âmes, avec un taux d'accroissement annuel de la population supérieur à 3 %).

Dans sa critique des Occidentaux, le capitaine Traoré leur a également reproché d'avoir apporté le terrorisme au Sahel. Sur ce point, on ne peut hélas pas totalement lui donner tort.

En 2003, en versant des rançons pour libérer leurs touristes pris en otages au Sahara par des groupes criminels, l'Italie et l'Allemagne leur ont permis d'acheter de l'armement de guerre, et donc de croître en influence locale. Les Occidentaux ont mis très longtemps à comprendre que céder au chantage d'un groupe terroriste finissait toujours par le renforcer.

Mais la pire faute occidentale fut l'intervention militaire de 2011 de l'Otan, menée à l'initiative du président Sarkozy, pour abattre le régime libyen du colonel Kadhafi. Le dictateur fut tué, tous ses stocks d'armes furent pillés, et le chaos se répandit, d'abord sur le territoire libyen, ensuite dans l'ensemble du Sahel. Après m'être rendu sur place et avoir traversé la Libye de bout en bout, j'avais, dans *Le Figaro*, qualifié à l'époque cette expédition néoconservatrice de « pire erreur de politique étrangère de la Ve République ». Je n'ai pas changé d'avis depuis. ■

Le bazar politique français sous haute protection de la monnaie européenne



ANALYSE
Jean-Pierre Robin

Le fiasco de Liz Truss, l'éphémère première ministre britannique qui ne resta que 49 jours au pouvoir, continue de hanter les esprits en France. Intronisée le 6 septembre 2022 par la reine Elizabeth II, qui devait mourir deux jours plus tard, la « Prime Minister » conservatrice, troisième femme à ce poste après Margaret Thatcher et Theresa May, a été blackboulée par les marchés financiers. Ils ont rejeté son programme très libéral de 45 milliards de livres sterling de baisses d'impôts (53 milliards d'euros), jugées dangereuses faute de financement. La Banque d'Angleterre dut intervenir massivement pour empêcher l'effondrement du sterling et une explosion des taux d'intérêt, avant que le Parti conservateur ne la débranche et lui trouve un successeur.

Le krach financier britannique d'il y a deux ans est de plus en plus évoqué chez nous. Bruno Le Maire, le ministre des Finances démissionnaire, agit l'épouvantail d'« un scénario à la Liz Truss » (sic) mettant ainsi en garde son successeur à Bercy.

On n'en est certes pas là. L'imbroglio politique, pour employer un mot poli, dans lequel est plongé le pays depuis les résultats des législatives du 7 juillet n'a pas provoqué la déroute financière redoutée. Le meilleur indicateur à cet égard est le « spread » - l'écart des taux - entre les obligations de l'État français, les OAT à 10 ans, et leur équivalent allemand, le Bund. Il avait bondi à 84 « points de base » (0,84 %) dans la semaine suivant l'annonce (9 juin) de la dissolution de l'Assemblée nationale, contre un peu moins de 0,5 % auparavant. Sans revenir à ce niveau, le spread s'est replié depuis à 0,7 % environ. « L'effet dissolution » est plus marqué pour la Bourse de Paris : son indice phare, le CAC 40 des plus grandes entreprises françaises, affiche une progression de 1,4 % à la fin août par rapport au début de l'année, alors que les Bourses européennes ont augmenté de 9,7 % en moyenne (indice Euro Stoxx). Quant au scénario catastrophe - les investisseurs internationaux profitant des torpeurs du mois d'août pour

spéculer contre les titres de la dette française -, il n'a pas eu lieu.

Pour le meilleur et pour le pire, la monnaie européenne joue son rôle de bouclier. Le meilleur, c'est d'assurer une certaine stabilité monétaire et financière, particulièrement bienvenue pour les Français et leurs entreprises dans la folle conjoncture politique de cet été. Le pire, c'est le sentiment d'impunité que la protection de l'euro procure, autorisant toutes les dérives budgétaires et maintenant politiques. Depuis la création de la monnaie unique, le 1^{er} janvier 1999, les chefs d'État et les premiers ministres français n'ont eu de cesse de fouler aux pieds les règles de fonctionnement de la zone euro, le pacte de stabilité et de croissance (déficit public annuel limité à 3 % du PIB, et dette publique à 60 %).

Cela a commencé avec Jacques Chirac, qui réussit à circonvenir en 2003 le chancelier allemand Gerhard Schröder et le convaincre d'assouplir le pacte de stabilité. À peine arrivé à l'Élysée, Nicolas Sarkozy se précipite en juin 2007 à Bruxelles pour dire qu'il n'appliquerait pas l'accord de réduction du déficit budgétaire conclu en début d'année par le gouvernement français avec la Commission européenne. « Il faut respecter la France, c'est un grand pays, je n'accepte pas de leçons de bonne gestion », clame Manuel Valls, premier ministre à l'automne 2014, pour refuser la règle des 3 % que veut lui imposer l'Europe. En 2020, le « quoi qu'il en coûte » d'Emmanuel Macron, pour combattre la pandémie de Covid, se traduit à notre grand soulagement par la décision de l'Union européenne de suspendre le pacte de stabilité. Celui-ci ne sera rétabli qu'en 2024, avec application effective au 1^{er} janvier 2025 ; sa nouvelle mouture offre une plus grande flexibilité aux pays pour mieux étaler leurs efforts, mais également plus de fermeté de la part des autorités européennes.

Fort de ces précédents, Lucie Castets, « la haute fonctionnaire de 37 ans » dont la NFP a fait sa Jeanne d'Arc pour la conquête de Matignon, a pu affirmer sans vergogne ne pas avoir « pour objectif premier de respecter le pacte de stabilité » européen. Elle s'est même

engagée à le renégocier. Une raison suffisante en réalité pour qu'Emmanuel Macron lui refuse le poste.

Aussi confidentuelles furent-elles, les trois cohabitations précédentes (deux sous Mitterrand et une sous Chirac) se sont toutes caractérisées en effet par un front uni entre l'Élysée et Matignon vis-à-vis de l'Europe. « *Pacta sunt servanda* » : il faut respecter les traités. Même si ce principe fondamental du droit international et de l'UE est loin d'avoir été suivi dans les faits, l'exécutif français n'a jamais fait douter de son engagement européen. D'où une certaine mansuétude à son égard. « Parce que c'est la France », selon la formule résignée de Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne de 2014 à 2019. Sans compter que, en tant que deuxième économie de la zone euro, notre pays peut paraître *too big to fail*, « trop gros pour faire faillite », aux yeux des marchés. D'où cette tolérance vis-à-vis des facettes du théâtre politique français.

Les prochaines semaines n'en seront pas moins périlleuses. Le ministre des Finances, quel qu'il soit, doit présenter avant le 20 septembre à Bruxelles son « plan budgétaire et structurel à moyen terme » dans le cadre de « la procédure pour déficit excessif » lancée en juin. Et en octobre, les agences de notation financière Fitch, Moody's et S&P s'exprimeront sur la dette française, comme elles le font chaque semestre. Autant d'occasions pour tester la solidité du bouclier de l'euro. L'hôte de Matignon saura alors à quel saint se vouer. ■

le club
LE FIGARO
International

Ce soir à 22h30 sur
Le Figaro TV, présenté
par **Philippe Gélie**

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeurs des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélie (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Directeur, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.rédaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
92290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 8h à 15h au 01 70 37 31 70 Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 € Club : 524 € Semestrier : 415 € Week-end
Prestige : 429 € Week-end : 359 €

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allernigste. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocert européen
sous le numéro PU 011/001. **Eutropisation** : P.Phot. 0.002 kg/tonne de papier.



Ce journal
se compose de :
Édition nationale
Travail
23 pages
Cahier 2 Économie
Cahier 3 Le Figaro
et vous
11 pages

Jean-Paul Brighelli : « Certains professeurs ont une responsabilité dans l'entrisme islamiste à l'école »



PAR
Margaux d'Adhémar

Dans « L'École sous emprise » (L'Archipel), le professeur analyse l'infiltration perniciose d'un islam politique dans les salles de classe. Il dénonce la passivité d'une partie du corps enseignant et plaide pour une restauration de l'autorité.

Professeur agrégé de lettres modernes et ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, Jean-Paul Brighelli est essayiste et spécialiste des questions d'éducation. Il est notamment l'auteur de *La Fabrique du crétin* (2005, Jean-Claude Gawsewitch éditeur) et de *L'École à deux vitesses* (L'Archipel).

LE FIGARO. - En avril dernier, un adolescent de 15 ans, Shemseddine, a été battu à mort à la sortie de son collège de Viry-Châtillon pour une « question d'honneur ». Deux jours plus tard, une élève de 13 ans, Samara, était lynchée à la sortie de son collège, à Montpellier, parce qu'elle ne versait



Jean-Paul Brighelli : « À coups de "c'est mon droit", les élèves peuvent désormais dire que "c'est leur droit" de croire que la Terre est plate, comme "c'est leur droit" de penser que la loi de la charia est supérieure à celle de la République ».

pas dans la religiosité ostentatoire. Ces deux affaires ont fait la une de l'actualité. En quoi seraient-elles révélatrices de cette « guerre civile à bas bruit » que vous évoquez dans votre livre ?

JEAN-PAUL BRIGHELLI. - Les fondamentalistes ont poussé leurs pions dans nos écoles avec beaucoup de patience. Tout a commencé par les tenues des jeunes filles : via les réseaux sociaux, ces dernières ont non seulement été encouragées à porter l'abaya, mais

aussi ont été incitées à refuser d'aller en cours de sport lorsqu'il s'agissait de se rendre à la piscine. Elles ont ainsi testé les limites de notre tolérance. Pour ce qui est des garçons, on leur a demandé de faire la police dans leur classe : ils incarnent les guerriers de ce djihad scolaire. En tant qu'enseignant, j'ai été témoin de ce glissement vers l'acceptation de la doctrine islamiste. Cela a commencé par des remarques, des changements de comportements. D'abord, il y a eu ce jour où des élèves

m'ont expliqué que, si je ne faisais pas le ramadan, c'est que je n'aimais pas les Arabes et que j'étais islamophobe. Puis il y a eu cette fois où des garçons en classe postbac au lycée Thiers de Marseille se sont installés à part des filles. Pourquoi ? Parce que, selon eux, elles étaient impures. Ensuite, au sein de l'IEP d'Aix-en-Provence, un élève a dit à l'une de mes collègues que, comme elle était une femme, ce qu'elle disait ne l'intéressait pas. Puis il y a eu cet événement dans le lycée des Tarterêts, à Marseille : un matin, un élève a cassé la mâchoire du professeur d'anglais. L'après-midi, cet étudiant était toujours en cours, « en attendant qu'on enquête », nous disait l'administration. C'est ainsi que l'entrisme religieux a peu à peu fait son nid, sous les yeux de certains instituteurs qui ont laissé faire : petit à petit, l'école a courbé l'échine.

Dans votre livre, vous pointez en effet la responsabilité des enseignants qui, selon vous, « respectent » le fanatisme de leurs élèves...

Si on ne réagit pas dès les premières tentatives, l'adversaire avance ses pions, s'enhardit, et va à la conquête du territoire. C'est ce qui se passe aujourd'hui à l'école avec l'islam. Par culpabilité, nous nous sommes montrés complices. Cela a créé une violence sourde, un climat délétère qui, parfois, se traduit en une violence visible et effective, comme ce fut le cas pour Samara et Shemseddine, mais aussi pour Samuel Paty et Dominique Bernard. Le corps enseignant a clairement une responsabilité majeure dans cet entrisme religieux : les islamistes les plus radicaux se sont infiltrés dans l'école avant tout à cause de la passivité des professeurs. En refusant d'enseigner la laïcité, ils ont fait le lit du fanatisme religieux. Comment expliquer que des enseignantes, donc des femmes, ont pu accepter que leurs élèves de sexe féminin puissent porter des signes vestimentaires qui les dégradent ? Étienne de La Boétie avait raison sur la servitude volontaire : en défendant mordicus leur « liberté » de porter le voile, ces jeunes filles prouvent par cette seule démarche leur aliénation. Quant aux professeurs, par leur silence sur le port de l'abaya et du voile, ils ont laissé l'idéologie islamiste avancer.

En février dernier, le proviseur du lycée Maurice-Ravel a été menacé de mort après avoir demandé à une élève d'enlever son voile. Après cette altercation, le chef d'établissement a été l'objet d'un déferlement de haine sur les réseaux sociaux. Deux mois plus tard, il démissionnait. Serait-ce le signe d'une République qui recule face à la menace islamiste ?

Le cas du lycée Maurice-Ravel est révélateur : c'est de la provocation à l'état pur. Le voile, ou l'abaya, n'est pas un simple vêtement coutumier. C'est une déclaration de guerre. Or, face à une déclaration de guerre, si un profes-

seur ou un proviseur ne dit rien, c'est que l'école est perdue et que l'État est dans une situation de défaite. Dans l'affaire Maurice-Ravel, le proviseur a en effet démissionné... La peur fut-elle plus forte que l'indignation ? Notons toutefois que le fait qu'il y ait des suites judiciaires en dit long sur les soutiens financiers dont bénéficie cette élève : comment imaginer qu'une jeune fille de 17 ans scolarisée en BTS puisse se payer les meilleurs avocats, si ce n'est grâce à certaines associations qui lui ont ouvert leur bourse ?

Plusieurs enseignants du collège Jacques-Cartier, dans les Yvelines, ont exercé en décembre leur droit de retrait, s'estimant « en danger ». En cause : des propos diffamatoires tenus par certains élèves à l'égard de leur professeur de français qui a montré durant un cours une œuvre du XVIII^e siècle - *Diane et Actéon* de Giuseppe Cesari - représentant cinq femmes nues. Que penser de cette polémique ?

Désormais, dès lors que les enseignants osent heurter les croyances mortifères des élèves et de leurs parents, ils sont menacés, insultés, agressés. Cette affaire est assez représentative de l'erreur de Huntington : dans *Le Choc des civilisations*, le spécialiste des sciences politiques explique très bien que, aujourd'hui, les conflits ne se caractérisent plus par la conquête de territoires, mais plutôt par un long grignotage de l'Occident par d'autres civilisations. L'intuition de Samuel Huntington est géniale. Mais à une nuance près : nous assistons non pas à un choc des civilisations, mais plutôt à la confrontation d'une forme de barbarie à la civilisation. C'est pourquoi il est d'autant plus important de montrer en classe que la civilisation est capable de produire : l'école se doit de donner aux élèves les clés pour comprendre une civilisation.

« Les islamistes les plus radicaux se sont infiltrés dans l'école avant tout à cause de la passivité des professeurs. En refusant d'enseigner la laïcité, ils ont fait le lit du fanatisme religieux »

Que faudrait-il faire selon vous pour contrer ces dérives fondamentalistes, restaurer l'autorité des enseignants et faire en sorte que les professeurs puissent exercer leur métier en toute sérénité ?

Il faut relire *Surveiller et punir* de Michel Foucault : toucher le corps du roi, c'est toucher au sacré. Fut un temps, le corps des instituteurs relevait du sacré. À l'époque, élever la voix face à son professeur était impensable. Le tuer n'était même pas imaginable. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas : des professeurs agressés physiquement et verbalement par leurs élèves, cela fait désormais partie de la banalité du quotidien. C'est l'héritage de la loi Jospin qui, en 1989, a donné un droit d'expression aux élèves. Cela a eu pour conséquences la sanctuarisation de la bêtise et la remise en cause de la parole des enseignants. À coups de « c'est mon droit », les élèves peuvent désormais dire que « c'est leur droit » de croire que la Terre est plate, comme « c'est leur droit » de penser que la loi de la charia est supérieure à celle de la République. Des revendications souvent appuyées par les parents, qui viennent réclamer des comptes aux chefs d'établissement.

Pour éviter ces dérives idéologiques, il faudrait donc à nouveau sacraliser la parole du maître. Notamment en ne recrutant pas des professeurs aux concepts pédagogiques et didactiques creux : insister pour que les élèves pratiquent l'écriture inclusive, c'est dégrader le statut de professeur. Il faut revenir aux principes fondamentaux : la langue, l'histoire, les sciences et la laïcité. C'est cela le point névralgique de mon livre : il n'y a que la laïcité qui puisse nous sauver de l'entrisme islamique. ■

« L'École sous emprise », Jean-Paul Brighelli, L'Archipel, 200 p., 19 €.

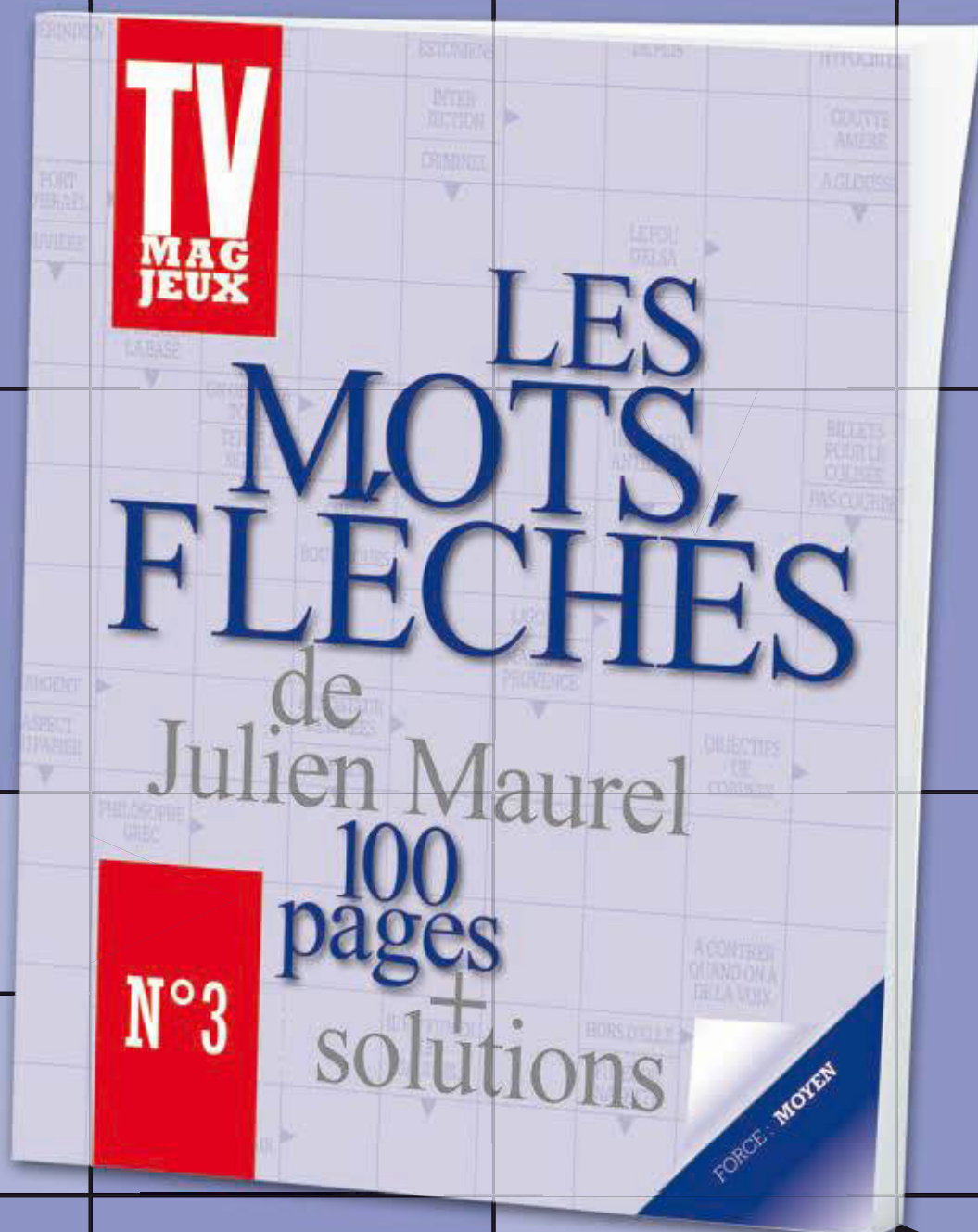


L'ÉQUIPE DE GREG

Décryptages & analyses, supplément fous rires

la chaîne **L'ÉQUIPE**

N°3
NOUVEAU



6,90 €

LES MOTS FLÉCHÉS DE JULIEN MAUREL

EN VENTE ACTUELLEMENT chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

MERCREDI
4 SEPTEMBRE



LA FOIRE AUX VINS



LANGUEDOC-ROUSSILLON

Pic Saint-Loup BIO

Puech-Haut
La Closerie du Pic
2023 AOP



9.99€
• 1 L = 13,32 €



LOIRE

Savennières

Philippe Socheleau
Éole
2023 AOP

10.95€
• 1 L = 14,60 €



Vin de France

Balard
Sans alcool

4.95€
• 1 L = 6,60 €

**-18
ans**

LA LOI INTERDIT
LA VENTE D'ALCOOL
AUX MINEURS
DES CONTRÔLES SONT
RÉALISÉS EN CAISSE

Toutes les bouteilles sont de contenance 75 cl sauf mention particulière. Suggestions de présentation.

⁽¹⁾ Prix remporté sur la base d'un sondage représentatif auprès de 2825 clients de 38 cavistes réalisé en mai 2023, méthode CAWI (computer assisted web interview). Distinction délivrée par l'Institut de la Qualité (IAQ).

La distinction se réfère à Lidl en tant que caviste dans son ensemble et non à des offres individuelles.

*Offre valable sur 6 bouteilles identiques achetées.

Année 2024 - Photos non contractuelles - LIDL RCS NANTERRE 343 262 622 - Sauf erreurs typographiques.



SCANNEZ
pour retrouver
le catalogue

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

LE FIGARO économie



SOCIAL

**RSA CONTRE ACTIVITÉ :
LES PREMIÈRES REMONTÉES
DU TERRAIN SONT POSITIVES** PAGE 24

DURALEX

**LE VERRIER MISE
SUR LE «MADE IN FRANCE»
POUR SE RELANCER** PAGE 27



Les démocraties haussent le ton face aux réseaux sociaux

Le Brésil interdit X, la France met en examen le fondateur de Telegram... Désormais, la justice n'hésite plus à sanctionner les acteurs qui refusent de coopérer avec elle.

L'arrestation et la mise en examen à Paris du Russe Pavel Durov, fondateur et PDG de la messagerie Telegram. Quelques jours plus tard, la suspension du réseau social X au Brésil, où la plateforme compte 22 millions d'utilisateurs. Malgré leurs différences, ces deux actualités secouant le monde de la tech se télescopent. C'est la première fois que des démocraties, par la voie de leur système judiciaire, prennent des mesures aussi radicales contre des réseaux sociaux et leurs représentants. Il faut dire que ces derniers, pointés du doigt comme les

mauvais élèves des plateformes sociales, ont joué avec le feu. Les autorités judiciaires françaises ont été excédées par le manque de coopération de Telegram lors de leurs enquêtes sur des réseaux pédo-criminels. Elon Musk n'a, lui, pas voulu céder aux demandes de

la justice brésilienne de suspendre des comptes accusés de propager de la désinformation. Si certains voient un retour en force des États face à des réseaux sociaux sourds à la loi, d'autres estiment qu'il s'agit d'actes désespérés face à des plateformes toutes-puissantes.

la justice brésilienne de suspendre des comptes accusés de propager de la désinformation. Si certains voient un retour en force des États face à des réseaux sociaux sourds à la loi, d'autres estiment qu'il s'agit d'actes désespérés face à des plateformes toutes-puissantes.

➔ **MENACÉ DE «PRISON À VIE» PAR TRUMP, MARK ZUCKERBERG TENTE D'ARRONDIR LES ANGLES** PAGES 22 ET 23



La baisse du coût du crédit, bol d'air pour l'immobilier

Le taux moyen pour emprunter à 20 ans est passé à 3,6 %, après avoir atteint 4,2 % fin 2023. Les experts s'attendent à de nouveaux reculs. De quoi redonner quelques marges de manœuvre aux acheteurs.

PAGE 25

> FOCUS

VOLKSWAGEN TENTE DE FERMER DES USINES EN ALLEMAGNE

Coup de tonnerre dans l'automobile allemande. Pour la première fois de son histoire, Volkswagen, qui a son siège à Wolfsburg, envisage de fermer des usines outre-Rhin. Le PDG du groupe, Oliver Blume, a évoqué cette éventualité dans une note interne. «L'Allemagne perd de plus en plus de terrain en termes de compétitivité. Des fermetures d'usines sur les sites de production de véhicules et de composants ne peuvent plus être exclues», écrit-il. Le couperet pourrait s'abattre sur des sites de la marque historique, VW, particulièrement mal en point actuellement. «La situation est extrêmement tendue et ne peut pas être retournée par de simples mesures de réduction des coûts», a reconnu Thomas Schaefer, directeur de la marque VW.

Dans l'œil du cyclone : les sites d'Osnabrück en Basse-Saxe et de Dresde en Saxe. Volkswagen a reconnu qu'il devrait revenir sur son accord de ne pas supprimer d'emplois jusqu'en 2029. Si le constructeur en est là, c'est qu'il a pris trop tard le tournant du véhicule électrique. En tout cas, beaucoup moins vite que les marques chinoises (BYD, Nio, Chery...). Résultat : sa part de marché en Chine, premier marché mondial, a fondu à toute vitesse. Et, maintenant, il doit affronter ces mêmes Chinois en Europe.

Au cours des cinq dernières années, Volkswagen a perdu un tiers de sa valeur en Bourse, la plus mauvaise performance parmi les principaux constructeurs européens cotés. Lundi, l'action Volkswagen a pris 1,68 %, à 102,70 euros.

JEAN-YVES GUÉRIN

le PLUS du FIGARO ÉCO

VINTED

La plateforme lituanienne est désormais rentable

PAGE 26

LA SÉANCE

DU LUNDI 02 SEPTEMBRE 2024

CAC 40
7646,42 +0,20%

DOW JONES
41563,08 +0,55%

ONCE D'OR
2424,00 (2424,00)

PÉTROLE (Brent)
77,000 (78,820)

EUROSTOXX 50
4971,83 +0,28%

FOOTSE
8363,84 -0,15%

NASDAQ
19574,64 +1,29%

NIKKEI
38700,87 +0,14%

L'HISTOIRE

Dubaï reste la ville la plus prisée des cadres nomades numériques

Le nomadisme numérique est devenu chose courante depuis la pandémie. Et l'aventure ne tente pas que les jeunes du monde du travail, elle séduit aussi les cadres plus âgés.

Pour la deuxième année consécutive, Dubaï conserve sa position de ville la plus attractive selon le dernier indice de Savills, société de conseil en immobilier qui classe chaque année les 25 destinations fétiches de ces travailleurs à distance. Visa, climat agréable, infrastructures et logements de rêve sont les critères évalués. La métropole de la démesure, qui ambitionne de doubler la taille de son économie pour propulser le riche pays du Golfe parmi les principaux centres financiers au monde, est talonnée par la capitale des Émirats arabes unis, Abu Dhabi, qui gagne deux places en un an.

Cela, grâce à la rapidité de sa connexion internet. Dubaï garde la tête du classement en raison de «sa connectivité impressionnante», son aéroport international étant le plus fréquenté au monde par les voyageurs étrangers. Selon l'étude, les cadres nomades voyagent parfois en famille et recherchent avant tout sécurité,

santé et éducation, le tout dans un cadre de vie confortable. C'est donc sans surprise que les villes côtières telles que Malaga (Espagne), Miami et Lisbonne, caracolent toujours en tête du classement. En 2024, de nouvelles villes comme Palerme, Le Cap, ou encore San José (Costa Rica) font leur entrée. Les globes-trotteurs apprécient leurs plages tout comme les loyers attractifs et «une «vibe» unique», selon le terme usité pour désigner l'ambiance, l'énergie d'un lieu. ■ CLARA GALTIER



Xavier Niel entre au conseil de la maison mère de TikTok

Nouvelle casquette pour Xavier Niel. Le fondateur de Free, qui se produira le 18 septembre prochain à l'Olympia dans une conférence expliquant «Comment devenir milliardaire», est hyperactif en cette rentrée. Selon le média américain The Information, il aurait rejoint il y a peu le conseil d'administration du géant chinois ByteDance, la maison mère de TikTok. Sans toutefois prendre une part du capital de l'entreprise. Une arrivée en pleine tempête réglementaire, notamment outre-Atlantique, où le réseau social est menacé par une interdiction d'opérer s'il ne coupe pas tous ses liens avec son pays d'origine. En Europe, l'entreprise est régulièrement dans le viseur de Bruxelles et de Paris, où elle a fait l'objet d'une commission d'enquête parlementaire en 2023. Interrogé par Le Figaro, le milliardaire n'a pas donné plus de détails sur les raisons de cette implication et son

rôle futur. Dans la presse chinoise, les représentants de ByteDance se sont, eux, félicités des «conseils» et de l'«inspiration» apportés par l'entrepreneur à l'avenir. Omniprésent sur le front de l'IA ces derniers mois avec sa filiale, Scaleway, et le laboratoire de recherche en IA fondé à Paris, Kyutai, Xavier Niel a aussi une solide connaissance de l'environnement réglementaire du numérique en Europe à faire valoir.

Il ne s'agit pas de la première incursion de l'homme d'affaires dans les conseils d'administration de sociétés. L'entrepreneur est déjà membre des boards du fonds américain KKR, de l'opérateur britannique Vodafone et du géant de l'immobilier commercial Unibail Rodamco Westfield, dont il est actionnaire. Au conseil de ByteDance, Xavier Niel remplacera Philippe Lafond, le fondateur du fonds d'investissement Coatue Management.

LUCAS MEDIAVILLA

Les États démocratiques haussent le ton face à X et Telegram

Keren Lentschner et Lucas Mediavilla

La justice des États muscle sa réponse aux plateformes et place les fondateurs devant leurs responsabilités face à la désinformation et les contenus illicites.

Pavel Dourov, PDG de Telegram, mis en examen à Paris : le réseau X (ex-Twitter) suspendu au Brésil. En l'espace de quelques jours, l'état s'est resserré autour des deux plateformes, prises dans une tourmente sans précédent. Jamais la justice de deux démocraties n'avait pris de telles mesures à l'encontre de réseaux sociaux. Vendredi, un juge de la Cour suprême brésilienne, Alexandre de Moraes, a ordonné la mise à l'arrêt de X dans le pays dans les 24 heures. Un coup dur pour le réseau social dont le Brésil est le quatrième marché mondial avec 22 millions d'utilisateurs. « La liberté d'expression est le fondement de la démocratie et, au Brésil, un pseudo-juge non élu est en train de la détruire à cause de motivations politiques », avait réagi Elon Musk, propriétaire de X.

Le couperet est tombé vendredi, car le milliardaire avait refusé de nommer un responsable légal de la plateforme dans le pays. Mais le bras de fer entre Musk et ce juge, figure de la lutte contre la désinformation, dure depuis plusieurs mois. Motif : X refuse de suspendre 140 comptes de militants de droite, dont des parlementaires et des figures de la classe politique locale, accusés de propager la désinformation. Et ce, dans un contexte politique chargé : dans moins d'un mois auront lieu des élections municipales

« Les frontières sont réapparues dans le monde numérique. L'internet se morcelle. Face à la montée en puissance des plateformes, chacun peut faire sa police »

Étienne Drouard Associé au sein du cabinet Hogan Lovells

qui permettront de mesurer le rapport de force entre le camp du président de gauche Lula - qui soutient la suspension de X - et la droite, qui a fait d'Elon Musk son champion. Le juge a prévenu X que l'utilisation d'un VPN pour contourner le blocage exposerait les internautes brésiliens à une amende de 9000 dollars par jour. « C'est un acte majeur qui rappelle à tous que dans nos démocraties, la fermeture d'une plateforme peut avoir lieu », constate un expert qui rappelle qu'un tel scénario peut aussi avoir lieu en Europe, sur ordre d'un juge, dans le cadre du Règlement sur les services numériques (DSA).

Également dans le viseur de la justice brésilienne, une autre société d'Elon Musk, Starlink, qui compte 250 000 clients dans le pays et dont les avions ont été gelés. Starlink a prévenu qu'il se battrait contre cette décision, prêt à rendre son service gratuit au Brésil en cas de nécessité. « On va voir combien de fois il faut que la foudre le frappe pour qu'il agisse », lâche un observateur, en référence à Elon Musk.

À 10 000 km de là, à l'aéroport du Bourget, le serrage de vis a pris une tournure plus spectaculaire encore. Le 26 août, débarquant de son jet privé en provenance d'Azerbaïdjan, le milliardaire et fondateur de l'application Telegram (950 millions d'utilisateurs dans le monde), Pavel Dourov, a été intercepté par la gendarmerie des transports aériens française avant d'être placé en garde à vue pendant 96 heures. Mercredi dernier, l'homme d'affaires d'origine russe aux passeports

français et émirati a été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire. Il lui est reproché sa complicité dans la mise à disposition et l'administration d'une plateforme qui a permis des transactions illicites, la diffusion d'images pédopornographiques ou encore le trafic en bande organisée. La justice reproche aussi à Dourov son manque de coopération répété avec les autorités françaises. La procédure a choqué par sa soudaineté. Le début de l'enquête n'avait pas été rendu public, tout comme l'information judiciaire. Au contraire de TikTok ou X, Telegram n'avait pas été l'objet de quelconque plainte à Bruxelles, ou au niveau de l'État français. Certes, depuis deux ans, les autorités tentent d'obtenir des informations de la plateforme notamment sur le volet de la pédopornographie. Sans succès.

« Dans un cas comme dans l'autre, c'est la première fois que la justice va aussi loin », déclare Étienne Drouard, associé au sein du cabinet Hogan Lovells. Pendant une vingtaine d'années, les États regardaient l'innovation traverser les frontières et semblaient impuissants face aux dérives. Ils n'ont plus les mêmes pudeurs qu'avant. Les frontières sont réapparues dans le monde numérique. L'internet se morcelle. Face à la montée en puissance des plateformes, chacun peut faire sa police. Pour plusieurs experts, ces épisodes marquent ainsi un retour du régali. « Il y a eu pendant longtemps cette conviction que les géants de la Tech avaient remplacé les États, renchérit la politologue Asma Mhalla, auteur de l'essai *Technopolitique* (Seuil). Le télescopage de ces deux événements

Elon Musk, propriétaire de X.



montre au contraire que la souveraineté finale est celle des États, par le biais de la loi.

Si les gouvernements sont faibles, les appareils restent solides. »

« La perception selon laquelle le numérique est une zone de non-droit est en train de s'inverser », ajoute un expert de la Tech, qui considère le secteur « à la croisée des chemins ». De quoi convaincre l'ensemble des plateformes de se tenir à carreau ? « Ces décisions auront un impact pédagogique et vertueux, juge encore cet expert. C'est l'effet démonstratif de la justice. » Pour Étienne Drouard, cette radicalité autour des plateformes traduit pourtant aussi « une forme de désespoir et d'impossibilité à laquelle est confrontée la justice pour lutter contre la cybercriminalité ». L'expert rappelle notamment la décision prise en mai par le gouvernement français de suspendre le fonctionnement de TikTok en Nouvelle-Calédonie, car la plateforme était utilisée par les émeutiers.

Dans ce dernier cas, il s'agissait néanmoins d'une décision purement

22 millions
d'utilisateurs de X au Brésil

réglementaire. Dans le cas de Pavel Dourov, c'est par la voie pénale que le parquet de Paris s'est emparé de l'affaire. Une preuve que gouvernants et juges multiplient les angles d'attaque pour faire appliquer les règles imposées par les États. Ces deux dernières années, la justice française s'est d'ailleurs donné les moyens d'aller plus loin dans la lutte contre les délits et crimes en ligne et d'aller imputer des faits à des personnes physiques plutôt que morales. C'est notamment le cas à travers la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (Lopmi) de 2023. Dans la mise en examen de Dourov, le parquet de Paris se réfère directement à cette nouvelle loi et au délit de

« complicité d'administration d'une plateforme en ligne pour permettre une transaction illicite, en bande organisée ». Cette loi avait déjà permis, début 2024, de faire fermer le site coccog, un repaire de délinquants sexuels, et d'interpeller son fondateur en Bulgarie ainsi que trois autres administrateurs de la plateforme.

Dans le cas de Telegram, la complicité du milliardaire sera sûrement difficile à prouver, car il faudrait pouvoir imputer à l'homme d'affaires l'intention de laisser prospérer ces méfaits. « Il sera plus simple pour un juge de constater l'absence de coopération et la sanctionner. Par la nature du service proposé par Telegram, la volonté technologique de protéger les communications, il devait arriver à cette impasse », indique encore Étienne Drouard. L'avocat du milliardaire, David-Olivier Kaminsky, plaide encore l'innocence de Dourov, jugeant qu'il est « totalement absurde de penser que le responsable d'un réseau social puisse être impliqué dans des faits criminels ».

Menacé de « prison à vie » par Trump, Mark Zuckerberg tente d'arron

Chloé Woltier

Nous avons Mark Zuckerberg à l'œil. S'il fait quelque chose d'illégal, il passera le reste de sa vie en prison - comme tous ceux qui interfèrent avec la présidentielle de 2024. » Cet avertissement, qui figure dans son livre *Save America*, paraît ce mardi, est signé Donald Trump. En légende

d'une photo de lui et du PDG du groupe Meta, l'ex-président des États-Unis dénonce l'hypocrisie supposée de l'entrepreneur, « qui vient dîner avec sa charmante épouse à la Maison-Blanche, qui se montre aussi sympathique qu'on puisse l'être, tout en complotant » dans son dos afin d'empêcher sa réélection en 2020, affirme-t-il, sans apporter de preuves.

Ces quelques lignes disent tout de la pression que met le camp

républicain sur le patron de Facebook à deux mois de l'élection présidentielle. Elle illustre aussi l'opinion exécrable que le candidat républicain entretient envers le roi des réseaux sociaux. « Si on se débarrasse de TikTok, alors Facebook et Zuckershmuck (erreur volontaire et insultante, NDLR) vont gagner deux fois plus d'argent. Je ne veux pas que Facebook aille mieux. Ils sont les véritables ennemis du peuple ! », clamait en mars dernier celui qui, quatre ans plus tôt, voulait pourtant bannir le réseau social chinois...

Donald Trump n'a jamais digéré d'avoir été exclu de Facebook et d'Instagram au lendemain des émeutes du Capitole de janvier 2021. Mais le camp conservateur entretient aussi l'idée que Mark Zuckerberg et son épouse, Priscilla, auraient aidé à la victoire de Joe Biden grâce à un don illégal de 400 millions de dollars.

Les époux ont versé en 2020 ces « Zuckerbucks », comme les surnomment certains républicains, à deux ONG qui les ont ensuite reversés à des milliers de bureaux de vote sous-financés. Objectif officiel : aider ces derniers à faire face aux frais inattendus d'un scrutin en temps de pandémie : mise en place de bureaux « sans contact », traitement des bulletins envoyés par correspondance... Selon le camp Trump, cet argent aurait, en fait, bénéficié aux circonscriptions favorables aux démocrates. La polémique, qui

nourrit la rhétorique d'une « élection volée », est telle que, à ce jour, 27 États américains ont interdit ou strictement encadré ce type de donation privée.

Difficile pour Meta d'ignorer ces menaces alors que J.D. Vance, le colistier de Donald Trump, appelle à démanteler les grandes entreprises américaines de la tech. Mark Zuckerberg semble donc bien décidé, ces dernières semaines, à arrondir les angles avec les conservateurs. Le 19 juillet, le PDG est ainsi revenu sur la tentative d'assassinat contre le candidat républicain. « Voir Donald Trump se relever, le poing en l'air, avec le drapeau américain... c'est l'une des choses les plus "badass" que j'ai vu de ma vie, s'exclame-t-il au micro de Bloomberg. En tant qu'Américain, il est difficile de ne pas être ému par cet esprit de combat, et je pense que c'est la raison pour laquelle beaucoup de gens l'apprécient. »

Commission d'enquête

Outre la flatterie, le milliardaire s'est engagé fin août à ne soutenir aucun des deux candidats à la Maison-Blanche. « Mon objectif est d'être neutre et de ne pas jouer un quelconque rôle dans ce scrutin - ou même d'avoir l'air d'en jouer un. Je ne ferai donc aucune donation lors de ces élections », écrit-il.

Cet engagement apparaît dans une lettre, qui a été brandie comme un trophée par le Parti républicain. Dans cette missive adressée au député Jim Jordan, qui mène une commission

Mark Zuckerberg, PDG du groupe Meta.



CHARLES PLATAUREL/REUTERS, MARIANSTOCK ADOBE



La Cour des comptes européenne s'inquiète des retards du plan de relance post-Covid

Florentin Collomp

Sur les 724 milliards de ce plan d'aide massif européen, moins d'un tiers avait été utilisé par les États fin 2023 et encore moins distribué aux bénéficiaires finaux.

À l'aube du second mandat d'Ursula von der Leyen à la tête de la Commission européenne, la Cour des comptes de l'Union dresse un bilan à mi-parcours de l'une de ses grandes réalisations : le fonds de relance post-Covid de 800 milliards d'euros. Un plan massif d'aide aux États affectés par la pandémie, impulsé par Emmanuel Macron et Angela Merkel, adopté à l'été 2020 et axé, pour la première fois, sur un emprunt mutualisé. Alors que l'injection de ces fonds doit s'étaler jusqu'à 2026, la Cour des comptes européenne s'inquiète, dans un rapport publié lundi, de retards dans la mise en œuvre et de la diffusion de ces fonds considérables dans l'économie réelle.

Sur l'enveloppe totale de 800 milliards d'euros, l'essentiel, 724 milliards d'euros, concerne la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR), visant à aider les États à accélérer la transition climatique et la numérisation de l'économie par des subventions et des prêts. Sur cette somme, dont le déboursement doit s'étaler entre 2021 et 2026, moins d'un tiers (213 milliards) avait été versé aux États à la fin 2023, selon le rapport. « Les trois premières années ont été marquées par des retards dans le décaissement des fonds et dans la mise en œuvre des projets », pointe le document.

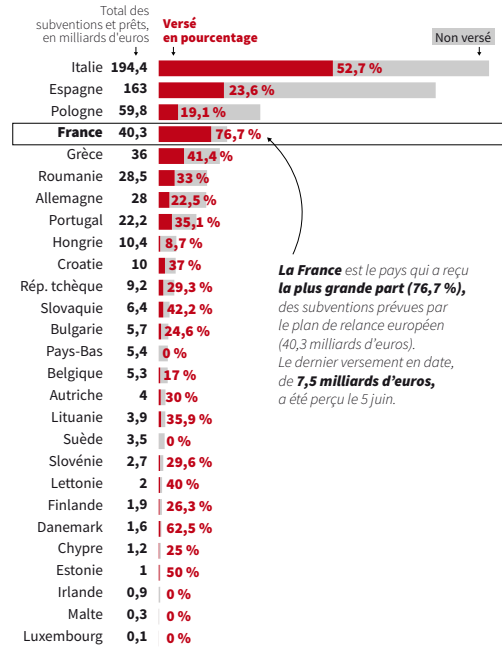
« Absorption rapide et efficace »

Les auditeurs européens s'inquiètent du risque que, les retards s'accumulant, les objectifs du fonds ne soient pas atteints et que les États reçoivent des aides sans en faire bon usage. Selon ses calculs, seule la moitié des fonds reçus aurait, à ce stade, touché les utilisateurs finaux. D'ailleurs, « on peine parfois à comprendre qui est le bénéficiaire final », note Ivana Maletic, membre de la Cour des comptes qui a supervisé le rapport, pointant que les fonds restent parfois bloqués au sein d'une administration ou d'un établissement financier public ou privé.

« Nous travaillons en étroite collaboration avec les États membres pour soutenir leur absorption rapide et efficace des fonds du FRR, notamment pour garantir que les fonds parviennent aux citoyens et aux entreprises le plus rapidement possible », a réagi la Commission

La France a déjà reçu les trois quarts des fonds

Montants perçus par chaque État membre, au 5 juin 2024



La France est le pays qui a reçu le plus grande part (76,7 %), des subventions prévues par le plan de relance européen (40,3 milliards d'euros). Le dernier versement en date, de 7,5 milliards d'euros, a été perçu le 5 juin.

Source : Commission européenne

sion dans un communiqué qui juge le rapport de la Cour des comptes « globalement positif ».

À cet effet, l'exécutif bruxellois avait mis en place un système assez complexe de baromètre de l'avancement du plan de relance décliné dans chaque pays. Les décaissements annuels ou bisannuels de l'aide sont conditionnés à la mise en œuvre de « jalons » et de « cibles » définis pour qualifier les réformes et investissements décidés d'un commun accord entre l'État membre et Bruxelles. Il peut s'agir d'isolation thermique de

bâtiments, de création de lignes de chemin de fer, d'investissements énergétiques, de numérisation d'administrations ou d'entreprises ou de réformes sociales.

L'exécution concrète de ce dispositif varie beaucoup d'un État à l'autre. La France figure parmi les « bons élèves », avec 60 % des fonds alloués (40,3 milliards d'euros au total) perçus fin 2023 (76,7 % fin juin 2024) et 53 % des objectifs fixés remplis. C'est en partie le fait d'une administration nationale et territoriale bien huilée. C'est moins le cas en Italie, qui a reçu

la moitié de son énorme enveloppe de 194,4 milliards d'euros, mais atteint seulement 34 % de ses jalons, notamment en raison d'un déficit de compétences locales pour mettre en place les investissements ou les réformes sur le terrain. Cela a donné lieu à des tensions entre Bruxelles et le gouvernement de Giorgia Meloni. Son ministre de l'Économie, Giancarlo Giorgetti, ironisait cet été sur un mécanisme « qui ressemble aux plans quinquennaux de l'Union soviétique ».

Intenses tractations

La réussite du plan de relance post-Covid est essentielle pour Ursula von der Leyen. D'abord, parce qu'il définira en grande partie le bilan de son premier mandat. Ensuite, parce qu'elle ambitionne précisément de s'inspirer de son fonctionnement pour lier à des résultats concrets les subventions européennes aux États membres dans le cadre du prochain budget pluriannuel de l'Union, pour la période 2028-2035. Ce sera l'un des dossiers chauds de son second mandat, objet d'intenses tractations entre les Vingt-Sept.

Les difficultés de réalisation du plan de relance dépendent en partie de son impact sur les économies respectives. Pour une dizaine d'États (Allemagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Suède...) les fonds représentent moins de 1 % de leur PIB. Pour d'autres, dont la Bulgarie, la Croatie, ou la Grèce, l'aide exceptionnelle de l'UE pèse près de 10 % de la richesse annuelle produite. Une manne extraordinaire, qui peut se révéler proportionnellement lourde à déployer. « L'un des objectifs de ce plan était de fournir des moyens rapidement aux États membres pour relancer leur économie après le Covid. C'est positif. Mais il faut s'assurer que cet argent atteigne bien les objectifs fixés, le verdissement et la numérisation des économies, et ne soit pas uniquement de la liquidité budgétaire », prévient Ivana Maletic, de la Cour des comptes de Luxembourg. Sa crainte : qu'avant la date limite de 2026, les États se ruent pour réclamer les derniers versements auxquels ils peuvent prétendre, sans déployer les projets associés. La Cour estime qu'il vaudrait mieux, si besoin, étendre les délais pour s'assurer de la bonne utilisation de ces moyens. ■

dir les angles

d'enquête sur la supposée censure des discours conservateurs sur les réseaux sociaux, le PDG de Meta évoque les « pressions répétées des hauts fonctionnaires de l'Administration Biden » pour que son groupe « censure » en 2021 « certains contenus autour du Covid-19, y compris l'humour et la satire ». « Je crois que la pression du gouvernement était une erreur, et je regrette que nous n'ayons pas davantage pris la parole à ce sujet », poursuit Mark Zuckerberg, tout en précisant que les décisions de retirer ou non les contenus étaient celles du groupe Meta, « et nous les assumons ». « C'est une victoire pour la liberté d'expression », ont commenté les élus républicains.

« Pourquoi Zuckerberg a envoyé une telle lettre ? Pour signaler aux républicains qu'il n'a rien contre eux », commente Nina Jankowicz, spécialiste de la lutte contre la désinformation, Katie Harbath, ancienne directrice des politiques de modération de Facebook (2011-2021), rappelle dans sa newsletter que « Meta, qui est coincé entre le marteau et l'enclume » des camps républicains et démocrates, « joue avec cette lettre sur une ligne très fine ». « Mark (Zuckerberg) ne souhaite vraiment pas être mêlé aux polémiques politiques cet automne », poursuit-elle. Les prochaines semaines montreront si sa stratégie d'apaisement fonctionne. ■

➤ Lire aussi PAGE 28

Le Canada opère un virage sur l'immigration

Armelle Bohineux

La hausse du chômage et les difficultés économiques incitent le gouvernement à réduire le nombre de travailleurs étrangers jusqu'ici accueillis massivement.

Le Canada, particulièrement accueillant pour les travailleurs étrangers ces dernières années, change son fusil d'épaule. Le premier ministre, Justin Trudeau, a annoncé la semaine dernière qu'Ottawa, qui a mis en place une politique d'immigration très ouverte, allait « réduire le recours au programme » qui permet de « faire entrer des travailleurs étrangers temporaires faiblement rémunérés ». Les restrictions concerneront aussi « les postes à haut salaire », a-t-il ajouté.

C'est un changement radical pour le libéral Trudeau, qui a défendu l'ouverture du Canada aux migrants et accueilli à bras ouverts des réfugiés en provenance de pays ravagés par la guerre comme la Syrie et l'Ukraine. Ottawa a mis au point un programme, élargi en 2022, qui permet à des non-canadiens de venir travailler dans le pays pour quelques mois ou plusieurs années. Destiné à combler les pénuries de main-d'œuvre, ce plan a connu une croissance spectaculaire. Mais il est critiqué pour ses abus. Les permis rendent les travailleurs dépendants de leurs employeurs et ceux-ci recourent parfois à la sous-rémunération voire à la maltraitance tandis que les

immigrés concernés ont du mal à accéder aux services de santé. Un rapporteur spécial des Nations unies a carrément qualifié mi-août ce programme de « terreau fertile pour les formes contemporaines d'esclavage ».

Les nouvelles règles, qui entreront en vigueur le 26 septembre, prévoient de rétablir l'interdiction de délivrer des permis de travail à des travailleurs étrangers pour des emplois faiblement rémunérés dans les villes où le chômage atteint 6 %. Elles réduisent aussi à 10 % le part de cette main-d'œuvre dans les entreprises et ramènent de deux à un an la durée du permis de travail de ces travailleurs. Ces changements, qui exemptent de secteurs comme la santé ou l'agriculture, surtout dans les régions reculées, « donneront la priorité aux travailleurs canadiens en réduisant d'environ 65 000 le nombre d'étrangers temporaires », a précisé le ministre de l'Emploi, Randy Boissonnault.

Le gouvernement s'est engagé à d'autres mesures pour réduire à 5 % de la population totale (41 millions d'habitants) le nombre de résidents temporaires, qui s'élevait à 6,8 % en avril. Par ailleurs, depuis mercredi, le ministère

fédéral de l'Immigration interdit aux étrangers présents grâce à un visa visiteur de demander un permis de travail. Tandis qu'au Québec, des mesures limiteront l'immigration dès le 3 septembre. « Le Québec a clairement excédé sa capacité d'intégration », estimait le 20 août son premier ministre, François Legault.

Pression des États-Unis

Justin Trudeau, qui annoncera un plan plus détaillé à l'automne, veut aussi s'attaquer aux résidents permanents. En 2021, près de 22 % de la population canadienne était constituée de migrants. En 2023, selon l'agence Statistique Canada, le pays a connu sa plus forte croissance démographique depuis 1957. Malgré un taux de fécondité de 1,33 enfant par femme, il a vu sa population augmenter de près 1,3 million d'habitants. Ce qui représente une croissance due à 97,6 % à l'immigration, temporaire et permanente.

L'an dernier également, le taux de chômage a grimpé à 6,4 %. Et le programme des travailleurs étrangers, s'il a aidé le Canada à se remettre de la pandémie, est de plus en plus accusé d'être responsable du coût élevé des loyers, de la pression sur le système de santé et de

la difficulté des jeunes Canadiens à trouver du travail. Le chef du Parti conservateur, Pierre Poilievre, a fait de la montée en flèche des prix et de la morosité de l'économie un élément central de sa campagne électorale. « Nous devons avoir une croissance démographique plus faible », a-t-il déclaré alors qu'une part croissante de Canadiens estiment que le pays accueille trop d'immigrants.

Dans le camp adverse, Justin Trudeau est à la traîne dans les sondages avant les élections prévues l'année prochaine. Par ailleurs, il subit des pressions croissantes de la part des États-Unis pour endiguer le flux de travailleurs migrants qui traversent la frontière. Autant de raisons de freiner les arrivées d'étrangers sur le sol canadien. Que les chefs d'entreprise sont nombreux à ne pas partager. Une réduction de l'immigration temporaire pourrait même avoir des « conséquences économiques catastrophiques » pour les entreprises et limiter leur potentiel de croissance, juge Nancy Healey, défenseur des entreprises au sein de la Commission de l'assurance-emploi du Canada (CAEC). De nombreux secteurs, dont le bâtiment, ont longtemps subi des pénuries de main-d'œuvre. ■

Thomas Engrand

Les bénéficiaires sont mieux accompagnés et leur retour à l'emploi favorisé. La mesure doit être généralisée au 1^{er} janvier 2025.

C'est un fait assez rare pour être noté : parmi les nombreuses réformes du marché du travail mises en place sous la présidence d'Emmanuel Macron, il est une qui n'est pas constamment descendue en flèche par le Nouveau Front populaire (NFP) : la réforme du revenu de solidarité active (RSA). Certes, le programme de la gauche fait mention « d'annuler les réformes Macron sur le revenu de solidarité active » mais depuis aucune déclaration publique ou presque n'a été entendue sur le sujet.

L'enjeu est pourtant immense puisqu'il s'agit d'obliger les allocataires de ce minimum social à s'inscrire à France Travail et donc à entreprendre une recherche active d'emploi – ce qui n'est le cas que pour 40 % d'entre eux aujourd'hui. Conscients qu'il s'agit là d'un public présentant des freins et des besoins spécifiques, la prise en charge et le suivi sont renforcés. Un travail conjoint de l'opérateur public de l'emploi et du département. En contrepartie, le bénéficiaire s'engage à réaliser quinze heures d'activité par semaine. Tout ce qui permet de revenir vers l'emploi est comptabilisé – écriture de CV, formations, entretiens, découverte en entreprise... Très loin de l'idée d'un travail forcé que certains avaient un temps vouée aux gémonies. Sans cette contrepartie, le versement du RSA peut être suspendu.

Depuis avril 2023, dix-huit territoires se sont portés volontaires pour expérimenter cet « accueil renforcé » des allocataires du RSA et 29 autres les ont rejoints en mars 2024. Des essais riches d'enseignements alors que se profile au 1^{er} janvier une généralisation à l'ensemble du pays. Le nombre d'individus à accompagner passera ainsi de 40 000 aujourd'hui à plus de 2 millions. Cette montée en puissance se fera toutefois progressivement jusqu'en 2027.

Si le NFP ne se fait guère entendre dernièrement pour critiquer cette réforme, peut-être est-ce parce qu'après plus d'un an de mise en pratique les retours sont unanimement



Depuis avril 2023, dix-huit territoires se sont portés volontaires pour expérimenter cet « accueil renforcé » des allocataires et 29 autres les ont rejoints en mars.

RSA contre activité : premières remontées positives du terrain

« encourageants », se réjouit Paul Bazin, directeur général délégué de France Travail. Premier motif de satisfaction : une meilleure connaissance des allocataires. « Entre l'ouverture des droits au RSA et le premier rendez-vous avec un conseiller, le délai moyen est de 15 jours contre trois mois hors expérimentation », souligne-t-il. L'enjeu d'une prise de contact rapide est essentiel pour ne pas laisser l'individu s'éloigner durablement du marché de l'emploi. Résultat, parmi les nouveaux bénéficiaires reçus, « deux tiers sont fléchés vers un parcours professionnel ou socioprofessionnel, c'est-à-dire que rien n'empêche un retour rapide à l'emploi », ajoute Paul Bazin. Parmi eux, la moitié accède à un poste lors des six premiers mois suivant leur entrée en parcours et 21 % à un emploi durable. »

Même satisfaction au sein des départements pilotes. « Les comparaisons ne sont pas toujours faciles mais on voit une nette amélioration du nom-

bre d'allocataires qui reviennent vers l'emploi », souligne Céline Hoyaux, responsable adjointe de la Maison Nord Emploi Roubaix-Tourcoing. Le fruit d'un cercle vertueux, selon elle : « Grâce au premier entretien, on peut dorénavant répondre rapidement à de nombreuses questions que se pose le bénéficiaire au lieu de le renvoyer vers tel ou tel service. » En conséquence, « la personne peut entrer plus vite dans son travail de recherche ». Enfin, « le regard du monde professionnel a évolué vis-à-vis de ces publics ».

L'enjeu de la généralisation

Les quinze heures d'activité ne semblent plus heurter personne : « une fois expliquée, les craintes sont levées et les allocataires nous font remonter un grand effort d'écoute », ajoute Céline Hoyaux. Même les sanctions font davantage sens. « C'est un nouveau contrat donnant-donnant », explique Frédéric Bierry, président de la collectivité européenne d'Alsace, c'est de

l'argent public et le RSA n'est pas un revenu d'existence mais d'insertion. »

Reste que si pour le moment tout se passe au mieux, la généralisation se dresse comme une montagne devant France Travail et les départements. « Cette étape est un saut quantitatif », reconnaît Paul Bazin. Mais ce bond ne l'effraie pas, « c'est tout l'intérêt des expérimentations : apprendre pour être prêt à se lancer », ajoute-t-il. Du côté des départements, on s'inquiète de savoir si les aides de l'État suivront. Une question plus brûlante que jamais alors que le budget 2025 se prépare dans des conditions inédites. Pire, les moyens alloués au ministère du Travail pourraient être rabotés de trois milliards d'euros, selon Le Monde. France Travail fait partie des victimes potentielles. « Pour prendre en charge 100 % des allocataires du RSA je vais avoir besoin de 400 personnes supplémentaires » avertit pourtant Frédéric Bierry, de la collectivité alsacienne.

Et pourtant, les premiers résultats plaident, selon les élus de terrain pour

renforcer l'investissement. Dans l'Yonne, où l'expérimentation couvre tout le département et où les 10 000 allocataires ont déjà été contactés, « leur nombre a baissé de 20 % », se félicite Sonia Patouret, vice-présidente à l'insertion. À la clé, de nombreux emplois pourvus mais surtout des économies substantielles pour la collectivité territoriale. « Entre 2020 et 2022, notre budget RSA a diminué de presque 1 million par an », ajoute l'élue.

Le plus dur reste encore à venir. Outre, le bond quantitatif, la généralisation va exiger un effort qualitatif dans l'accompagnement. L'expérimentation a principalement reposé sur des nouveaux entrants, donc encore peu éloignés de l'emploi. Il va dorénavant falloir prendre en charge le « stock », dont certains n'ont pas travaillé depuis des années. Selon une enquête de la Drees (ministère du Travail), parue fin 2023, un bénéficiaire du RSA sur cinq est resté au moins dix années dans la prestation. ■

Malgré la pluie et les JO, le bon été des parcs d'attractions

Thibaut Deléaz

La fréquentation a bondi en août, au point de rattraper le retard accumulé au début de la saison estivale.

La foule se presse à nouveau pour se prendre en photo devant le Disneyland Hotel, qui marque l'entrée du parc d'attractions éponyme. En cette fin août, les attractions tournent à plein régime, les files d'attente s'allongent... Qu'elle semble loin la quinzaine olympique durant laquelle la fréquentation du site touristique payant le plus visité d'Europe a connu un trou d'air. Chez Mickey, on ne communique pas sur les chiffres, mais la maison-mère reconnaît, dans ses résultats trimestriels début août, « un impact sur l'activité à Disneyland Paris » qu'elle attribue à « aux Jeux olympiques » et disait s'attendre à une baisse des revenus de sa division parcs au prochain bilan.

En effet, les visiteurs étrangers, dont les Jeux olympiques ont privé les parcs de Marne-la-Vallée, sont ceux qui remplissent les hôtels et s'offrent les séjours rentables pour l'entreprise. Un manque que n'ont pu compenser les visiteurs venus à la journée, attirés en dernière minute par des promotions sur les billets et les articles de presse relayant les temps d'attente au plus bas dans les parcs déserts. Mais si les JO terminés, les touristes sont revenus : le week-end du 15 août, les parcs étaient même complets.

L'été de Disneyland Paris a été à l'image de celui des autres parcs de loisirs

français : contrasté. S'ils ont beaucoup moins souffert des JO – car ils dépendent moins d'une clientèle internationale –, ils ont connu un début de saison estivale morose. « On a eu deux dimanches de perdus avec des élections non prévues et une météo assez défavorable », énumère François Fassier, président du Snelac, le syndicat des professionnels du secteur, et directeur de la division parcs de loisirs de la Compagnie des Alpes (Futuroscope, Walibi, Parc Astérix).

Au Parc Astérix, par exemple, « il a fallu mettre en place en juillet un plan de bataille pour aller chercher les clients, avec des opérations promotionnelles pour faire du volume », explique François Fassier. Mais le mois d'août a ensuite été « très bon » dans la plupart des parcs français, « avec un effet rattrapage » plutôt rassurant : les visiteurs qui n'ont pas pu passer en juillet sont venus plus tard. Pour les sites gérés par la Compagnie des Alpes, « ça va même être le meilleur mois d'août jamais connu », permettant « une légère croissance » sur l'été au global.

« Malgré la météo défavorable, les visiteurs ont quand même été au rendez-vous », acquiesce Rodolphe Gélis, président de Nigoland (Aube). Sur l'été, on fait +2 % de fréquentation par rapport à 2023, lorsque le temps était exceptionnel. « Même constat au Pal (Allier), où après un mois de juillet

« correct mais sans plus », on a battu le record de fréquentation historique en août. Au point de « rattraper le retard de 25 000 visiteurs accumulé depuis le début de saison en avril », assure son patron Arnaud Bennet, persuadé que sa nouvelle attraction Fjord Explorer, un grand huit aquatique à 13 millions d'euros, lui a permis de « tirer son épingle du jeu ».

« On s'est fait de belles frayeurs, mais on n'a pas identifié de sujet structurel. Les difficultés restent très conjoncturelles »

François Fassier

Directeur de la division parcs de loisirs de la Compagnie des Alpes

La saison estivale a également été « bonne » au Futuroscope, qui inaugurait un nouveau parc aquatique en intérieur. Avec plus de 100 000 visiteurs, la fréquentation de l'Aquascope sur les premières semaines d'exploitation a été « au-delà des espérances », se réjouit Rodolphe Boulin, le patron du parc.

En Isère, Walibi Rhône-Alpes a aussi profité de sa nouveauté, la montagne russe Mahuka, « déclencheur de visite et de visite » : sa fréquentation a progressé

en juillet et août. Au Puy du Fou, on n'a pas encore de bilan chiffré, mais la direction assure que « la tendance de fréquentation est bonne et conforme aux prévisions pour cette saison 2024 ».

L'inflation et les difficultés de pouvoir d'achat n'ont pesé qu'à la marge sur les dépenses des visiteurs. « Une journée chez nous reste à la portée de beaucoup de foyers », souligne Rodolphe Gélis de Nigoland, qui observe que les parcs de loisirs parviennent à tirer leur épingle du jeu dans un contexte économique morose. De quoi rassurer le secteur malgré cet été mouvementé : « On s'est fait de belles frayeurs, mais on n'a pas identifié de sujet structurel », résume François Fassier, qui assure que « les difficultés restent très conjoncturelles ».

Et si les parcs limitent malgré tout la casse, c'est aussi parce qu'ils s'appliquent depuis quelques années à être moins dépendants des éléments sur lesquels ils n'ont pas le contrôle, à commencer par la météo. En investissant massivement dans le développement d'hôtels thématiques, les établissements allongent les séjours, augmentent les dépenses et permettent surtout de « se désensibiliser à la météo », explique François Fassier. Le visiteur ayant réservé viendra, que le temps soit clément ou pas. Si le géant Disneyland Paris a de l'avance en la matière, les

concurrents rattrapent leur retard. Même les parcs régionaux s'y mettent.

Le secteur tâte encore, en revanche, sur la réservation obligatoire d'une date de visite. Disneyland Paris a adopté ce système pendant les années Covid et l'a conservé, mais c'est l'un des seuls. « Cela nous permet de mieux nous adapter, avec des prévisions plus précises, mais également de lisser les pics de fréquentation en poussant les visiteurs à venir sur des journées plus creuses », expose François Fassier. Mais c'est aussi un frein à la visite spontanée... Le Parc Astérix a tenté l'expérience cette année mais n'est « pas certain de conserver ce système », avance le représentant. Bien qu'ayant une date de visite modifiable jusqu'à l'heure d'ouverture du parc, le billet flexible a plutôt été acheté en dernière minute, bien plus qu'auparavant, occasionnant « de belles frayeurs » à la direction dans ses prévisions.

Un tel système, estime le directeur des parcs de la Compagnie des Alpes, serait plus adapté pour les périodes saturées, comme la très populaire saison d'Haloween, concentrée sur peu de jours d'ouverture. Ce sera d'ailleurs le prochain passage critique pour confirmer le rattrapage du mauvais début de saison. Les parcs espèrent que cette fois-ci, contrairement à cet été, seuls les visiteurs se feront des frayeurs. ■

La baisse des taux de crédit laisse espérer une reprise du marché immobilier

Jorge Carasso

Le coût des emprunts recule à nouveau en septembre, ce qui permet de résoudre les ménages.

C'est une bonne nouvelle pour les acheteurs qui ont un projet immobilier dans les cartons. Le coût des crédits immobiliers, en baisse déjà depuis près d'un an, continue sa lente décrue. Les banques viennent en effet d'envoyer lundi leurs barèmes tarifaires pour le mois de septembre. Avec à la clé pour les emprunteurs des taux en baisse de 0,10 et 0,30 point. De quoi faire chuter ces coûts des crédits à près de 3,6 % en moyenne sur 20 ans. « Un très bon dossier peut désormais espérer du 3,20 % sur cette durée », fait remarquer Sandrine Allonier, porte-parole du courtier Vous Financier. La Banque postale navigue aujourd'hui entre 3,48 et 3,58 % sur 20 ans, tandis que Société générale se situe à 3,53 %. D'autres banques régionales ont fait un mouvement similaire. « C'est une baisse franche par rapport à janvier dernier », souligne Caroline Arnould, directrice du courtier Cafpi. En novembre 2023, les taux avaient atteint un sommet à près de 4,2 % sur 20 ans.

Les prix, quant à eux, n'ont cessé de s'ajuster ces derniers mois. En mai, ils étaient en baisse de 5,2 % sur un an en France entière, selon le dernier pointage des notaires. Les ventes sont toujours à la peine. Leur volume dans l'ancien atteint 793 000 transactions entre fin mai 2023 et fin mai 2024 : un niveau que l'on n'avait plus vu depuis près de dix ans. Ce coup de froid sur le marché immobilier a eu des conséquences déléteries. L'année dernière, près de 900 agences immobilières ont mis la clé sous la porte, selon les chiffres du cabinet spécialisé Altaris.

« Un coup de fouet au marché »

Mais aujourd'hui, beaucoup espèrent une éclaircie. Le recul du coût de financement, combiné à la baisse des prix de ces dernières années, a de quoi donner un peu d'air aux acheteurs, aux abonnés absents depuis des mois. « Une baisse des taux est de nature à donner un coup de fouet au marché », indique Charles Marinakis, à la tête du réseau Century 21. Le nombre de transactions, au plus bas, semble « enfin approcher de son point d'atterrissage après bientôt deux ans de chute », estiment les notaires de France dans leur note fin juillet. Dans ce nombre d'agences, l'été a lui-même été meilleur qu'attendu. « On sent un début de reprise. Il n'y a pas de quoi s'emballer, mais il y a du mieux », estime Brice Cardé, à

la tête du réseau L'Adresse. On a signé davantage de ventes que l'année dernière à la même époque. » Certes, ce souffle de légère reprise ne se voit pas partout. « On ne croit pas sous les appels », fait valoir Catherine Labeyrie, agent immobilier à Toulouse. Malgré les baisses récentes, se financer demeure encore beaucoup plus cher qu'il y a trois ans. « Aujourd'hui, la plupart des clients qui font des offres sont ceux qui ont de l'argent liquide et ne font pas appel à l'emprunt. »

Le plus dur semble toutefois passé. D'autant que la baisse du coût du crédit n'en est peut-être qu'à ses débuts. Certains courtiers parient désormais pour un taux à 3 % d'ici la fin de l'année, ou au plus tard, dans le courant du premier trimestre 2025. En effet, le recul de l'inflation - 2,2 % en août pour la zone euro - devrait pousser la Banque centrale européenne (BCE) à continuer à diminuer ses taux directeurs, qui servent notamment

de boussole au crédit immobilier. Après une première baisse de 0,25 point en juin dernier, les observateurs anticipent une décision similaire le 12 septembre, à l'occasion du Conseil des gouverneurs de la banque centrale. Une nouvelle inflexion des taux serait « juste et sage » a estimé le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, dans une interview publiée par le magazine *Le Point*, vendredi 30 août.

De nouveaux clients

Surtout, la politique des banques évolue. Le crédit immobilier est un produit d'appel, qui leur permet de gagner de nouveaux clients. Or les banques, qui n'ont pas atteint leurs objectifs en termes de production de crédit, délaissent désormais les tapis rouge aux acheteurs. « Les banques ont deux mois pour parvenir à leurs objectifs. Après, il sera trop tard », remarque Sandrine Allonier. En juillet

déjà, nombre d'entre elles ont multiplié les opérations promotionnelles pour boucler les derniers dossiers avant les vacances. Ce qui a provoqué un léger rebond de la production de crédit, qui reste néanmoins à un très faible niveau.

Reste que les prix, même s'ils baissent depuis deux ans, sont encore trop élevés pour nombre d'acheteurs. Les négociations vont bon train dans les agences. Selon le baromètre LPI-IAD, le montant des négociations s'élève désormais en moyenne à près de 8 % du prix affiché. « Les clients veulent faire des coups, rappelle Catherine Labeyrie à Toulouse. Parfois ces offres ont des rabais passent, quand les vendeurs ont été trop gourmands au départ et finissent par accepter une coupe franche car ils n'ont pas d'autres offres. » Les maisons dont les prix se sont envolés ces dernières années et qui sont coûteuses à entretenir font particulièrement les frais de ces discus-

sions sur le prix. Il en va de même pour les appartements passagers énergétiques qui faute de travaux seront interdits de location (2025 pour ceux classés G, 2028 pour ceux notés F).

Les professionnels de l'immobilier tablent aussi sur un regain d'intérêt pour l'immobilier, une fois la crise politique passée, et la nomination d'un premier ministre. « La dissolution a fait du mal au marché qui commençait à reprendre son souffle, rappelle Éric Allouche, directeur France du réseau Era immobilier. Le fait qu'il n'y ait finalement pas de bouleversement avec un gouvernement LFI ou RN, dissipe un risque d'instabilité pour le marché immobilier. » De quoi laisser augurer d'une possibilité de reprise, en cas de baisse durable des taux. Dans certaines zones, les prix remontent un peu. C'est le cas à la campagne, où ils progressent de 2,9 % depuis janvier selon le site MeilleursAgents. ■

La baisse des taux se confirme depuis le pic de novembre-décembre 2023

Évolution du taux moyen de crédit immobilier sur 20 ans, en %



Source : Vousfinancier

Les nouveaux barèmes pour le mois de septembre, adressés par les banques, annoncent des taux en baisse de 0,10 et 0,30 point, ce qui fait chuter les coûts des crédits à près de 3,6 % en moyenne sur 20 ans. PERNELLE MARIN/PERNELLE VOYAGE/STOCKADOBECOM



Chercher une location est plus que jamais un chemin de croix

L'offre manque cruellement dans les métropoles et les villes étudiantes. La tension s'aggrave d'année en année.

Une fois encore, la rentrée s'annonce éprouvante pour des millions de candidats locataires, dont beaucoup d'étudiants, pour qui trouver un logement risque de faire figure de casse-tête. L'offre manque, et au flot de nouveau candidats qui cherchent un logement pour leurs études s'ajoute ceux qui ne trouvent pas depuis des mois. « Cela fait six mois que je cherche. J'ai essayé beaucoup de refus », indique Mathilde, une jeune femme en alternance dans la communication.

Car pour tous, la concurrence est rude. « Ce n'est même plus une question de qualité de dossier, rappelle Nathalie Naccache, chez Keller Williams. La demande déborde, et c'est difficile pour tout le monde. » Les mauvaises expériences ont de quoi décourager plus d'un. « Je me suis retrouvée plusieurs fois avec une cinquantaine de candidats sur le trottoir, car les candidats débordaient de l'escalier à la rue. Quand c'est comme cela, je ne visite même plus, cela ne sert à rien », poursuit Mathilde.

Le phénomène a pris une grande ampleur à Paris, où les propriétaires sont en position de force - certains vont

même jusqu'à louer des biens insalubres à prix d'or. Mais, désormais, dans toutes les grandes métropoles, l'offre manque aujourd'hui cruellement.

Et le phénomène s'étend aux villes moyennes. « À Tours, un agent me racontait qu'il avait 3 000 demandes pour 100 biens à louer », indique Éric Allouche, directeur France du réseau ERA Immobilier. À Rennes, le directeur du Crous Bretagne (logements publics pour les étudiants), Yann-Éric Prouteau, a rappelé la semaine dernière sur France Bleu : « Il manque toujours 1500 logements étudiants à Rennes. » « Cette tension existe dans toutes les villes étudiantes », confirme Éric Allouche.

En cette rentrée 2024, le nombre d'étudiants ayant fait au moins une demande de logement auprès d'un Crous a augmenté de près de 7 % par rapport à l'an dernier.

Dans ces conditions les agences immobilières et les particuliers qui louent en direct sont pris d'assaut. « Il faut parfois retirer l'annonce au bout de 15 minutes tellement il y a d'appels », raconte Charles Marinakis, patron du réseau Century 21. Obtenir ne serait-ce

qu'un rendez-vous pour voir l'appartement est déjà une petite victoire. « J'ai envoyé une quinzaine de demandes, je n'ai eu aucun retour », se désole Léo, vendeur dans un grand magasin parisien, qui cherche sans succès depuis trois semaines, malgré des garants soli-

« Je me suis retrouvée plusieurs fois avec une cinquantaine de candidats sur le trottoir, car les candidats débordaient de l'escalier à la rue. Quand c'est comme cela, je ne visite même plus, cela ne sert à rien »

Mathilde
Une étudiante

des. Beaucoup ont recouru à des applis qui agrègent les offres de plusieurs réseaux. Mais ce n'est pas la solution miracle. À Paris, le retour des logements Airbnb, loués pour les Jeux olympiques, se traduit par un peu plus d'offres

(+11 % en août sur le site pap.fr). Cependant, ce surcroît sera vite englouti par le flot de demande.

Dans ces conditions, les loyers flamboyent certaines villes. « Il y a vingt-cinq ans, un studio coûtait 300 euros, et on était déjà dans le haut du panier. Maintenant, le même appartement peut monter à 650 euros, raconte Manon Rivière, qui a dirigé pendant trois ans l'École de Condé, un établissement d'arts appliqués privé à Rennes. J'ai des élèves qui restent du coup chez leurs parents et font 1 h 30 de car, soir et matin. » De quoi peser sur les résultats. Sans compter les élèves qui finissent par abandonner leurs études car ils ne trouvent pas à se loger.

Cette tension n'est pas nouvelle en soi, mais elle semble s'aggraver d'année en année. « C'est la conséquence d'un processus, un problème lié à l'insuffisance d'action publique depuis des années. Et la situation empire d'année en année », indique Éric Allouche.

Car l'offre est structurellement en déficit. Ces dernières années, beaucoup de propriétaires se sont reportés sur des locations de type Airbnb, bien plus rentable, quitte parfois à être dans l'illégalité.

Ce mode de location a siphonné une partie des appartements, auparavant loués classiquement. Et peu de nouveaux biens arrivent sur le marché de la location. Le marché du neuf, plombé par la hausse des taux, est en panne sèche depuis des mois : il ne se construit pas assez de nouveaux logements. Quant aux investisseurs dans l'ancien, ils font face à davantage de contraintes : encadrement des loyers dans certaines grandes villes, interdiction de location des passoires thermiques. Résultat, ils sont de moins en moins nombreux. « Aujourd'hui, investir dans l'immobilier n'a quasiment que des inconvénients. Les rendements se sont érodés, et à la moindre difficulté, les propriétaires se retrouvent dans l'embarras. Si votre locataire ne paye pas, vous ne pouvez pas le sortir avant X temps », déplore Charles Marinakis, président de Century 21, qui plaide pour un statut fiscal plus favorable du bailleur privé. La dissolution a bloqué les mesures logements qui avaient été votées avant l'été - notamment le texte qui visait à mieux réguler les locations de type Airbnb. L'incertitude politique ne pousse pas à l'optimisme. ■ J.C.

La crise inflationniste ne fait pas que des malheureux dans le commerce. Fondé en 2008 et arrivé sur le marché français en 2013, Vinted, la plateforme de revente d'articles d'occasion, a connu un essor fulgurant ces dernières années. Les ventes ont progressé de plus de 60 % l'an dernier, à 596,3 millions d'euros, dépassant les propres prévisions de la société lituanienne. Surtout, Vinted est devenu rentable pour la première fois, enregistrant un résultat net à 17,8 millions d'euros, contre une perte nette de 20,4 millions en 2022. Une performance dans le marché peu rémunérateur de la seconde main.

La plateforme, qui assure la mise en relation des acheteurs et vendeurs particuliers, a besoin d'utilisateurs pour faire suffisamment de chiffre d'affaires. Car elle se rémunère via une commission qui n'est pas très élevée (montant fixe de 0,70 euro et de 5 % du prix pour les articles dont le prix est inférieur à 500 euros). « Aujourd'hui, ils ont atteint une masse de clientèle telle qu'ils sont devenus rentables », analyse Yohann Petiot, directeur général de l'Alliance du commerce, l'un des syndicats de commerçants. « C'est un service à moindre coût par rapport à d'autres enseignes qui essaient de développer la seconde main. Ils n'assurent pas la remise en état des produits et n'apportent pas de service comme la logistique, cette dernière étant assurée par le client. »

Investissements significatifs

Vinted a en effet connu une forte croissance durant la crise du coronavirus, puis a profité de la flambée des prix alimentaires pour séduire davantage des clients contraints aux arbitrages dans leur consommation. La France est devenue l'un de ses premiers marchés, avec plus de 27 millions d'inscrits fin 2023. « La seconde main a le vent en poupe. C'est le bon service au bon moment », note Yohann Petiot.

Pour atteindre cette performance, la société a procédé à des investissements significatifs pendant de nombreuses années pour accroître au maximum sa base clients, « avec des dépenses en marketing très importantes, à coups de publicité et de communication poussées, comme les bannières sur les smartphones », souligne un expert du secteur. La société s'est aussi implantée régulièrement dans de nouveaux pays. Ce sont ces investissements qui ont longtemps conduit à des pertes.

Mais ainsi Vinted a réussi à se démarquer grâce à une plateforme fluide d'utilisation, tant pour l'acheteur que le vendeur, et centrée sur l'application mobile. « Pour ces sites, la clé est effectivement d'investir sur l'expérience client, qui doit être la plus simple possible », souligne François-Xavier Leroux, associé stratégie digitale et expérience client chez KPMG en France. Résultat : aujourd'hui, l'offre est large et diversi-



La France est devenue l'un des premiers marchés de l'application, avec plus de 27 millions d'inscrits fin 2023. JEAN-MARC BARRERE/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

Comment Vinted est devenu rentable

Manon Malherbe

Créée en 2008, la plateforme lituanienne a réussi à gagner suffisamment de clients pour dégager des bénéfices sur le marché difficile de la seconde main.

fiée, comprenant d'autres articles que les vêtements.

La société lituanienne continue d'investir. Elle a lancé en 2022 un réseau de consignes et de points de collecte, Vinted Go. En juillet, la France en comptait plus de 4500, avec l'objectif d'en atteindre 7000 d'ici à la fin de l'année. La plateforme mise également sur l'essor du luxe de seconde main et a acquis en 2022 le spécialiste Rebelle. Pour ce marché, un service de vérification des marques a été créé et est disponible dans neuf pays.

Au-delà des investissements, la force de Vinted est d'avoir réussi à émanciper le vêtement de seconde main de son

image de produit destiné aux personnes défavorisées (ou à la clientèle très pointue du vintage). Aujourd'hui, toutes les catégories de clients utilisent ce canal de distribution : les consommateurs y voient un moyen de faire des bonnes affaires et d'acheter malin, et ce, de façon écoresponsable. Le pari n'était toutefois pas gagné d'avance : la revente de vêtements en ligne n'était guère développée il y a encore quelques années. « La vente d'occasion en physique existe depuis longtemps pour certaines catégories de produits, comme les voitures. C'était plus compliqué pour le textile d'occasion, qui connaît désormais un es-

sor avec la vente en ligne », analyse François-Xavier Leroux.

Il reste à voir si Vinted réussira à conserver ce rythme très soutenu de croissance au cours des prochaines années, tout en restant rentable. « En 2024, nous poursuivons notre mission en nous appuyant sur de multiples vecteurs de croissance, notamment l'expansion à de nouveaux marchés et le développement de nouvelles catégories sur notre plateforme », a récemment assuré le président-directeur général du groupe, Thomas Plantenga.

La concurrence s'annonce rude. Les plateformes chinoises comme Shein

- qui a d'ailleurs lancé sa plateforme de revente de vêtements en juin - et Temu séduisent nombre de consommateurs grâce à leurs articles neufs à prix cassé. Elles pourraient faire de l'ombre à Vinted, soulignent les experts du secteur. Plus largement, les enseignes sont de plus en plus nombreuses à s'organiser pour tenter de conquérir les clients en seconde main, tant dans le textile que dans d'autres secteurs. Ce n'est pas un hasard si Ikea vient d'annoncer le lancement d'une plateforme de revente de ses meubles. La bataille sur ce marché de l'occasion en plein essor est bel et bien engagée. ■

Le Japon redevient un moteur de croissance du luxe mondial

Régis Arnaud (Tokyo) et Olivia Détrouat

Ce marché traditionnel bénéficie de la fidélité de la clientèle domestique, de l'attrait touristique du pays et du yen faible.

« On vient des États-Unis acheter nos cosmétiques. » Cette vendeuse du comptoir de la marque Clé de Peau, du grand magasin Ginza 6, à Tokyo, incarne la nouvelle génération de son industrie : jeune, naturelle, souriante, polyglotte et... chinoise. « Nos produits sont rares », souligne-t-elle. « On ne les vend pas sur internet », précise, pesant chaque mot au trébuchet, une collègue plus âgée et... japonaise, cachée derrière un masque anti-Covid. Un tandem miroir devant lequel cheminent deux clientèles, l'une locale et l'autre étrangère, en se croisant sans se mêler.

Le touriste étranger, nouvel acteur providentiel du luxe au Japon ? Depuis la fin de la pandémie de Covid, l'Archipel scintille à nouveau. Une renaissance d'autant plus spectaculaire que, depuis un an, le marché du luxe ralentit au niveau mondial, et souffre particulièrement en Chine. Au Japon, les locomotives du secteur enregistrent des progressions de leurs ventes à deux chiffres. Richemont (Cartier, Van Cleef & Arpels...) a vu son chiffre d'affaires bondir de 59 % sur les trois premiers mois de l'exercice commencé début

avril ; les ventes de LVMH ont progressé de 44 % entre janvier et juin. Le leader mondial du luxe battra cette année son record de 2023.

Dans le fabuleux parcours du luxe français au Japon depuis un demi-siècle, chaque ère glorieuse eut son explication : les nouveaux retraités, les jeunes femmes célibataires... Cette fois, le salut vient d'ailleurs. Avec 35 millions de visiteurs attendus en 2024, le pays est désormais une destination de premier choix. Et ses touristes, au panier moyen élevé (212 000 yens, soit 1310 euros, en 2023, dont 26 % en shopping, selon l'agence publique du secteur), une manne. Les acteurs du luxe estiment leur part à environ un tiers des ventes. « La part étrangère est nulle dans la vins et spiritueux, importante dans la haute couture, la joaillerie et la maroquinerie, précise un vétéran. Dans les cosmétiques, elle est forte pour les marques japonaises, pas pour les françaises. »

Dans les magasins duty free (hors taxes) japonais, la clientèle étrangère est essentielle. « Nous avons battu notre record en mai, explique un cadre de Kansai Airports, le réseau aéroportuaire de la région d'Osaka. 80 % des acheteurs sont étrangers. » La part étrangère

croît également dans les grands magasins : selon leur syndicat, les touristes y ont englouti en moyenne 110 814 yens (685 euros) par personne en juillet ; 13 % des ventes des cinq principales chaînes étaient faites avec des étrangers. « Cette part augmente », explique Davide Sesia, directeur général adjoint de la chaîne de grands magasins Sogo & Seibu. Les grands magasins conservent une image exceptionnelle. »

Pourquoi cette rumeur ? Traditionnellement, le Japon offre au visiteur un « luxe d'atmosphère », où tout semble sophistiqué, des toilettes publiques à la chambre du ryokan (auberge traditionnelle). Cette ambiance capiteuse avait jadis son prix : ce pays fut longtemps une destination exclusive, coûteuse,

aussi compliquée qu'un caractère chinois. Mais trente ans de déflation, une fiscalité avantageuse (si les produits de luxe sont lourdement taxés en Asie, les touristes les achètent détaxés au Japon) et, récemment, l'effondrement du yen, l'ont rendu « abordable », sans que sa qualité en souffre.

Saisissant volte-face : les Japonais qui, jadis, visitaient en touristes les boutiques de luxe à l'étranger, des Champs-Élysées à Guam, voient désormais passer sous leur nez un torrent au courant inverse, de Ginza (Tokyo) à Umeda (Osaka). Ce succès a sa rançon : « Nous sommes heureux de la croissance générée au Japon, mais elle a un coût important du point de vue des bénéfices et des marges », a confessé fin juillet Jean-Jacques Guiony, directeur financier de LVMH, en présentant ses résultats semestriels. Le succès incite certaines marques à augmenter leurs prix au Japon, au risque de s'aliéner la fidèle clientèle locale.

Les deux clientèles ne se mêlent toujours pas. « Le luxe accessible devient l'apanage des étrangers, en quoi ils remplacent la clientèle locale, qui tend vers davantage d'exclusivités », observe Pierre-Yves Donzé, de l'université

d'Osaka, auteur de *Selling Europe to the World : The Rise of the Luxury Fashion Industry*. Cette séparation est perceptible dans le quartier de Ginza, le triangle d'or tokyoïte du luxe : aux touristes pressés, les grands magasins des avenues ; aux Japonais, les boutiques-alcôves de Namiki-dori, venelle où les achats sont si personnalisés qu'ils évoquent une visite chez le médecin. « Les Japonais recherchent des produits. Ils sont sensibles à leurs qualités intrinsèques. Pour eux, la quête importe davantage que la possession ; c'est pourquoi la montre, aux subtilités mécaniques, est leur produit préféré. Les touristes étrangers, eux, veulent une marque », décrypte Pierre-Yves Donzé. L'universitaire observe, amusé, ces deux mondes se croiser dans les boutiques d'horlogerie d'occasion : « Les Japonais âgés y vendent leurs montres, en parfait état, et les jeunes Chinois les achètent. » Parfois, la rencontre se passe moins bien. « Au "onsen" (bain thermal, NDLR) du Hyatt de Hakone, où la nudité est d'usage, des clientes asiatiques sont entrées en maillot de bain deux pièces et yukata dans l'eau devant mon épouse japonaise ! Elle était outrée », se souvient Frédéric Echeaute, un Français installé au Japon. ■

35 millions

Nombre de visiteurs attendus au Japon pour 2024

Duralex veut mettre en valeur le « made in France » pour se relancer

Emmanuel Egloff

L'emblématique verrier français, désormais transformé en société coopérative, présente sa stratégie, après un nouveau redressement judiciaire.

L'alliance peut sembler étrange : le site internet du Slip français met en vente un pack des six verres iconiques Gigogne de Duralex, et par ailleurs une série limitée de sous-vêtements du Slip français pour l'occasion Duralex. Objectif : « mettre en avant le « made in France », justifie avec enthousiasme Guillaume Gibault, président de la marque textile, lors d'une conférence de presse conjointe des deux entreprises, lundi, dans l'usine de Duralex de La Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret). Outre sa marge habituelle, le verrier français touchera 5 euros par pack vendu. De quoi marquer un soutien sonnant et réverbérant d'un bien besoin Duralex.

Car Duralex revient de loin. Une fois de plus. En avril dernier, la société était placée en redressement judiciaire. Pour la sixième fois en moins de trente ans. « Quand l'usine tournait à plein régime, nous n'aurions pas pu vous accueillir ici, dans la « recette », le lieu où toutes les productions de l'usine arrivent. Mais, aujourd'hui, une seule de nos cinq lignes de production fonctionne », raconte François Marciano, le directeur général du verrier.

Devant la faiblesse des offres de reprise, une solution originale a été imaginée : François Marciano et les salariés ont décidé de se lancer dans le projet d'un Scop, une société coopérative et participative. Aujourd'hui, les 228 salariés sont devenus propriétaires de l'entreprise. « Nous avons obtenu le soutien des collectivités locales : mairie, agglomération et région », précise le directeur général. Nous avons dû les convaincre de nous soutenir en répondant à toutes leurs questions dans pas moins de quatorze réunions. Mais notre plan était crédible. » Conséquence : la région et Bpifrance ont garanti les 4 millions d'euros apportés par deux banques, Crédit agricole du Loiret et Caisse d'épargne. Et l'agglomération s'est engagée à acheter les terrains. « Nous allons apporter 5 à 6 millions d'euros dans les caisses de Duralex », se félicite Serge Grouard, président d'Orléans Métropole.

Une manne financière indispensable car le talon d'Achille des Scop tient à la faiblesse de leurs fonds propres.

François Marciano veut désormais aller très vite pour sortir définitivement l'entreprise de l'ornière financière où elle se débat depuis des années. L'outil industriel est encore efficace, malgré l'âge des machines. Il faut toutefois réduire le coût de l'énergie et améliorer l'efficacité industrielle.

L'essentiel du travail porte cependant sur les ventes. « Duralex est la marque de verres la plus connue en France et elle est également renommée à l'international », souligne François Marciano. Il faut en tirer profit. » Pour ce faire, un nouveau directeur de la stratégie et du développement a été recruté. Vincent Vallin est un spécialiste du marketing passé par Brandt, marque d'électroménager. Il reconnaît que la tâche est de taille. « Duralex n'a pas été très cohérent sur son posi-

« Les ventes digitales représentent un potentiel considérable. Nous allons développer un site de vente et visons 2 millions d'euros de ventes d'ici à 2026 »

Vincent Vallin
Directeur de la stratégie et du développement

tionnement prix ces dernières années, occupé à essayer de survivre, explique-t-il. Il faut changer ça. »

Première étape : renforcer les services de ventes et de marketing. « Nous allons engager 13 personnes dans ce domaine d'ici la fin de l'année », indique Vincent Vallin. La mise en avant du « made in France » doit permettre de relever les prix de vente. Tous les produits de Duralex bénéficient en effet du label « Origine France garantie ». Une caractéristique pour laquelle les clients sont généralement prêts à payer plus cher. C'est dans ce cadre que l'opération avec Le Slip français prend tout son sens. En outre,



Duralex a signé un partenariat avec Le Slip français, qui propose sur son site un pack spécial des iconiques verres Gigogne. Outre sa marge habituelle, le verrier touchera 5 euros par pack vendu.

DURALEX

c'est un premier pas dans la vente en ligne, que ne pratiquait pas Duralex. « Les ventes digitales représentent un potentiel considérable », estime Vincent Vallin. Nous allons développer un site de vente et visons 2 millions d'euros de ventes d'ici à 2026. »

En France, le groupe compte également cibler les ventes en grande surface. Carrefour vient d'accepter de diffuser les packs Slip français-Duralex dans ses magasins. La société attend également un soutien des pouvoirs publics, notamment via la commande publique, dans les écoles.

Mais la réputation de qualité, de solidité et « made in France » de Duralex existe également à l'international. Aujourd'hui, 80 % de l'activité est réalisée en dehors des frontières de l'Hexagone. Les verres Duralex sont connus en Europe, ainsi qu'en Amérique du Nord, en Chine, au Japon ou en Australie. Alors même que les forces commerciales étaient très réduites jusqu'à présent. Avec leur renforcement, les dirigeants de la Scop sont persuadés que la croissance sera au rendez-vous.

Aujourd'hui, l'activité reste dans des niveaux peu élevés. Le chiffre d'affaires devrait être stable en 2024 par rapport à 2023, où il approchait 25 millions d'euros. Mais les ambitions sont importantes. « Nous visons un chiffre d'affaires de 40 millions d'euros en 2029 », indique Vincent Vallin. À partir de ce niveau d'activité, Duralex sera capable d'auto-financer son développement. L'emblématique entreprise sera alors définitivement sauvée. ■

Trois Scop sur quatre passent le cap des 5 ans

Olivia Détrouat

« Cela fait quatorze ans que l'on lutte. Contre Unilever d'abord, puis pour se faire connaître. Ensuite, il y a eu le Covid et l'inflation, mais nous sommes toujours là. Et pourtant, en 2014, peu de monde y croyait. » De l'aveu du premier président de Scop-TI, Gérard Cazoria, le parcours de la Société française coopérative ouvrière provençale de thés et infusions », issue de la reprise en 2014 de l'usine Fralib d'Unilever, n'a pas été un long fleuve tranquille.

Le site, qui fabriquait les thés Éléphant du géant anglo-néerlandais, est certes toujours opérationnel, et la société coopérative reprise par ses 46 salariés à l'époque sera même à nouveau bénéficiaire cette année, pour la première fois sans perfusion, mais « il a fallu tout reconstruire », se rappelle l'ancien dirigeant, parti à la retraite en 2018. C'est notamment le cas de la marque, rebaptisée 1336 en référence au nombre de jours de lutte contre Unilever pour bloquer la fermeture annoncée du site. De fait, ce dernier refusa toujours de céder la propriété de la marque Éléphant aux salariés reprenneurs. Aujourd'hui, les 34 employés restants (dont 33 associés) sur les 182 de l'époque Unilever devraient réaliser un chiffre d'affaires historique depuis 2014, entre 4,5 et 4,6 millions d'euros.

Comme ceux portés par les ex-Fralib de Gemenos (Bouches-du-Rhône) ou les salariés de Duralex, certains projets de reprise d'entreprises en Scop (sous des principes coopératifs et avec un capital social détenu à plus de 51 % par les salariés, pour 65 % des droits de vote) ont été mis en lumière ces dernières années. C'est le cas des ex-glaces Pilpa, devenues La Fabrique du Sud, du fabricant d'isolateurs électriques Ceralpe, des ex-Lejaby devenus Les Ateliers en 2012, du constructeur de réseau télécoms Scopelec ou encore de la Coopérative de presse et de messagerie méditerranéenne (CPMM), créée par les ex-salariés du distributeur de journaux Prestalis à Marseille via une Société coopérative d'intérêt collectif (Scic), une structure similaire à la Scop.

Toutes connaissent des succès divers. Comme l'ex-Lejaby, pénalisée par les faiblesses de son management et un environnement de plus en plus concurrentiel dans un secteur du prêt-à-porter en perte de vitesse. Finalement à nouveau reprise en avril 2024, par un montage franco-indonésien cette fois, la société verra ses emplois divisés par deux, et s'achever l'aventure de la Scop. Mais une grande majorité des initiatives dépasse malgré tout les cinq ans sous ce statut particulier. Selon la confédération générale des Scop, qui dénombre en 2023 près de 4100 entreprises coopératives en France (Scop et Scic), près de quatre sur 5 (79 %) ont passé ce cap important.

Et pour cause, si 8 % d'entre elles sont issues de la reprise ou du redémarrage d'entreprises en difficulté, qui occupent souvent la une des médias, 16 % d'entre elles sont issues d'entreprises en bonne santé. Et 61 % sont des créations ex nihilo. « Quel que soit le cas de figure, ce taux de pérennité à 5 ans est supérieur de 16 à 18 points à celui de l'ensemble des entreprises françaises », explique Fatima Bellaredj, déléguée générale de la Confédération. Et ce, même pour les reprises d'entreprises défilantes dont 72 % dépassent le cap des 5 ans. C'est logique, car une tendance se vérifie partout : une entreprise qui implique ses salariés est une entreprise performante économiquement et socialement. Il faut juste sortir des idées reçues sur le sujet, comme cette croyance qui persiste que les salariés ne savent pas prendre des risques ou diriger une entreprise. »

« Une entreprise qui implique ses salariés est une entreprise performante économiquement et socialement »

Fatima Bellaredj
Déléguée générale de la Confédération des Scop

La trajectoire passée de ces initiatives salariales ne plaide ainsi toutefois pas toujours en ce sens. Dans les années 1980, la popularisation de ce modèle et son recours de plus en plus systématique, sous l'impulsion des pouvoirs locaux, pour des entreprises défilantes, lui ont causé du tort. C'est la décennie noire des Scop, avec l'échec de ScopD, l'ex-Manufrance, qui dépose son bilan en 1985, moins de cinq ans après sa reprise par ses salariés. Ou, un peu plus tard, de la compagnie de ferries SeaFrance, liquidée en 2015. Incapable de racheter en 2012 les bateaux à la société éponyme dont elle était issue, la société n'a tenu que trois ans après qu'Eurotunnel a stoppé son contrat de location de ses propres bateaux. Même chose pour le constructeur de réseau télécoms Scopelec, placé en liquidation en 2022 après avoir été lâché par son principal client Orange, et avant d'être reprise par le groupe Cirqet.

Dans ce contexte, les acteurs en présence travaillent à se montrer plus sélectifs pour redonner toutes leurs lettres de noblesse à ce type d'initiative. « Cela passe par une meilleure connaissance du statut coopératif, auquel on ne pense plus suffisamment dans certains cas de reprise », poursuit Fatima Bellaredj. Mais aussi par une meilleure mobilisation des financements, notamment publics. Et enfin par la promotion d'une logique entrepreneuriale qui ne repose plus que sur le patrimoine. » Un triple défi face auquel Duralex semble avoir trouvé le délicat équilibre. ■

LA SÉANCE DU LUNDI 2 SEPTEMBRE

LE CAC

ACCOR	38,19	-0,32	38,29	37,76	0,228	+10,38	LYVH	673,2	-0,16	673,4	662,2	0,042	-8,23
AIR LIQUIDE	168,92	-0,12	169,08	167,66	0,041	-4,09	MICHELIN	35,45	-0,17	35,6	35,09	0,065	+9,21
AIRBUS	136,92	-1,37	139,12	136,14	0,106	-2,05	ORANGE	10,47	+165	10,49	10,33	0,158	+1,61
ARCELOORMITL SA	21,3	-0,76	21,39	21,01	0,151	-16,92	PERNOD RICARD	129,95	-0,82	130,1	128,25	0,111	-18,72
AXA	34,65	-0,73	34,72	34,18	0,104	-17,5	PUBLICIS GROUPE SA	98,44	-0,99	99,4	98,24	0,056	+17,19
BNP PARIBAS ACTA	62,43	-0,24	62,79	61,83	0,076	-0,26	RENAULT	42,78	-0,4	43,07	42,08	0,177	+15,92
BOUYGUES	32,28	-0,4	32,42	32,1	0,083	-5,39	SAFRAN	197,2	-0,38	197,95	195,7	0,051	+23,67
CAPGEMINI	187,2	-0,16	187,7	185,8	0,062	-0,82	SAINT GOBAIN	79,54	-0,58	79,54	77,44	0,089	+19,32
CARREFOUR	14,605	-0,17	14,685	14,525	0,141	-11,83	SANOFI	104,86	+3,62	105,7	102,94	0,177	+6,82
CREDIT AGRICOLE	14,145	-0,07	14,225	14,035	0,088	-10,06	SCHNEIDER ELECTRIC	230,6	-0,39	230,95	226,05	0,05	+26,86
DANONE	63,2	-0,64	63,2	62,54	0,096	-1,7	SOCIETE GENERALE	217,85	-0,21	219,2	215,5	0,167	-13,32
DASSAULT SYSTEMES	35,22	-0,17	35,39	34,98	0,138	-20,38	STELLANIS NV	15,022	-0,79	15,104	14,74	0,044	+28,96
EDENRED	37,09	-2,93	38,34	36,95	0,157	-31,49	STMICROELECTRONICS	28,67	-0,35	28,77	28,22	0,118	+36,63
ENGIE	15,88	-0,31	15,96	15,855	0,127	-0,24	TELEPERFORMANCE	95,86	-3,03	98,7	93,32	0,478	+27,41
ESSILORLUXOTTICA	215,2	-0,47	215,5	212,9	0,04	+18,5	THALES	148,4	-2,37	151,65	147,6	0,077	+10,79
EUROFINS SCIENT.	51,18	-0,89	51,86	50,82	0,104	-13,22	TOTALENERGIES	62,48	-0,47	62,59	61,97	0,058	+1,43
HERMES INTL	2163	-0,28	2163	2124	0,023	-12,73	UNIBAIL-RODAMCO-WE	74,04	-2,18	74,1	71,68	0,16	+10,64
KERING	256,85	-0,83	257,95	250,85	0,151	-35,63	VEOLIA ENVIRON	29,94	-0,33	29,98	29,74	0,099	+4,48
L'OREAL	395,35	-0,32	396,25	392,6	0,027	-12,27	VINCI	108,3	+0,14	108,35	107,1	0,056	-4,75
LEGRAND	102	-0,79	102	100,5	0,091	+8,4	VIVENDI SE	10,15	+0,05	10,155	10,07	0,06	+4,9

LES DEVISES

	MONNAIE	1 EURO=
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6322 AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4932 CAD
GBRÉTAGNE	LIVRE STERLING	0,8422 GBP
HONG-KONG	DOLLAR DE HONG-KONG	8,6239 HKD
JAPON	YEN	162,56 JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9495 CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,061 USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,375 TND
MAROC	DIRHAM	11,103 MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	37,5814 TRY
EYPTIE	LIVRE EGYPTIENNE	52,72 EGP
CHINE	YUAN	7,8677 CNY
INDE	ROUPIE	92,8075 INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	147,76 DZD

L'OR

	VEILLE	31/12
Lingot 1kg	72 674,64€	+20,89 %
Lingot 100g	7 278,36€	+20,89 %
Lingot 50g	3 645,18€	+20,81 %
Lingot ONCE (31,10g)	2 272,51€	+20,77 %
Lingot 1g	737,94€	+20,54 %
Lingot 2,5g	1914€	+19,62 %
20F NAPOLÉON	452,45€	+20,9 %
20F SUISSE	447,39€	+20,9 %
SOUVERAIN	566,97€	+20,9 %
KRUGGERAND	241,36€	+20,9 %
50 PESOS	2 888,58€	+20,9 %
10 DOLLARS	1 811,75€	+20,9 %
20 DOLLARS	2 362,5€	+20,9 %



Chaque Français a regardé en moyenne les JO durant 24 heures sur France Télévisions

Caroline Sallé

Porté par les Olympiades, France 2 a pulvérisé l'Audimat en août. Ses concurrentes TF1 et M6 ont fait le dos rond.

France 2, recordman des audiences télé de l'été grâce aux JO. Au mois d'août, le navire amiral du service public a récolté une moisson de médailles. Après le score stratosphérique en juillet de la cérémonie d'ouverture, suivie en direct par 23,2 millions de téléspectateurs en moyenne, France 2 a attiré 17,1 millions de Français devant la cérémonie de clôture des Jeux le 11 août. Et encore 10,2 millions la semaine dernière, lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques. Autant de victoires, sur le terrain des audiences TV, qui « traduisent l'appétit des Français pour le moment olympique », indique Stéphane Sitbon-Gomez, le directeur des antennes et des programmes de France Télévisions, diffuseur officiel des JO en clair. Les résultats vont bien au-delà des attentes et des projections que tous les professionnels avaient envisagées. Conséquence, France 2 a atterri sur la plus haute marche du podium en s'arrogant 23,3 % de l'Audimat en août. Un bond spectaculaire. Au global, l'ensemble des antennes de France Télévisions (France 2, France 3, France 4, France 5...) a capté 38,2 % de l'audience.

« Chaque Français a consommé en moyenne 24 heures de Jeux olympiques sur France Télévisions. C'est absolument spectaculaire, affirme Stéphane Sitbon-Gomez. Nos concitoyens ne se sont pas contentés de jeter de temps en temps un coup d'œil aux épreuves. Ils se sont véritablement passionnés pour l'événement. Nous savions que certaines compétitions génèrent des pics d'audience, mais nous n'avions pas anticipé un engagement aussi fort. La France entière a suivi les JO et l'engouement se poursuit sur les Paralympiques. »

Le groupe audiovisuel public a vu également les audiences de sa plateforme France.tv exploser, avec 40,7 millions de visiteurs uniques en août, un record historique. « La consommation numérique est rentrée dans les habitudes des Français. Ils ont été 1 million au total à commenter activement les différentes épreuves sur France.tv. Et sur les réseaux sociaux, nous avons dépassé le milliard de vidéos vues. Les Français ont suivi l'événement au moment de la diffusion des épreuves, mais aussi allés revoir les moments forts des compétitions, même en connaissant les résultats », constate le directeur des antennes.

Ce succès des JO est en partie le résultat d'un investissement important de France Télévisions en termes de moyens



Sur le plateau de France Télévisions installé pour les Jeux olympiques face à la tour Eiffel. Malgré le succès, l'événement ne sera pas rentabilisé.

humains et techniques. « Nous avons délocalisé nos plateaux au Trocadéro et sous l'Arc de triomphe, le travail des commentateurs et des journalistes a été souligné », rappelle-t-il. Entre le coût d'acquisition des droits des JO, autour de 130 millions d'euros, et le coût du dispositif mis en place, l'événement ne sera pas rentabilisé. Le chiffre d'affaires publicitaire engrangé par France Télévisions pour les JO et les Paralympiques a atteint un peu plus de 100 millions d'euros nets.

« Éphémère par nature »

Une fois la page des JO et de Paralympique tournée, Stéphane Sitbon-Gomez sait que l'audience retombera. « On rêve toujours d'un effet de longue traîne, mais un événement est éphémère par nature. La diffusion des JO aura néanmoins permis de nouer une relation nouvelle ou de renforcer des liens anciens entre les Français et France Télévisions. Cet été, ils ont été

fiers de leur service public. Je pense que c'est de très bon augure pour la suite. »

Pendant ce temps, privée du moteur des JO de Paris pour doper ses audiences, la concurrence a fait le dos rond. Au regard du contexte hyperconcurrentiel, TF1 a limité la casse, avec 16,9 % d'audience. « Nous avons eu le temps d'anticiper cette concurrence forte des Jeux olympiques, explique Xavier Gandon, le directeur des antennes TV digitales de TF1. Notre stratégie nous a permis de mieux résister que prévu. Durant les JO, notre audience a baissé d'environ 25 % à celle d'ITV, qui est un peu le TFI britannique, avait reculé de plus de 50 % en 2012, lors des JO de Londres », souligne-t-il.

Parmi les programmes qui ont bien résisté, les JT, dont le « 13 Heures », resté leader tout l'été. Largement rediffusées, les grandes franchises de fictions françaises, comme *Camping paradis*, *HPI*,

Josephine ange gardien ont réalisé scores comparables à un été habituel. La Une s'était surtout renforcée en amont, sur le premier semestre, afin d'amortir le creux d'audience de l'été. « L'avance prise sur les six premiers mois compense le retard de cet été. Quand on regarde l'audience de TF1 sur les huit premiers mois de l'année, on arrive à un niveau équivalent à celui de l'an dernier à la même période », fait remarquer Xavier Gandon. En janvier dernier, dans *Le Figaro*, Rodolphe Belmer, le PDG du groupe TF1, avait déjà minimisé la possibilité que France 2 passe devant TF1 lors des JO. « Si c'est une fois tous les cent ans, ce n'est pas un sujet de considération pour nous », balayait-il.

M6 accuse davantage le coup, avec 6,2 % de l'audience. Pour autant, la chaîne n'est pas vraiment inquiète. « Les JO de Paris ont été un phénomène d'audience, mais qui n'a pas bouleversé

les habitudes des téléspectateurs ni l'attractivité de nos programmes », constate Guillaume Charles, le directeur général des antennes TV et contenus du groupe M6. « Lorsque l'on regarde l'ensemble de l'été, hors JO, l'audience est très satisfaisante, notamment grâce à la diffusion de l'Euro en juillet. Depuis la fin des JO, toutes nos marques fortes, "L'Amour est dans le pré", "Les Traîtres", les magazines et les JT enregistrent de très bonnes performances », assure le dirigeant.

En multipliant les rediffusions cet été, M6 en a aussi profité pour faire des économies sur les coûts de grille. « Dans la mesure où le mois d'août n'est jamais très investi, ce ne sont toutefois pas des chiffres significatifs » tempère Guillaume Charles. M6 comme TF1 sont de nouveau à l'offensive pour la rentrée. « Nous retrouverons l'étiage habituel de nos audiences dès le mois de septembre », confirme Guillaume Charles. ■

Kamala Harris bat des records en publicités ciblées politiques

Claudia Cohen

L'équipe démocrate prévoit de dépenser 370 millions de dollars sur internet, soit six fois plus que le camp républicain.

Dans le sprint final avant l'élection présidentielle américaine du 5 novembre, Kamala Harris veut transformer chaque dollar récolté par ses équipes de campagne en voix supplémentaire dans les urnes. Depuis son entrée dans la course à la Maison-Blanche contre Donald Trump en juillet dernier, la vice-présidente des États-Unis et candidate démocrate est parvenue à lever plus de 540 millions de dollars en dons. Dans l'espoir de décupler son pouvoir d'influence lors d'un scrutin qui s'annonce très serré, Kamala Harris prévoit d'en dépenser 370 millions rien qu'en publicités politiques sur internet et les réseaux sociaux, entre les premiers jours de septembre et les derniers jours de campagne.

« Ce sera du jamais-vu ! Un record historique d'investissement dans les deux derniers mois d'une campagne présidentielle », affirmait lundi, lors du Labor Day (fête du travail), son équipe de campagne. « Au-delà du record plutôt symbolique, ce serait surtout six fois plus élevé que les dépenses prévues par l'opposant Donald Trump sur la période, avec

l'ambition de peser dans les États dits pivots comme la Pennsylvanie, la Géorgie ou l'Arizona », explique au *Figaro*, Steve Caplan, professeur américain à l'université de Californie du Sud (USC) et ex-communicant politique, s'appuyant sur les dernières estimations de la société d'analyse marketing AdImpact.

Le temps où le candidat démocrate Barack Obama déboursait en 2008 quelque 8 millions de dollars en publicités politiques en ligne semble aujourd'hui bien loin... À l'ère de la multiplication des canaux de communication et des publicités dopées à l'intelligence artificielle (IA), les investissements sur l'univers digital des médias traditionnels viennent côtoyer les dépenses sur les puissantes plateformes de streaming Hulu, Paramount, Spotify Roku, YouTube, mais également les réseaux sociaux.

Sans surprise, c'est Google et Meta, à la fois sur Facebook et Instagram, qui s'arrogent la part belle des dépenses. En dépit des controverses autour de son propriétaire, Elon Musk, désormais soutien affiché de Donald Trump, le réseau social X continue d'occuper une

place de choix dans les débats politiques et de capter ainsi une part des dépenses en publicités provenant des comités affilés, tels les Super PAC ou les comités conjoints de collecte de fonds.

De retour sur X après de longs mois d'absence, Donald Trump profite également d'un canal de communication supplémentaire à travers son réseau social Truth Social, qui revendique 4 millions de visiteurs actifs par mois. Au-delà des spots vantant les mérites des candidats, les réclames se concentrent sur de nombreux enjeux de société et

« Dans quelle mesure les publicités politiques influencent-elles vraiment les Américains dans leur vote ? C'est la question à 1 million de dollars, à laquelle il est difficile de répondre »

Steve Caplan Professeur à l'université de Californie du Sud

sujets économiques. La protection des droits des femmes et du droit à l'avortement, les politiques liées aux risques climatiques ainsi que le pouvoir d'achat des Américains pour Kamala Harris. La baisse des prix des biens et des services de consommation du quotidien ou l'expulsion des immigrés clandestins pour Donald Trump, entre autres. Très populaire chez les jeunes, TikTok a fait de son côté le choix d'exclure les publicités politiques de son application.

Le cadre réglementaire peu restrictif autour des données personnelles permet aux partis politiques américains d'envoyer des messages très ciblés aux utilisateurs des plateformes en ligne. Malgré des efforts de transparence, l'opacité demeure autour des critères de ciblage utilisés par les candidats. Et le volume de ces annonces complique considérablement la tâche des observateurs... Pour cette élection présidentielle américaine, Google limite pour sa part la capacité des annonceurs à cibler des publicités politiques au-delà de grandes catégories telles que le sexe, l'âge et la localisation.

« Dans quelle mesure les publicités politiques influencent-elles vraiment les Américains dans leur vote ? C'est la question à 1 million de dollars, à laquelle il est difficile de répondre, glisse Steve Caplan. Les influences sont finalement multiples, jusqu'à la dernière minute avant l'élection. » Malgré l'augmentation des investissements aux fils des années, l'attention des électeurs à l'égard des publicités semble faiblir, analyse de son côté le chercheur Michele Majidi, chez Statista. Selon le dernier sondage du portail de statistiques, 75 % des électeurs déclarent même avoir « tendance à ignorer les publicités politiques ou à ne pas en tenir compte ».

Désormais, les Américains attendent le premier face-à-face entre Kamala Harris et Donald Trump, qui se tiendra sur la chaîne ABC le 10 septembre prochain. « Une mauvaise impression capturée en quelques secondes par les caméras à la télévision a le pouvoir de faire oublier les millions de dollars d'efforts publicitaires dans la communication maîtrisée », conclut Steve Caplan. ■

LE FIGARO et vous



PARFUM
SAUVAGE MAIS CALIBRÉ
POUR LE SUCCÈS : LA SAGA
DU BEST-SELLER DE DIOR
INCARNÉ PAR JOHNNY DEPP **PAGE 33**

AUTOMOBILE
LE CONSTRUCTEUR CHINOIS XPENG
LANÇE UN SUV HAUT DE GAMME
CAPABLE DE RIVALISER
AVEC LES MARQUES ÉTABLIES **PAGE 32**



Le surréalisme bouscule toujours

Le mouvement imaginé par André Breton et ses amis il y a juste un siècle est à l'honneur dans une superbe exposition au Centre Pompidou et en salle des ventes. **PAGES 30 ET 31**

Clara Iannotta, la sculptrice du son

Christian Merlin

LES FIGURES DE LA RENTRÉE La compositrice italienne est à l'honneur au Festival d'automne, dont elle prend la direction musicale.

Elle est l'invitée d'honneur du programme musical du Festival d'automne 2024. Cela suffirait déjà à faire de Clara Iannotta l'une des figures de la rentrée. À 41 ans, la compositrice italienne n'est plus une inconnue. Cette élève de Frédéric Durieux au Conservatoire de Paris, qui a reçu les conseils des plus grands et enseigne aujourd'hui à l'université de Vienne, est jouée par les meilleurs ensembles et solistes. Sans tambour ni trompette, elle s'est imposée progressivement comme une poétesse du son, à l'imaginaire aussi discrète qu'illimité.

Pas de différence, pour elle, entre son et bruit. Lorsqu'elle se représente un son, image mentale mais aussi concrète, il s'agit

de le faire traduire par des instruments. Or, quand l'ancienne flûtiste pense à un son, elle ne pense pas d'abord à une clarinette ou à un violon, mais à une image sonore. Et si la clarinette ou le violon ne suffisent pas à la rendre vivante, elle n'hésite pas à recourir à des objets inattendus : du Plexiglas frotté par un Tupperware produira l'aigu éthéré dont elle a besoin.

Fragile et raffinée

Chez elle, le processus de composition n'est donc pas clos au moment où commencent les répétitions : l'œuvre continue à s'écrire en interaction avec les interprètes, invités à s'approprier des modes de jeu inconnus. Sans oublier que le son n'existe que lorsqu'il se déploie dans

l'espace. Il en résulte une musique impalpable et murmurée, fragile et raffinée, que l'on pourra découvrir en trois concerts jusqu'à la fin de l'année.

Mais ce n'est pas tout. À peine avait-on appris que Clara Iannotta serait à l'honneur du programme 2024 du Festival d'automne, que tombait la

nouvelle de sa nomination comme directrice artistique de la manifestation, dans son volet musical. Le poste était cruellement vacant depuis le décès, à 77 ans, le 18 avril dernier, de l'exceptionnelle Joséphine Markovits, qui en avait été l'âme pendant cinquante ans. On se demandait comment succéder à cette infatigable passeuse de création, qui refusait l'expression « musique contemporaine » et en interdisait l'usage à ses collaborateurs.

Faire appel à une compositrice peut apporter un nouveau regard, tant il est vrai que les institutions musicales aujourd'hui sont rarement dirigées par des musiciens. Le passage de témoin est émouvant, car

c'est Joséphine Markovits qui avait commandé à Iannotta sa première création au Festival d'automne voici dix ans. Et c'est encore elle qui avait programmé le portrait de cet automne 2024. Pas de temps à perdre : gageons que Clara Iannotta s'est déjà attelée au programme du Festival 2025, qu'elle cosignera avec Joséphine Markovits, à titre posthume, et que l'on espère toujours source de découverte et d'étonnement. ■

Du 7 au 18 octobre : installation sonore à l'église Saint-Eustache (Paris 1^{re}).
Le 11 octobre : concert à la Cité de la musique (Paris 19^e).
Le 16 novembre : programme Iannotta, Chostakovitch, Schubert à l'Auditorium de Radio France (Paris 16^e).
www.festival-automne.com



Clara Iannotta est jouée par les meilleurs ensembles et solistes.

Valérie Duponchelle

Publié à l'automne 1924, le « Manifeste » de Breton est au cœur de l'exposition conçue comme un labyrinthe brassant les idées, les figures et les œuvres de ce mouvement qui fascine toujours.

C'est une femme de pierre qui avance son visage pointu et sa poitrine dans le vent de la nuit, comme une figure de proue sur des flots inconnus. Le teint est gris comme la mort, les yeux sont clos sous les larges paupières, la bouche n'existe plus, remplacée par une petite forêt de fourmis noires. En arrière-plan, dans un soleil finissant, un penseur ou un pleureur érigé en candélabre, trois hommes miniatures dont deux sont nus, tous évoquent une certaine angoisse, voire la douleur. C'est *Le Rêve* de Salvador Dali le Catalan, 1931. Un monstre ricanant et griffu, au bec plein de crocs, à la chair verdâtre, dont les oripeaux sont des restes déchiquetés de couleurs suaves. C'est *L'Ange du foyer* (Le Triomphe du surréalisme), tableau énigmatique de Max Ernst peint en 1937, en pleine guerre civile espagnole. Rêve ou cauchemar ? Rêve et cauchemar.

Ce monstre politique dans lequel Werner Spies, grand historien du surréalisme et directeur du Mnam (Musée national d'art moderne) de 1997 à 2000, voyait une svastika nazie, est sorti de sa collection privée pour bien incarner son titre. De toute sa puissance étrange, il fait l'affiche de « Surréalisme », l'exposition du centenaire qui ouvre le 4 septembre au Centre Pompidou. Ce tableau de légende a rejoint ses compères, ces autres monstres politiques auxquels les surréalistes ont donné forme : le géant écartelé de *Construction molle avec haricots bouillis* (prémonition de la guerre civile), 1936, de Dali, le fameux portrait cadavérique de Hitler, 1934, au visage supplicié et à l'œil poignardé par Victor Brauner, l'aigle menaçant guettant depuis son nid en costume de ville, par Magritte dans *Le Présent*, 1939, les boyaux distendus du Cheval de Troie de Gérard Vulliamy, 1936-1937, ou la femme à sa fenêtre brandissant sa propre tête coupée dans *Sueno y presentimiento*, 1947, de la Mexicaine Maria Izquierdo. L'inconscient n'est pas inoffensif. Ni le corps, le désir, le sexe avec Toyen aux chimères cruelles ou la relation à l'autre avec Dora Maar, médium du mal-être.

Surréaliste ? Tout est surréaliste désormais, pour peu que la raison y échappe à l'œil nu. L'épithète est devenue usuelle, la référence aux maîtres de ce courant rebelle ne cesse de renaître. L'artiste français Cyprien Gaillard avait repris l'image de *L'Ange du foyer* de Max Ernst pour en faire un hologramme hypnotisant, lors de la 58^e Biennale de Venise en 2019. Pour aborder autrement cette révolution de l'art désormais étudiée, décortiquée et respectée, les commissaires de Beaubourg, Didier Ottinger et Marie Sarre, ont balayé l'idée d'un parcours chronologique et linéaire. Et opté pour une leçon de choses en 13 chapitres dont les thèmes – de « Mélusine » au « Cosmos » – sortent tout droit des œuvres choisies, toujours aussi dérangeantes au XXI^e siècle. La scénographie de Corinne Marchand est conçue en forme de spirale qui s'enroule autour du noyau central où est présenté le manuscrit original du *Manifeste du surréalisme* d'André Breton. Il marque avec sa publication en 1924 la naissance du mouvement. Ce prêt excep-



VINCENT LEVANT'S PHOTOGRAPHIE © ADAGP PARIS 2024

Au Centre Pompidou, un centenaire de rêve pour le surréalisme

Ci-dessus : *Sans titre (Main-coquillage)*, de Dora Maar, vers 1934 ; *Birthday*, de Dorothea Tanning, 1942.

tionnel de la Bibliothèque de France (BnF) en est donc le cœur et le cerveau.

« Une définition du surréalisme par André Breton apparaît dès 1922 dans *Littérature* (la revue fondée à Paris par les dadaïstes Louis Aragon, André Breton et Philippe Soupault, NDLR) », souligne l'essayiste Philippe Forest dans *Manifestes du surréalisme* qui sort le 19 septembre dans la « Pléiade ». « Ce mot, qui n'est pas de notre invention et que nous aurions si bien pu abandonner au vocabulaire critique le plus vague, est employé par nous dans un sens précis. Par lui, nous avons convenu de désigner un certain automatisme psychique qui correspond assez bien à l'état de rêve, état qu'il est aujourd'hui fort difficile de limiter », écrit Breton. Publié deux ans plus tard, conjointement avec les écritures automatiques du recueil *Poisson soluble*, son illustration poétique, le *Manifeste* est aussi le signe d'un désespoir, épave laissée par les ombres de la guerre de 1914-1918 et ses milliers de morts. « Le surréalisme vise à saper les valeurs sur lesquelles repose un monde dont la prétendue moralité n'a servi qu'à justifier des meurtres de masse », analyse le chercheur.

« Chère imagination, ce que j'aime surtout en toi, c'est que tu ne pardonnes pas », prévient Breton de sa belle écriture si lisible dans le *Manifeste* de 1924, un « texte de combat » pour la « mise à mort

Paul et Jacqueline Duchein, une collection dans le pur esprit

Béatrice de Rochebouët

Là toute-puissance du rêve ou le jeu désintéressé de la pensée ? Dans les années 1960, quand Paul Duchein découvre André Breton et son *Manifeste du surréalisme* de 1924, le trentenaire a une révélation pour le mouvement qui a engendré l'une des révolutions artistiques majeures du XX^e siècle. Il est captivé par sa dimension poétique naissant du désir d'œuvre en toute liberté, en l'absence de tout contrôle exercé par la raison, en dehors de préoccupations esthétiques ou morales. L'esprit de Breton et son art des associations vont alors guider sa quête insatiable, avec son épouse Jacqueline, jusqu'à son décès en 2024, à 94 ans. Le collectionneur, connu comme commissaire d'expositions et critique d'art, deviendra aussi artiste et chercheur d'objets hétéroclites pour fabriquer des boîtes-théâtre magiques sans « autre ambition, disait-il, que celle de faire naître un petit sentiment poétique dans un espace clos ». Ces assemblages à la manière des surréalistes furent exposés en 2017 au Musée d'Art brut de Montpellier et sont présents au catalogue (de 500 à 700 euros).

C'est sous le titre inspiré de cette exposition, « Le Théâtre de l'imaginaire », que Christie's va orchestrer la vente de la collection du couple, le 24 septembre, avenue Matignon, alors que Paris (après Bruxelles) s'apprête à souffler les 100 bougies du surréalisme, avec la magistrale exposition du Centre Pompidou. « Ce sont ses trois enfants qui mettent en vente la succession, à savoir le contenu du mas de Montauban, une ville fortement marquée par l'histoire de ce couple inséparable », confie Antoine Lebouteiller, directeur du département impressionniste et moderne de Christie's qui a réalisé l'inventaire, « un des plus forts en émotion », dit-il, de sa carrière. « Pharmacien, Paul Duchein avait repris avec Jacqueline (une Toulousaine, fille d'un pharmacien militaire affecté à Montauban, rencontrée en 1938, épousée en 1954 et décédée deux ans avant lui, en 2022, NDLR) l'office de ses tantes, rue de la Résistance. Véritable cabinet de curiosités, rempli du sol au plafond, leur maison est vite devenue, aux côtés du Musée Ingres Bourdelle, un second lieu de référence pour la ville. Nous mettons aux enchères 150 œuvres de la propriété pour une estimation de 4,6 millions à 7 millions d'euros », ajoute Antoine Lebouteiller.

La dispersion se poursuivra chez Giquello à Drouot, les 26 et 27 septembre. Les Duchein ayant aussi collectionné à foison l'art moderne et contemporain, l'art brut, l'art africain, le mobilier et les tableaux flamands, l'art religieux, les céramiques et les objets d'art populaire comme les paperolles, ces petites bandes-lettres de papier dans des cadres en bois (de 600 à 800 euros).

« Paul était un chineur de génie qui faisait de nombreuses trouvailles dans les vide-greniers et brocantes, d'autant plus que l'époque était plus propice à de véritables redécouvertes. Les vendeurs étaient moins renseignés, Paul m'apprenait d'ailleurs très souvent afin de me donner conseil lorsqu'il avait un doute sur la valeur ou l'importance de certaines œuvres », raconte Marcel Fleiss (galerie 1900-2000). Le marchand, qui avait fait sa connaissance à la fin des années 1960, se souvient de son premier achat, une huile (et fumaige) de Wolfgang Paalen – l'Autrichien proche de Breton qui s'exila à Mexico des 1939 –, *Les Fantômes de la pyramide*, acquise en 1972, à sa toute première galerie des Quatre mouvements. L'œuvre montrée (comme plusieurs de la collection) dans l'exposition

« Passions privées », en 1995, au Musée d'art moderne de la ville de Paris, est estimée par Christie's entre 50 000 et 70 000 euros. Marcel Fleiss auquel fut confiée l'exclusivité de la collection d'André Breton par sa fille Aube Eléonore raconte aussi que celle-ci, après le décès d'Elisa Breton, sa veuve, en 2000 et la vente de la maison de Saint-Cirq-Lapopie (maison musée, propriété de la municipalité dans le Lot, depuis 2016), fit des dons à Paul Duchein pour le remercier de son aide indéfectible. Preuve en est cette boîte à cigares avec des collages de Breton et treize pierres d'agate (1 000 à 1 500 euros) ou celle avec des coléoptères trouvés sous la mousse des talus de la forêt de Grésigne, dans le Midi de la France, comme l'écrit le père à sa fille en 1952 (1 000 à 1 500 euros). Deux raretés que on sait le peu de pièces de Breton en circulation sur le marché.

Par leurs liens tissés avec de nombreux artistes de leur époque (Georges Braque, Henri Michaux, Josef Sima ou l'Américain Sam Francis), les Duchein ont acquis de l'art moderne mais c'est leur attirance pour le surréalisme avec cet art unique du mélange qui donne son véritable



VILLE DE MARSEILLE, DIST. RMNGRAND PALAIS / JEAN BERNARD © ADAGP PARIS, 2024



DIGITAL IMAGE, THE MUSEUM OF MODERN ART, NEW YORK/SCALA FLORENCE/ADAGP PARIS, 2024

« Ce grand message panthéiste parle à notre époque »

« Transformer le monde, a dit Marx. Changer le monde, a dit Rimbaud : ces deux mots d'ordre n'en font qu'un », dit André Breton dans son discours au congrès des écrivains (1935). En quoi ce mouvement de rebelles d'avant-guerre touche-t-il les générations contemporaines ? Explications par Didier Ottinger, directeur adjoint du Mnam (Musée national d'art moderne) et commissaire, avec Marie Sarré, de « Surréalisme », l'exposition du centenaire.

LE FIGARO. - En quoi le surréalisme est-il resté d'avant-garde, voire d'actualité ?

DIDIER OTTINGER. - Longtemps, le surréalisme a été considéré comme un grand marginal par rapport au récit canonique de l'art moderne, à sa doxa, dirait-on aujourd'hui. La première grande exposition qui est consacrée à « Fantastic Art, Dada, Surrealism » date de 1936, à l'initiative du MoMA de New York, sous la férule de son premier directeur, Alfred Barr. En 1962, quand le MoMA fait une exposition intitulée « Surrealism and His Heritage », il a conscience que le surréalisme peut être la matrice de nouvelles générations d'artistes, celle du pop art en particulier, en produisant une nouvelle forme d'imagerie. Dans son introduction, Alfred Barr considère que le surréalisme est un « mouvement réactionnaire » par son attachement au narratif, à la figuration, avec sa contestation des valeurs mêmes de la modernité, soit en contrepied du modèle Bauhaus, de la cohabitation entre l'art et la technique, qui était le grand mythe moderne.

Et en France ?

En France, la défiance reste grande entre les musées et les surréalistes, comme en témoignent les lettres d'André Breton au Musée d'art moderne de l'époque. Pour la génération de Bernard Dorival, historien de l'art né en 1914 et alors conservateur du Mnam, le surréalisme n'était pratiquement pas un mouvement moderne. Par leurs intuitions, par leurs connexions, les surréalistes réactualisent le procès qu'avait fait en son temps le romantisme allemand contre cette rationalité, contre les Lumières qui définiraient l'être moderne. Et, avec les poètes, ils ont mis en avant l'inconscient, le rêve, la nature.

Comme notre société contemporaine, qui défend la nature, met-elle en doute le progrès et célèbre les chamans ?

Aujourd'hui, le grand message panthéiste du surréalisme - qui n'était pas entendu alors - parle à notre époque. Nous avons consacré un des treize

chapitres de l'exposition aux forêts, thème qui relie le surréalisme à son grand antécédent historique, le romantisme allemand. Comme la nuit, les forêts éclairées par la lune sont un grand sujet romantique. La forêt est omniprésente dans la poésie, la musique et les arts plastiques du romantisme allemand. D'où la présence, ici, d'un tableau qui n'est pas surréaliste, du peintre allemand Caspar David Friedrich (1774-1840), qui est déjà une vision idéalisée de la nature. Il est dans cette salle qu'ouvrent les forêts pâles d'André Masson et où se déploient les forêts sombres éclairées par la lune de Max Ernst. Le peintre né en 1891 à Brühl, près de Cologne, est le trait d'union par excellence entre romantisme allemand et surréalisme, car le plus pétré de culture germaniste. Avec l'artiste roumain Victor Brauner, qui réalise *Portrait de Novalis* en 1943. Et André Masson, qui lit Héralte, Nietzsche et Goethe, et conçoit une série de portraits des romantiques allemands.

« Le surréalisme actualise tout ce qui était les valeurs du romantisme allemand »

Quelles sont les correspondances avec le monde contemporain ?

Le surréalisme actualise tout ce qui était les valeurs du romantisme allemand : la poésie, qui est le sommet de l'expression humaine et facteur d'épanouissement, le contact privilégié avec la nature, l'omniprésence du rêve. Autant de thèmes qui ont un écho très contemporain dans un monde qui veut déconstruire et chercher un nouveau sens. Les liens longtemps débattus du surréalisme avec l'ésotérisme ont longtemps servi à le discréditer. C'était risible à l'époque moderne de s'intéresser à l'occultisme, encore plus à l'alchimie. L'est-ce aujourd'hui ? Les surréalistes l'ont complètement assumé, en faisant de façon intelligente, en cherchant ce que l'alchimie pouvait avoir d'intéressant pour une pensée contemporaine. Le recours aux tarots avec le *Jeu de Marseille* (1944), qui associe Victor Brauner, André Breton, Frédéric Delangle, Oscar Dominguez, Max Ernst, Jacques Hérold, Wilfredo Lam, Jacqueline Lamba et André Masson. *La Pierre philosophale*, de Matta, l'intérêt pour les mythologies anciennes et la recherche d'une mythologie nouvelle, cette fois moderne, incarnée par *Le Grand Transparent*, sculpture de l'artiste roumain Hérold, exposé à la Galerie Maeght en 1947. Tout cela est bouillonnant de vie intérieure. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR V. D.

du monde d'hier ». En témoignent à Beaubourg les coups portés à l'ennemi : le *Portrait chargé de Franco*, dessin virtuel d'André Masson, vers 1938-1939, ou *Le Dictateur*, 1937, grotesque tête de veau en toge par Erwin Blumfeldt, le photographe américain né Juif allemand à Berlin en 1897. « SURREALISME. n. m. Automatisme psychique pur par lequel on se propose d'exprimer, soit verbalement, soit par écrit, soit de toute manière, le fonctionnement réel de la pensée. Dictée de la pensée en l'absence de tout contrôle exercé par la raison, en dehors de toute préoccupation esthétique ou morale. » La célèbre définition de Breton comporte

Cette bourrasque créative relève autant du jeu d'enfant que du cérébral

nombre de ratures, comme un traité de paix à peine négocié, au mot prêt. Héritière rebelle et iconoclaste des Saintes Écritures, on pourra la lire dans sa vitrine. Ce trésor manuscrit est au cœur de l'hommage tourbillonnant du Centre Pompidou qui entend révéler le surréalisme à une génération qui n'a pas vu « La Révolution surréaliste » en 2002. Deux salles d'Eros sont interdites aux mineurs.

Cette définition aurait pu conduire à un art sévère, réservé à un club d'intellectuels qui auraient tout lu. Du poète et philosophe allemand du XVIII^e, Novalis, au poète franco-uruguayien du XIX^e, Lautréamont, ses *Chants de Maldoror*, son lyrisme noir et son style brutal qui en font « le Prince des Poètes » pour les sur-

réalistes. « Beau comme la rencontre fortuite sur une table de dissection d'une machine à coudre et d'un parapluie » est écrite sur le mur du 3^e chapitre qui lui est consacré. Enigmatisque, cette définition est reprise au pied de la lettre par les artistes, comme une porte qui s'ouvre dans un château scellé. C'est *Le Chant d'amour*, 1914, de Chirico, avec son buste antique aux yeux aveugles, son gant géant rouge, sa boule verte de voyante. C'est la *Table*, 1933, de Giacometti et ce visage fantôme sous le voile, cette main coupée, cette pierre philosophale empruntée à *La Mélancolie* de Dürer, cette blancheur de tombe. C'est *Le Téléphone aphrodisiaque*, 1938, de Dali et son homard peint en blanc qui sert de combiné absurde à l'appareil en bakélite. C'est le *Nuage articulé* de Wolfgang Paalen, 1937, parapluie entièrement en éponges de mer. C'est *La Durée poignardée*, 1939, de Magritte et sa locomotive à vapeur fumante qui jaillit de la cheminée. Associations, révélations, humour noir, tout traverse le temps et l'espace pour frapper l'imaginaire sur le vif.

Cette bourrasque créative relève autant du jeu d'enfant que du cérébral. Grâce à un article enthousiaste d'Aragon en 1931, Alice au pays des merveilles de Lewis Carroll et son monde inversé passionnent les surréalistes avec l'idée de la liberté intacte de l'enfant, le premier des artistes. La Britannique Leonora Carrington joue comme Alice du grand et du petit juxtaposés contredisant l'ordre de l'univers dans *Green Tea*, 1942. Celle qui prendra sa succession dans la vie de Max Ernst, l'Américaine Dorothea Tanning fait voler les longues chevelures vers le haut et enra-

Ci-dessus, de gauche à droite : L'Ange du foyer (Le Triomphe du surréalisme), de Max Ernst, 1937 ; dessin collectif, de Victor Brauner, André Breton, Oscar Dominguez, Wilfredo Lam, Anonyme, Jacques Hérold et Jacqueline Lamba, 1940-1941 ; Le Chant d'amour, de Giorgio De Chirico, 1914.

cine ses jeunes filles dans un tournesol géant (*Eine Kleine Nachtmusik*, 1943). D'où cette fraîcheur insensée qui balaise cette « exposition du centenaire » où le rêve impose sa franchise sauvagerie à tous. « *Train fantôme* », « *Palais des Glaces* », « *Cabaret* », les expositions surréalistes ont souvent été traitées en leur temps de façon assez péjorative, souligne Marie Sarré. Nous avons voulu rappeler leur dimension très populaire et spectaculaire en ouvrant l'exposition avec la porte du *Cabaret de l'Enfer*, qui se trouvait derrière l'atelier de Breton, où les surréalistes avaient l'habitude d'aller. » Cette porte ouvre sur un cloîtroir noir les fameux Photomaton des surréalistes les yeux clos servent de passage sur l'autre rive. ■

« Surréalisme », du 4 septembre au 13 janvier, au Centre Pompidou (Paris 4).

Catalogue, 344 p., 49,90 €.

À lire, *Manifestes du surréalisme*, André Breton, Gallimard, « Pléiade » (prix de lancement 65 €).

À voir : « Le Paris surréaliste des galeries », dont « Provenance André Breton », à la Galerie 1900-2000 (Paris 6) ; « Des surréalistes à la NRF. Des livres, des rêves et des querelles », à la Galerie Gallimard (7^e) ; une rétrospective « Leonor Fini » à la Galerie Minsky (7^e) ;

« Alan Glass. Cabinet surréaliste », à la Galerie Claude Bernard (6).

d'André Breton



NINA SLACHOVA

Christie's met en scène 150 œuvres de la collection Paul et Jacqueline Duchein pour la vente « Le Théâtre de l'imaginaire », le 24 septembre, à Paris.

souffle à leur collection. Parmi les pièces phares : une toile lyrique de 1955, *Flux et reflux de la nuit*, de Marie Cerminova, artiste peintre surréaliste franco-tchèque qui prit le nom de Toyen d'après le mot français « citoyen » (800 000 à 1,2 million d'euros), les *Trois monstres* ou la *Horde* de Max Ernst de 1927 (400 000 à 600 000 euros) ou la *Cage du temps* d'Yves Tanguy (180 000 à 250 000 euros). Aux côtés de ces figures majeures du mouvement, il y a de moins grands noms, pas moins surprenants, comme Pierre Roy et son *Papillon de la nuit* (40 000 à 60 000 euros). Au catalogue aussi : une composition de Salvador Dali (15 000 à 20 000 euros) et *L'Hôtel meublé*, un assemblage de Man Ray, artiste qui ne pouvait manquer à l'appel de cet ensemble aussi parfaitement surréaliste (30 000 à 50 000 euros). Les femmes de ce mouvement dont la cote est restée longtemps en deçà de leurs homologues masculins et que le marché redécouvre avec appétit n'ont pas laissé insensible Paul Duchein, notamment Dorothea Tanning (*Une belle langue pour naufrages*, 1961, 50 000 à 70 000 euros). L'Américaine sera à l'honneur avec d'autres femmes artistes (Leonora Carrington et Leonor Fini) à la

galerie Raphaël Durazzo, dès le 25 septembre (23, rue du Cirque, Paris 8^e), dans une exposition intitulée « Le Surréalisme au service de la distraction ».

Les œuvres plus intimistes

Vingt et un ans après le succès de la vente de la collection inestimable d'André Breton par sa fille et petite-fille (46 millions d'euros pour 4000 lots conservés dans son atelier parisien) et ce, malgré l'indignation des milieux culturels qui auraient souhaité que l'État interdise sa sortie du territoire, le surréalisme a toujours autant la cote. La collection Duchein devrait dans une moindre mesure faire des étincelles par le caractère inédit des œuvres finement choisies. Les Duchein ont souvent privilégié les moins grands noms, les œuvres plus intimistes. Point de Magritte qui est depuis son dernier record - près de 71,5 millions d'euros pour *L'Empire des lumières*, en 2022 chez Sotheby's à Londres, talonné par *L'Ami intime*, à près de 40 millions d'euros, en mars dernier, chez Christie's -, l'artiste le plus recherché du mouvement.

Pour faire le lien entre le surréalisme et l'époque contemporaine, Christie's a donné carte blanche dans ses espaces de

l'avenue Matignon à Audrey Gutman, pour une exposition-vente. La jeune plasticienne et poète qui marie collages et jeux de mots commémore à sa manière la publication du *Manifeste surréaliste* d'André Breton. Elle fait dialoguer Duchamp, Éluard, Ernst, Dali, Benjamin Péret, Belmer, Masson, Magritte, Lise Delahaye, Man Ray ou Jean Hugo. Et surtout, elle recrée, à partir de prêts de prestigieuses collections privées, une installation éphémère inspirée de l'atelier d'André Breton, évoquant un labyrinthe. Un voyage onirique à travers les phrases et les images.

Enfin, Christie's vient d'annoncer une vente dédiée à Clovis Trouille, 88 tableaux et sculptures, pour le 3 octobre, confiés par la famille et sortis de son atelier (estimation 3 millions d'euros). De quoi faire monter la cote de cet artiste subversif (1889-1975) dont l'œuvre fut proche un temps des surréalistes. Ils le surnommaient « le Grand Maître de l'économie du tout est permis » pour ses toiles mêlant anticléricalisme, érotisme, humour macabre et antimilitarisme. ■

« Images du labyrinthe. L'Atelier surréaliste. Carte blanche à Audrey Gutman ».

du 12 septembre au 3 octobre. www.christies.com.

Sylvain Reisser

Signé par un nouveau constructeur, ce SUV électrique multiplie les raffinements pour séduire une clientèle exigeante.

Avant de nous envoyer dans les airs avec ses taxis volants - un engin de ce type sera présenté en octobre prochain au Mondial de l'auto de Paris -, le constructeur chinois aspire déjà à investir nos routes avec ses SUV zéro émission. Fondée en 2014 à Guangzhou, en Chine, par deux jeunes ingénieurs, Xiaopeng He et Tao He, Xpeng Motors s'est concentré au début sur le développement des nouvelles technologies (moteurs électriques, batteries, systèmes électroniques) avant de se décider à concevoir et produire des véhicules électriques. L'an dernier, la production dans l'usine de Zhaoqing n'a pas dépassé 141 601 unités, mais l'entreprise, qui déploie une vaste stratégie d'exportation, nourrit des ambitions élevées. Présent depuis 2021 dans les pays scandinaves, Xpeng cherche désormais à élargir son audience en Europe. Sa volonté d'expansion pourrait toutefois se retrouver contrariée par les droits de douane que la Commission européenne envisage d'imposer aux véhicules électriques produits en Chine. En fonction du niveau de subventions versées par Pékin, le taux pourrait aller jusqu'à 36,3 % du prix de vente.

Sièges chauffants

Chez nous, Xpeng commercialise déjà depuis quelques semaines deux véhicules de loisirs basés sur une plateforme 800 V : le G6, un véhicule au profil de coupé de 4,75 m facturé 42 990 euros, et le G9, leur porte-drapeau, que nous avons essayé dans sa finition supérieure Performance. Ce SUV vise la clientèle des modèles de marques haut de gamme : Audi Q6 e-Tron, BMW iX, Mercedes EQE SUV et Porsche Macan, pour ne citer que les principaux. Plutôt réussi sur le plan du style, le G9 s'inspire des canons européens, notamment du Range Rover Velar, dont il reprend les poignées de porte affleurantes. Le long capot se marie avec des lignes fluides récompensées par un Cx aérodynamique de 0,27. Une gageure pour ce véhicule de près de 4,90 m de long et 1,94 m de large dont l'allure renvoie plutôt à un crossover qu'à un imposant SUV.

Le même souci de bien faire a présidé au traitement de l'habitacle. Rien de révolutionnaire, mais le raffinement de la sellerie en cuir nappa couleur tabac, le grand toit en verre panoramique et le trio d'écrans numériques participent à



Plutôt réussi sur le plan du style, le G9 s'inspire des canons européens.

CHRISTIAN VALSE



L'habitacle est équipé d'une sellerie en cuir nappa couleur tabac et d'un trio d'écrans numériques.

Sous le capot

Moteurs	
Type	2 électriques
Puissance	551 ch
Couple	717 Nm
Transmission	
Type	Intégrale
Boîte	1 rapport avec réducteur
Dimensions/poids	
L/l/h	4 891 x 1 937 x 1 670 mm
Coffre	660 litres (+ 71 l à l'avant)
Poids	2 340 kilos
Performances	
0-100 km/h	3,9 secondes
Vitesse	200 km/h
Consommation/Autonomie	
Mixte UE	21,3 kWh/100 km
Autonomie	520 km
PRIX	73 990 €

l'impression de sérieux. Comme sur la plupart des modèles de nouvelle génération, les boutons ont disparu. Tout passe par les deux tablettes de 14,96 pouces installées dans un panneau incliné, posé simplement sur la planche de bord. L'écran central est dédié au système multimédia et celui du passager avant donne accès à des contenus musicaux et vidéos. Circuler dans les menus, dont les icônes rappellent ceux d'un iPhone, est d'une grande simplicité. Dans cette version Performance, l'équipement est complet : sièges avant et arrière chauffants, assistance au stationnement avec caméra à 360 degrés, sièges massants (sauf place centrale arrière), système audio Dynaudio sophistiqué à 22 HP, deux chargeurs de smartphone à induction. L'arrière a été particulièrement soigné. Outre des assises pouvant s'allonger, Xpeng a pensé

à ceux qui ont un chauffeur, en transformant le siège arrière droit en espace « classe affaires » avec la mise en portefeuille du siège passager avant (option à 3 990 €). Le quotidien des usagers sera aussi simplifié avec une application permettant de piloter de nombreuses fonctions depuis son smartphone. On peut ainsi déverrouiller les portières et déployer les poignées rétractables en s'approchant de la carrosserie, mais également piloter le véhicule à distance, l'avancer, le reculer ou le garer dans une place, via le portable. Le G9 n'a pas oublié sa vocation familiale et si la place centrale arrière n'est guère accueillante, le coffre accepte facilement les bagages de cinq personnes. C'est l'un des atouts d'une plateforme électrique : aux 660 litres de l'espace arrière, on peut ajouter 71 litres sous le capot avant.

Particularité de la plateforme Xpeng, elle intègre le pack de batteries. Dans le cas du G9, il affiche une capacité de 78,4 kWh bruts dans sa version de base - propulsion de 313 ch -, facturée 59 990 euros. Le modèle Performance porte bien son nom avec des accumulateurs de type nickel-manganèse-cobalt portés à 98 kWh bruts et son moteur supplémentaire à induction de 238 ch sur l'essieu avant. La puissance cumulée grimpe alors à 551 ch, mais pas de miracle, ces caractéristiques se traduisent par une masse importante, près de 2,5 tonnes en ordre de marche, qui influe sur le comportement routier. Si les accélérations se rapprochent d'une GT avec un 0 à 100 km/h en 3,9 secondes, l'inertie est importante. Les dérapages sinueux ne sont pas sa tasse de thé. La direction manque de retour d'informations, le roulis est prononcé et le freinage est perturbé par le manque

de consistance de la pédale dont la pression peut être réglée via l'écran. Le G9 préfère les voies rapides où les occupants profiteront pleinement du confort de la suspension pneumatique. Si ses prestations ne peuvent rivaliser avec une Mercedes, elle permet d'ajuster la hauteur de caisse de 50 mm en fonction du mode de conduite activé. Enfin, sans forcer sur l'accélérateur, l'autonomie peine à atteindre les 520 km annoncés par le constructeur. Par contre, c'est l'un des atouts de sa technologie embarquée, la batterie se recharge très vite. À la station située sur la nationale N12, à la hauteur de Houdan, nous avons fait l'appoint, passant de 27 % (121 km résiduels) à 49 % (210 km) en à peine 8 minutes. La puissance de charge a atteint très vite 180 kW pour se stabiliser ensuite pendant toute la durée de la recharge. Sur une borne ad hoc, la puissance peut atteindre 300 kW. Une sacree performance qui corrobore les valeurs annoncées par Xpeng. ■

NOTRE AVIS

Malgré sa jeunesse, Xpeng livre une copie assez aboutie. Certes, des points restent à améliorer, notamment le comportement routier, mais les constructeurs établis peuvent s'inquiéter à raison. Les Chinois apprennent vite ; ils l'ont déjà démontré. Sans attendre les taxes à l'importation qui vont alourdir la note, le G9 ne se brade pas. À ce niveau de tarif, malgré la garantie 7 ans, il est permis de se demander si le client ne privilégie pas (encore) une marque ayant une image et un réseau. Celui de Xpeng devrait compter 35 adresses fin 2024.

Une casse devenue un véritable musée

C'est l'événement de la rentrée : la vente spectacle de la collection de l'Américain Rudi Klein.

Le spectacle est saisissant. Il nous rappelle celui des collections Baillon (France) et Medlin (États-Unis) qui réunissaient des joyaux de l'automobile crouppissant depuis une éternité à l'abri des regards. Entourée de barbelés et de cactus, une casse de la banlieue sud de Los Angeles abrite depuis plus de cinquante ans plusieurs dizaines de voitures déclassées ou

à l'état d'épaves. Devenus des modèles de collection, ces véhicules vont être dispersés dans le cadre de la succession de Rudi Klein. Depuis son décès en 2001, laissant deux fils et une veuve, rien n'a bougé en ces lieux.

Arrivé en Amérique du Nord à la fin des années 1950, l'homme avait commencé sa carrière comme boucher avant de se tourner vers le commerce



Des échafaudages ont été érigés pour stocker les voitures en hauteur, sur plusieurs niveaux.

RM SOTHIEBYS

de voitures européennes, par le biais d'une casse installée dans la banlieue sud de Los Angeles. Portant la bannière « Porsche Foreign Auto », son affaire se concentrait principalement sur les machines venant de la marque des voitures de sport de Zuffenhausen. À force d'amasser des véhicules en fin de vie, accidentés ou en panne, les lieux ont fini par devenir une véritable caverne d'Ali Baba. Par manque de place, Rudi Klein finit par ériger des échafaudages pour stocker les voitures en hauteur, sur plusieurs niveaux. Certaines, restées à l'extérieur cuisent depuis plusieurs décennies sous le soleil de Californie. Elles sont dans un état de décrépitude avancée. De la marque Porsche, on trouve des 356 mais également un nombre impressionnant de 911. Ses origines allemandes

s'expriment aussi à travers une forte représentation de Mercedes. Des Pagode alignées comme à la parade côtoient des paquets de roadsters R107, identiques à celui que Bobby Ewing conduisait dans la série Dallas. On ne compte plus le nombre de caisses désoignées.

Une valeur de plus de 10 millions d'euros

Au temps de sa splendeur, le Porsche Foreign Auto était devenu l'endroit rêvé pour celui qui avait besoin d'une pièce pour sa 911 de 1968 ou sa Mercedes 280 SL de 1970. Le casseur avait pris soin de démonter la plupart des voitures et de stocker les pièces détachées - moteurs, jantes, tableau de bord, sièges -, sur des étagères à plusieurs niveaux. Ceux qui l'ont pratiqué racontent aujourd'hui

que le maître des lieux, aussi excentrique que bourru, éconduisait les curieux.

En raison d'un inventaire en cours, il est impossible pour le moment de connaître le nombre de véhicules mais ils sont plus d'une centaine. Les véhicules en mesure d'être réparés ou restaurés ont été préservés dans les hangars, sous des bâches. Connaissiez-vous, l'homme savait ce qu'il avait entre les mains. Dans un coin, un alignement de Porsche 356 coupé et cabriolet côtoie des Mercedes 300 SL roadster et coupé des années 1950, dont une rare version à carrosserie aluminium. De la firme à l'étoile, le joyau est sans conteste le coupé 500 K à compresseur ayant appartenu au champion allemand Rudolf Caracciola. Certains estiment que ce morceau d'histoire pourrait valoir plus de 10 millions d'euros. La collection comporte d'autres pépites : une paire de Maybach d'avant-guerre ; l'unique Iso Grifo A3/L prototype carrossée en spyder par Bertone en 1967 ; une Facel Vega ; quelques BMW 502 et 507 ; six Lamborghini Miura ; une Ferrari 365 GT/4 et le dernier exemplaire survivant des sept Horth 855 Spezial Roadster jamais construits. Ce véhicule aurait appartenu à Eva Braun, la compagne d'Adolf Hitler. À ce stade, d'autres révélations ne sont pas impossibles. ■

S.R.

Écoutez toute l'actualité des jeunes talents avec
Thierry Hillérieteau

"Nouvelle génération", chaque mardi à 20h dans le Journal du Classique avec **LE FIGARO**



Margaux Krehl

Johnny Depp les yeux passés au khôl, le cri d'un coyote et un jus viril qui a déjoué tous les pronostics. Neuf ans après son lancement et malgré les polémiques, le bien nommé Sauvage de Dior, qui s'offre une nouvelle déclinaison, reste le parfum masculin le plus vendu au monde. Décryptage.

Ce 1^{er} septembre 2015. Sur les écrans du monde entier, Johnny Depp, fraîchement nommé égérie Dior, incarne la nouvelle fragrance pour homme de la maison. Devant la caméra du réalisateur et photographe français Jean-Baptiste Mondino, l'acteur, regard souligné de noir et allure de rocker, fait le show. Au son des riffs de guitare du légendaire musicien américain Ry Cooder, il envoie tout balader, quittant L.A. pour un road trip en Dodge Challenger. « Il faut que je parte. Où ? Je n'en sais rien », déclare la star. Entre le vol d'un aigle et le cri d'un coyote, le voilà creusant en plein désert Mojave, abandonnant dans un trou colliers, bagues et autres possessions matérielles. Ne reste que lui, l'immensité et un parfum, dont le nom s'étale en lettres blanches : « Sauvage ».

Lorsqu'il apparaît, le marché de la parfumerie masculine est alors dominé par Bleu de Chanel et les effluves puissants incarnés par de virils « M. Muscle » (Invictus et One Million de Paco Rabanne, Le Mâle de Jean Paul Gaultier, etc.). Pour la marque de l'avenue Montaigne, l'enjeu est de taille : il faut faire aussi bien, si ce n'est mieux, que le précédent jus, le cultissime Dior Homme, sorti en 2005. C'est François Demachy, alors parfumeur-crétateur Dior, qui s'attelle à la tâche et compose Sauvage, revenant à l'essence d'une eau de toilette « entre brutalité et noblesse, forte et fragile, virile et fraîche ».

Les critiques sont unanimes : en mettant à l'honneur la fraîcheur – très plébiscitée au rayon des parfums masculins – et en réussissant à la faire tenir sur la durée – l'une des grandes attentes des consommateurs, pour qui qualité rime avec longue tenue –, Dior s'inscrit parfaitement dans les codes de son époque. En rompant également avec l'imaginaire alors très urbain des sent-bon pour bureaucrate se « pschittant » avant d'entamer une nouvelle journée de travail, Sauvage séduit les hommes avides d'évasion et de grands espaces. « C'est un parfum calibré pour gagner », souffle un initié.

« Une personnalité d'envergure »

Et puis il y a son nom, évocateur de puissance, de virilité. Un clin d'œil aussi à l'un des jus iconiques de Dior, Eau Sauvage, lancé en 1966 par Edmond Roudnitska et dont l'univers, incarné par un Alain Delon au summum de sa beauté, a longtemps frappé les esprits (lire ci-contre). Désormais place à Johnny Depp, donc, qui jouit auprès des petits comme des grands d'une solide cote de popularité depuis qu'il a endossé le costume de Jack Sparrow, l'impertinent boucanier de la saga *Pirate des Caraïbes* (2003-2017). « Cette figure du pirate est transnationale, elle a traversé tous les continents, analyse Nacima Ourahmoune, professeure associée en marketing à Kedge Business School. Dior a choisi une personnalité d'envergure, capable de fasciner au-delà des marchés traditionnels du luxe européen et français. Il est important aussi de noter que Johnny Depp est à la frontière de différentes masculinités : le bourgeois qui met en avant sa réussite sociale, une figure très prise par le luxe, et le sauvage à la marge, anticonformiste. »

Même les scandales n'y changent rien : quand, en 2022, Johnny Depp est opposé à son ex-femme, l'actrice Amber Heard, dans un procès en diffamation suite à des accusations de violence conjugale, les ventes de Sauvage décol-



Le pirate, le couturier et le parfum du succès

Neuf ans après la première publicité de Sauvage, Johnny Depp et, derrière l'objectif, Jean-Baptiste Mondino font de nouveau équipe pour la campagne d'affichage de la nouvelle version de Sauvage, Eau Forte, de Dior (ci-dessous, 165 € les 100 ml).

JEAN-BAPTISTE MONDINO POUR CHRISTIAN DIOR PARFUMS ; CHRISTIAN DIOR PARFUMS



lent. « Certains n'ont pas envie de détruire leurs idoles, pointe l'experte. L'histoire de Johnny Depp a réénergisé les ventes, car il y a toujours une fascination pour une masculinité conquérante, rebelle, un peu hors des codes, qui peut se permettre une transgression. » Largement soutenu par ses fans sur les réseaux sociaux, l'acteur sort blanchi de cette affaire, quand bien même la justice le reconnaît coupable de diffamation. Selon Variety, son contrat avec Dior aurait, lui, été prolongé de trois ans en août 2022 pour un montant de 20 millions de dollars, soit le plus important signé par une égérie de parfum masculin à ce jour.

Comme tous les best-sellers mondiaux, Sauvage se prête au cours des années qui suivent sa sortie à de nombreuses déclinaisons, dites « flankers » dans le milieu. L'eau de parfum en 2018, le parfum en 2019, l'élisir en 2021... Cette année-là, il devient même le parfum le plus vendu au monde (un flacon toutes les trois secondes), tous sexes confondus, détrônant les champions de la catégorie féminine que sont Coco Mademoiselle de Chanel et La Vie est Belle de Lancôme.

Neuf ans après son lancement, Sauvage fait toujours les belles heures de Dior Parfums. En janvier dernier, le groupe LVMH, propriétaire de la maison, se félicitait d'une année 2023 record, marquée par « la poursuite du succès planétaire du parfum Sauvage de Dior, à nouveau leader mondial ». Raison de plus pour poursuivre la saga. C'est à Francis Kurkdjian, nommé directeur de la création parfum de la marque en 2021, qu'est revenue la lourde tâche d'imaginer une quatrième itération. Intitulée Eau Forte, cette dernière fait ses adieux à la bergamote, présente dans les deux précédentes moutures, pour faire place à la lavande. « L'idée de repenser Sauvage était intéressante, parce qu'elle permet

de revisiter un grand schéma de la parfumerie basé autour de la lavande, qui a défini la masculinité dès la moitié du XIX^e siècle, explique Francis Kurkdjian, rencontré courant juin au cœur des spectaculaires montagnes de l'Utah, lors de la présentation à la presse. J'ai donc essayé de capturer une certaine partie de Sauvage, cette lavande un peu fraîche présente notamment dans l'eau de toilette de la gamme, que je trouve très pertinente et qui, selon moi, fait son succès. Mais sans ce petit côté nostalgique, « macho man » des années 1980, que personnellement je n'aime pas. »



WOLFE - VENTOUR CHRISTIAN DIOR PARFUMS

J'ai essayé de capturer une certaine partie de Sauvage, cette lavande fraîche qui, selon moi, fait son succès... sans le côté nostalgique, « macho man » des années 1980 que je n'aime pas

Francis Kurkdjian

Directeur de la création parfum Dior

Le parfumeur s'est ainsi employé à retravailler la structure de la lavande, et par extension celle de Sauvage, qui, pour la première fois, ne contient pas d'alcool, mais de l'eau, qui est aussi le fil

olfactif. « Je ne souhaitais pas tant m'inspirer de l'odeur de l'eau – qui d'ailleurs n'en a pas vraiment – que de sa puissance et de son pouvoir énergétique. La moindre goutte d'eau dans le désert devient force de vie, redonne une forme de boost, et j'ai voulu traduire ce sentiment-là en parfumerie. Ce passage au parfum d'eau me permet de prolonger la fraîcheur et de donner une nuance différente. Ici, l'eau apporte un « gonflant », elle redonne vie aux ingrédients, les amplifie. » D'ailleurs, pour l'image publicitaire d'Eau Forte, Dior a de nouveau fait appel au duo Jean-Baptiste Mondino et Johnny Depp, capturé cette fois-ci devant une cascade bouillonnante...

Si cette formule sans alcool n'est pas, pour Francis Kurkdjian, un argument marketing, elle fait pourtant écho aux désirs de certains consommateurs en quête d'une parfumerie plus « saine ». « Il y a une grande demande de produits naturels à l'heure actuelle, abonde Annick Le Guérin, historienne et auteure du *Parfum*. Des origines à nos jours (Odile Jacob, 2005). Cette envie de retour au naturel s'explique entre autres par les différentes crises que nous avons traversées : les consommateurs demandent désormais au parfum non seulement de sentir bon, mais surtout de leur procurer un sentiment de bien-être. Dans les parfums, le naturel est donc censé avoir des vertus que n'ont pas les produits de synthèse : apaisantes, relaxantes... » Pour l'anthropologue, cette nouvelle fragrance a déjà tout d'un hit : « Pour qu'un parfum devienne un best-seller, il faut qu'il soit à la fois dans l'esprit du temps, qu'il aille à la rencontre du consommateur et qu'il ait, de par sa composition, quelque chose d'original. Sauvage et sa version Eau Forte, qui supprime donc l'alcool, souvent doté d'une image négative, s'inscrit et répond à cette demande. » ■

« Eux, c'est l'eau. Moi, je suis le sauvage »

Hélène Guillaume

« Eux, c'est l'eau. Moi, je suis le sauvage. » La formule, virile, est celle d'Alain Delon face à un parterre de journalistes russes invités en 2009 par Dior pour le lancement de sa nouvelle campagne publicitaire consacrée à Eau Sauvage, ce grand classique composé par la légende de la parfumerie Edmond Roudnitska et embouteillé dans une flasque à whisky. Depuis 1966, l'année de sa sortie, il a connu, à ses débuts, les molettes poilus de l'affiche de René Gruau, puis au tournant des années 2000, le visage de Corto Maltese, les yeux rieurs de Zinedine Zidane et même le regard de chat de Johnny

Halliday, affubés de l'excellent slogan : « Méfiez-vous de l'eau qui dort ».

L'éternel masculin

Qui au pôle image de Dior est l'idée saugrenue d'utiliser une photo vieille de quarante-trois ans ? L'histoire ne le dit pas, mais on connaît le résultat. Ce 30 avril 2009, la diffusion de la campagne publicitaire fait sensation dans les diners en ville. Comme si l'on redécouvrait la beauté fulgurante de Delon, 31 ans, photographié, par Jean-Marie Perrier (pour *Salut les Copains*) en 1966 – concordance des temps, tout de même. « Nous étions dans la villa que j'avais louée à Saint-Tropez. C'était un shooting de vacances. La photo n'a pas été retouchée, seule la cigarette a disparu. On dit de moi que je corresponais à l'éternel masculin, comme si

j'étais immortel ! », confiait l'acteur au *Figaro* il y a une dizaine d'années.

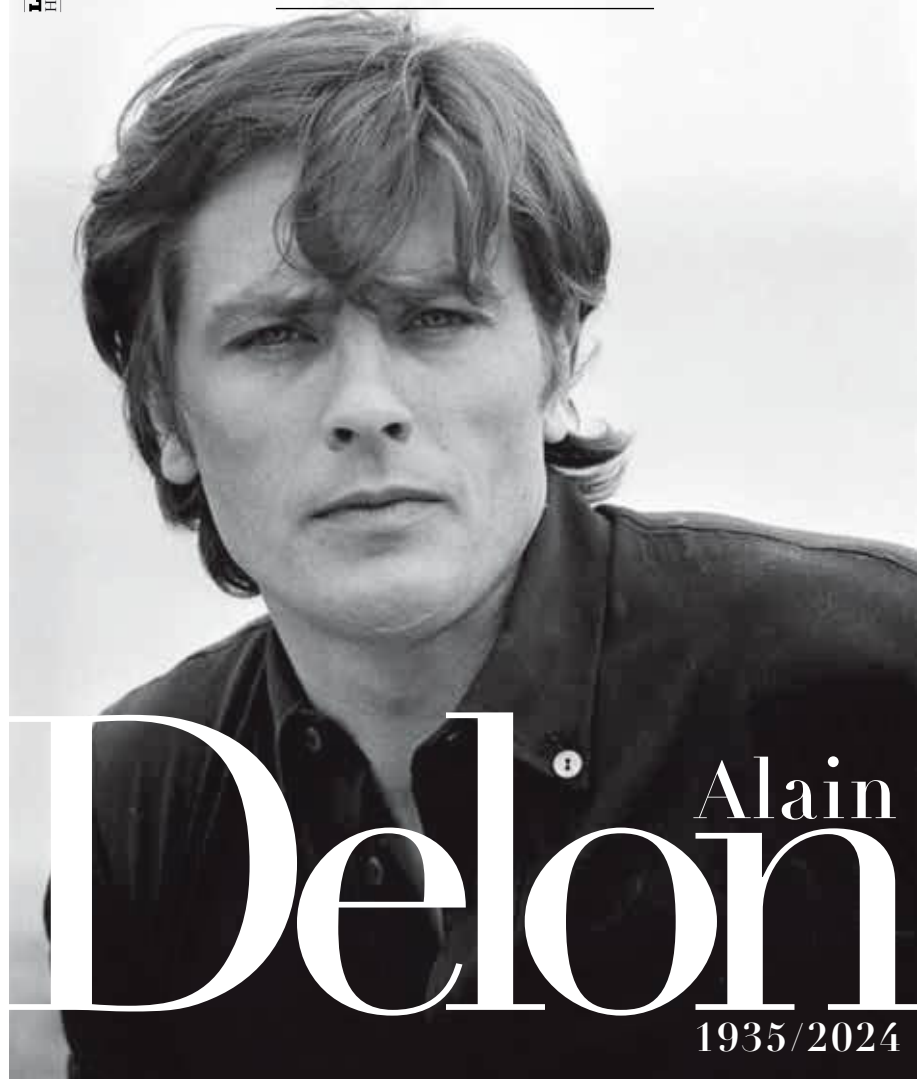
La stratégie de rétro-marketing marche à plein tube. Si bien que l'année d'après, c'est carrément une scène de Delon torse nu dans *La Piscine* (1966, donc) qui fait office de spot à la télé ! « Ces images n'ont pas vieilli et vont nous permettre de toucher à la fois les hommes qui se souviennent de Delon à cette époque et une clientèle plus jeune qui sera séduite par son côté insoumis et irrésistible », dit-on alors chez Dior. La « rencontre entre deux éternels masculins » fait les beaux jours de la maison de l'avenue Montaigne. Depuis, « l'eau » s'est fait plus ou moins damer le pion par le nouveau Sauvage telle une star déchue. « Le sauvage » a disparu, il n'était finalement pas immortel. ■



CHRISTIAN DIOR PARFUMS

LE FIGARO
HOMMAGE

LE FIGARO
H O M M A G E



NUMÉRO COLLECTOR

**7€
7,50**

EN VENTE ACTUELLEMENT

Chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr



Invitation à la danse africaine

Ariane Bavelier

Dans cet épisode inédit de la série documentaire «Je danse autour du monde», Olga Khokhlova, ancienne danseuse au Moulin-Rouge, se rend au Sénégal. Dépayçant.

Elle s'appelle Olga Khokhlova. C'est une belle blonde bien plantée qui vient de l'Est. Elle parle le français avec une pointe d'accent. Elle a été gymnaste, puis danseuse. Son fait de gloire? Avoir été une de ces filles qui enlèvent le cancan au Moulin-Rouge en poussant des cris de guerre. Elle explique que la danse l'habite assez fort pour qu'elle ait voulu en apprendre d'avantage. Elle s'est lancée dans un tour du monde en se donnant le temps, aux escalas, d'apprendre les danses locales. Une découverte du pays par le corps, donc, au plus profond, au plus intime.

La voilà à Dakar, auprès d'un chorégraphe. Il la fera intervenir en guest-star dans son spectacle si elle se met au niveau. La danse africaine ne se livre pas facilement, loin de là. Il faut faire ses offrandes de lait à la rivière mère, recevoir la protection des esprits, se faire adopter par les femmes qui vous parent les mains de henné et vous tressent les cheveux. Il faut ensuite réussir à changer le centre de sa danse. Le classique se pratique vers le ciel, le

contemporain, vers le centre. Et la danse africaine?

Olga va voir Germaine Acogny, danseuse, chorégraphe, amie de Béjart et qui a fondé à Dakar la mythique École des sables, celle-là même qu'on a vue récemment interpréter *Le Sacre du printemps* de Pina Bausch. Acogny est à l'âge non pas de la sagesse – en aura-t-elle jamais, cette aventurière de l'art? – mais des certitudes.

Le corps abandonne ses vieux réflexes

Elle explique que la danse africaine, bien loin des qualificatifs de gestulation qui ont pu être utilisés à son égard, est en fait la mère de toutes les danses. Et qu'elle tire sa puissance d'une relation tellurique avec le sol. Voilà Olga obligée de repenser toute sa danse. Les bras, notamment, posent problème. Comment les lancer sans qu'ils happent le corps vers le ciel?

Olga s'escrime, les pas se brouillent dans sa tête, la danse lui échappe, elle ne sait pas comment la coordonner sur les percussions qui servent de musique à la pièce. Pour ne rien arranger, il faut



LES PRODUCTIONS DU MOMENT

À Dakar, Olga Khokhlova s'initie à la danse traditionnelle africaine auprès du chorégraphe Baldy Ba.

40°C. Elle n'est pas prête, et ne participe pas au spectacle donné par son complice à l'École des sables. Ou, plutôt, y participe à sa manière : en coiffe, bottines et robe à froufrous tricolores, elle se lance dans le cancan. Sa mentor note la joie qu'elle y met et lui demande de la conserver lorsqu'elle se lance dans la danse africaine. Plus facile à dire qu'à faire tant Olga est perdue. Une musicienne rencontrée à l'École des sables lui permet de prendre ses re-

pères. Elle est fille de griot, et la seule femme musicienne des alentours. Elle lui cède un tambour sur lequel Olga, à tâtons, pose le rythme de la danse. Puis l'emmène dans son village. La maison du griot est située à l'entrée. C'est là qu'il met en musique les événements du village : les passages de la vie à la mort, ainsi que d'autres rendez-vous moins définitifs. Une fête s'organise. Les villageois se jettent dans la danse. Olga observe, l'œil aux aguets, le corps qui abandonne ses vieux réflexes peu à peu, invité par la fête.

Sur l'écran, pendant l'heure que dure ce documentaire, le récit adopte la for-

me que suivrait n'importe quel voyageur aujourd'hui. Olga écrit des SMS, téléphone, raconte, avec ces moyens qui transcendent les frontières. Derrière, la réalisation est soignée et assez belle. Bon voyage! ■

En deuxième partie de soirée (22 heures), Olga Khokhlova s'envole pour Tahiti. Là, elle intègre une troupe locale qui participe à un grand concours de danses traditionnelles polynésiennes. Place à de nouvelles expériences!

«Je danse autour du monde»
À 21h05, sur France 5
Notre avis : ●●●○

«Pauvres créatures», piètre farce féministe

Étienne Sorin

Lion d'or à Venise l'an passé, ce conte fantastique de Yorgos Lanthimos avec Emma Stone se voulait subversif. Il est surtout grotesque.

L'jury de la 80^e Mostra de Venise, présidé par le réalisateur américain Damien Chazelle, n'a pas déjoué les pronostics en septembre 2023. *Pauvres créatures*, de Yorgos Lanthimos, avait la faveur des festivaliers. Il a logiquement remporté le lion d'or, confortant le statut du cinéaste grec, accueilli en triomphe sur la lagune en 2018 avec *La Favorite* (grand prix du jury), avec Olivia Colman et déjà avec Emma Stone. Damien Chazelle, qui a dirigé l'actrice dans *La La Land*, lui a offert un beau lot de consolation. La star n'avait pas pu se rendre dans la cité vénitienne en raison de la grève à Hollywood.

Trop beau pour un conte fantastico-érotique grotesque et simpliste. En quelques films (*Camie*, *The Lobster*, *Mise à*

mort du cerf sacré), Yorgos Lanthimos s'est taillé une réputation de misanthrope, adepte du malaise et du sarcasme. *Pauvres créatures* joue dans cette même cour, du moins en apparence. Il s'inspire d'un roman de l'écrivain écossais Alasdair Gray. Soit la mise en scène de Willem Dafoe en chirurgien au visage couturé et aux idées farfelues. Le savant fou récupère le corps d'une femme enceinte rattrapée de la noyade (un suicide raté) pour remplacer son cerveau par celui de son enfant à naître.

La créature est plus sexy que Frankenstein puisqu'elle a les traits d'Emma Stone. Mais elle a le comportement d'un bébé capricieux qui balbutie ses premiers mots et fait du tricycle dans son manoir londonien. Dafoe engage un de

ses étudiants pour documenter au quotidien les progrès de Bella Baxter (c'est le nom de la pauvre créature), interdite de sortie. Un avocat débauché (Mark Ruffalo) la fait échapper. Ils s'enfuient à Lisbonne, puis sur un paquebot en route pour Athènes. Bella Baxter découvre les plaisirs de la chair. Entre deux galipettes, la belle ignorante lit des livres sur les conseils de Hanna Schygulla.

Poupée lubrique et mécanique

Son langage enfantin se fait de plus en plus sophistiqué. Mais son émancipation se fait essentiellement par le corps. L'avocat reste sur le carreau et Bella Baxter entre dans un bordel à Paris pour continuer son apprentissage. «Le sexe

est brutal mais pas déplaisant», constate la prostituée néophyte qui se noue d'amitié avec une socialiste. Elles n'ont guère le temps d'échanger des idées. Les clients s'enchaînent et ont des profils variés. Damien Bonnard, père de famille pédagogue, emmène ses deux fils en stage d'observation pour leur apprendre à copuler. Baxter fait penser à Barbie découvrant le vrai monde, en plus trash et nymphomane.

Que les contempteurs du «male gaze» (le regard masculin) se rassurent, rien n'a été fait sans le consentement d'Emma Stone. Au contraire, l'actrice américaine est productrice du film, et c'est peu dire qu'elle donne de sa personne. La star hollywoodienne ne recule pas devant la nudité. Dans toutes les po-

sitions. Enfin, pas toutes, et le travail de la coordinatrice d'intimité se fait sentir, transformant Bella en poupée lubrique et mécanique. Cette éducation sexuelle se déroule dans des décors hideux, faits de couleurs criardes et d'effets numériques. L'esthétique douteuse du film est aggravée par l'abus que fait Lanthimos du grand-angle fisheye, ou œil de poisson, qui entraîne une distorsion de l'image. Au spectateur de faire preuve à son tour d'endurance pour aller au bout des 2h21 de ce film monstrueux, dans tous les sens du terme. ■

«Pauvres créatures»
À 21h10, sur Canal+
Notre avis : ●○○○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

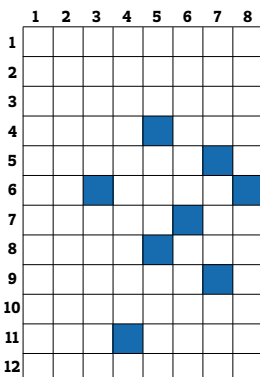
PROBLÈME N° 6700

HORIZONTALEMENT

1. Conducteur de véhicule électrique en Suisse. – 2. Marche sur six pattes. – 3. Fournis matière à poncer. – 4. Graisse ancienne. Lancer de disque. – 5. Donner un ton de pastel. – 6. Passé joyeux. Vieux tigre des américaines. – 7. Caroline chérie. Châteaudeau. – 8. Très long pour un vêtement. Levée en masse. – 9. Soignée à l'œil. – 10. Vit dans un pays noir de monde. – 11. Direction. Largement fixé sur le pied. – 12. Apprises au fil des répétitions.

VERTICALEMENT

1. Antidépresseurs présents dans le chocolat noir. – 2. Redonne des forces. – 3. Ne risque pas de nous contaminer. Réclamer avec autorité. – 4. Vachement connue pour avoir tenu compagnie à un prisonnier. – 5. Prend une direction différente mais reste en tête. Avec lui devant, on va réussir à égaliser. Sa politique d'enrichissement suscite des inquiétudes. – 6. Champions d'échecs. S'oppose aux oses. – 7. Écouchard-Lebrun en écrit pas moins de cent quarante. Langue dure. On ne peut lui donner de prix. – 8. Paul Valéry nous a fait passer une soirée avec ce monsieur supérieurement intelligent. Tombent du hêtre.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6699

HORIZONTALEMENT

1. Viennois. – 2. Immuable. – 3. Spas. Eli. – 4. Ian. Greg. – 5. Otello. – 6. Ni. Ionie. – 7. Neveu. Cu. – 8. Amer. Air. – 9. Imimes. – 10. René. Ska. – 11. ENE. Rail. – 12. Strobile.

VERTICALEMENT

1. Visionnaires. – 2. Impatience. – 3. Émane. Veiner. – 4. Nus. Lierre. – 5. Na. Glou. Rb. – 6. Oberon. Assai. – 7. Ille. Ici. Kil. – 8. Seigneurie.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME N° 3393 :

Maniement renforcé

♠ A 10 5
♥ 10 9 8
♦ 9 8 7
♣ A V 8 2

N
O
S

♠ R 7 3
♥ A 7 2
♦ A R D
♣ 10 6 4 3

Contrat : Sud joue 3 Sans-Atout.

La séquence (Tous vuln.) :

Sud	Ouest	Nord	Est
1SA	passé	3SA	

Entame : 2 de ♦ (le 3 en Est).

SOLUTION DU PROBLÈME N° 3392 : Toujours temps

Contrat : Sud joue 6 Trèfles, après une ouverture de 1♠ en Ouest (Tous vuln.).
Entame : 10 de ♠.

Le déclarant a fourni machinalement le Valet du mort et c'en était fait de lui. L'impasse a réussi mais son contrat était désormais condamné! Avec les atouts 3-0 et quatre ♦ dans la main d'Ouest, il était devenu impossible de trouver un deuxième pli, le Roi de ♠ s'avérant en outre inaccessible. Cherchez l'erreur! Il y a quinze points dehors. Ouest n'a pas As-Roi de ♥, couleur qu'il aurait entamée. La Dame de ♠ est donc indubitablement chez lui, ouverture oblige. Alors fournissez le 4 du mort et prenez de l'As de votre main. Il sera toujours temps en fin de coup de réussir l'impasse affichée à la Dame de ♠ si besoin est.

♠ RV 4
♥ 10 8 7 4
♦ 8 4 3
♣ 5 3 2

♠ D 10 9 8 2
♥ A D V 2
♦ D V 6 2
♣ -

N
O
S

♠ A 5
♥ -
♦ A R 7 5
♣ A R D V 9 6 4

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

RONDE DES MOTS :
LIGNE 1: GENAL ALIGNE DETAIL GLOBAL TORCOL
LIGNE 2: ISHME GENETS ALÈNE TREUIL BECTER CONCÉ

+ De pages
+ D'auteurs
+ De jeu
+ De fun

Abonnez-vous à
BRIDGERAMA+
sur www.bridge-eshop.com





Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



ÉPHÉMÉRIDE St-Grégoire
Soleil : Lever 07h11 - Coucher 20h27 - Nouvelle Lune

TF1

21.10 Koh-Lanta
Télé réalité



Prés. Denis Brogniart. 2h25. La tribu maudite. Inédit. Les naufragés, qui ont quitté leur quotidien pour se lancer dans « Koh-Lanta », découvrent qu'ils ne sont pas les seuls à s'engager dans cette nouvelle saison. La Tribu Maudite bouleverse tout ce qu'ils pensaient connaître du jeu.

23.35 Canap 95. Divertissement.

CANAL+

21.10 Pauvres Créatures
Film. Fantastique



GB/UK/Ir. 2023. Réal. : Yorgos Lanthimos. 2h19. Avec Emma Stone. Ramenée à la vie par un médecin aux airs de savant fou, une jeune femme prend la fuite pour partir à la découverte d'un monde qui lui est inconnu.

23.29 Priscilla. Film. Biographie. Avec Callee Spaeny.

G8

19.19 Touche pas à mon poste.

21.20 Les randonneurs
Film. Comédie. Fra. 1997. Réal. : Philippe Harel. 1h55. Avec Benoît Poelvoorde. Cinq amis, trois garçons et deux filles, partent randonner en Corse. Au gré des difficultés de l'aventure, l'ambiance se dégrade.

23.15 Les nouveaux coins secrets des naturalistes. Documentaire.

france.5

20.04 C à vous la suite. Talk-show.

21.07 Le danseur autour du monde
Documentaire. Fra. 2023. Réal. : Eric Lemasson. 1h48. 2 épisodes. Inédit. La danseuse Olga Khokhlova s'immerge dans la culture chorégraphique sénégalaise en apprenant une danse ancestrale, le sabar.

22.55 C dans l'air. Magazine.

france.2

21.10 Jeux Paralympiques de Paris



En direct
À l'Arena de Bercy, le tournoi messieurs de basket fauteuil devrait un nouveau fois rassembler un public de connaisseurs. Les Américains, qui règnent sur la discipline, sont candidats à leur succession.

23.00 Quels jeux ? En direct. Prés. : Léa Salameé et Laurent Luyat.

arte

20.55 La guerre de Poutine
Documentaire



Fra/GB. 2024. Réal. : Lotte Murphy-Johnson, Tim Strizaker. 1h55. 2 épisodes. Inédit. Le 24 février 2022, la Russie envahit l'Ukraine. Une déflagration mondiale analysée par de nombreux acteurs internationaux.

22.50 White power : Au cœur de l'extrême-droite. Documentaire.

W9

19.50 Les cinquante. Jeu. Inédit.

21.10 Les petits mouchoirs
Film. Comédie dramatique. Fra/Big. 2010. Réal. : Guillaume Canet. 2h50. Avec François Cluzet. Un groupe d'amis décide de maintenir ses vacances à la mer malgré l'accident de l'un d'eux. Peu à peu, la villégiature tourne au règlement de comptes.

00.00 L'énigme Mylène Farmer. Doc.

19.55 Wheelers France. Doc.

21.10 Camions XXL : les rois du convoi exceptionnel
Documentaire. Fra. 2024. 1h30. Transport de véhicules XXL. Inédit. En Belgique, Nicolas va transporter un avion ! Ce chargement hors norme va lui donner du fil à retordre sur la route.

22.40 Camions XXL : les rois du convoi exceptionnel. Documentaire.

france.3

21.12 La stagiaire
Série. Policière



Fra. 2023. Saison 9. Avec Michèle Bernier. 2 épisodes. Inédit. La mort d'une retraitée dans d'étranges circonstances mène Constance et Boris à enquêter sur les colocataires de la victime, tous retraités et résidents d'une maison partagée.

22.52 La stagiaire. Série. Policière. Être et avoir été - Laurie

6

21.10 9-1-1
Série. Dramatique



EU. 2024. Saison 7. Avec Angela Bassett. 2 épisodes. Inédit. Le moment est critique quand le navire chavire soudain. Athena et Bobby prennent les choses en main, cherchant des méthodes de sauvetage efficaces.

22.50 9-1-1. Série. Dramatique. 4 épisodes. Avec Angela Bassett.

TMC

19.15 Quotidien. Inédit.

21.25 90' Enquêtes
Magazine. Prés. : Tatiana Silva. 1h25. Courses-poursuites, vols à l'arrache : les Parisiens sous tension ! Inédit. À Paris, les forces de l'ordre luttent 24h/24 contre les délinquants. Dans le métro, Franck et les équipes de la BLAST veillent à la sécurité.

22.50 90' Enquêtes. Magazine.

20.20 Mystères d'archives. Doc.

20.50 Le mur de l'Atlantique, une forteresse au service de l'ennemi
Documentaire. Fra. 2022. Réal. : Vincent de Cointet. 1h35. Décembre 1941, l'Allemagne se lance dans une grande entreprise de génie militaire

22.25 Darlan, le troisième homme de Vichy. Documentaire.

À LA DEMANDE

Joe Pickett



Dans une petite ville du Wyoming, Joe Pickett, le nouveau garde-chasse chargé de lutter contre les braconniers, découvre un cadavre sur son perron. C'est le début d'une enquête qui va le mener à mettre en danger sa famille. Cette série Paramount, qui se déroule de nos jours, adopte tous les codes du western pour nous raconter l'histoire des mutations et convulsions d'une ville de l'Ouest américain. Cependant, ce n'est pas l'Amérique profonde que donnent à voir les épisodes successifs des deux saisons : c'est la représentation qu'Hollywood s'en fait. Nous y croiserons donc des chasseurs, des survivalistes et autres bouseux bien glauques.

LE FIGARO TV
Ile-de-France

12.00 Points de vue.
18.30 Le Buzz TV.
Jean-Jacques Bourdin, présentateur de la matinale de Sud Radio. Interviewé par Damien Canivez et Sarah Lecœuvre.
19.00 Bienvenue en Ile-de-France.
Présenté par Victoire Sikora.

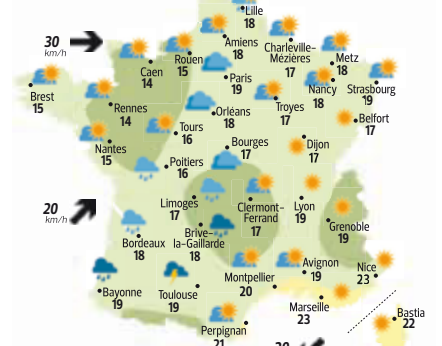
21.00

Dans les coulisses du métro de Paris
Documentaire.
22.00 Les villages de France.
22.30 Le Club Le Figaro Culture. Présenté par Jean-Christophe Buisson.
23.30 Panoramas.

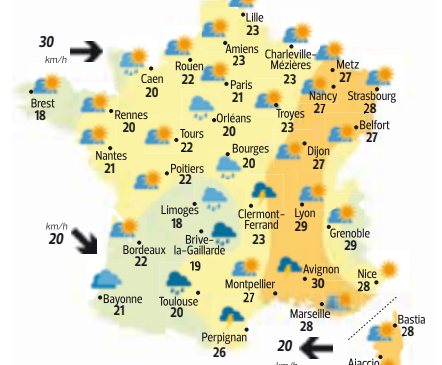
Pour regarder le Figaro TV ?
Canal 34 de la TNT en Ile-de-France ou sur les box

SFR 468 | Orange 345
Free 203 | Bouygues 247

MATIN

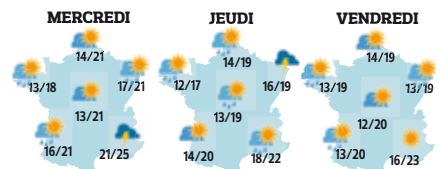


APRÈS-MIDI



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	24/29	AMSTERDAM	19/22	ATHÈNES	22/31
BARCELONE	24/26	BELGRADE	21/35	BERLIN	18/31
BERNE	16/25	BRUXELLES	18/23	BUDAPEST	18/34
COPENHAGUE	16/24	DUBLIN	11/18	LISBONNE	17/23
LONDRES	16/22	MADRID	20/30	PRAGUE	18/30
RABAT	22/25	ROME	23/30	TUNIS	26/37



la chaîne météo **lachainemeteo.com**

Par téléphone **3201** **LIVE 24/24** **CANAL+** **Sur l'APPLI GRATUITE** **la chaîne météo**

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3925



ATTITUDE PLEINE D'ÉGARDS	BOULETTE BELGE	ECLOS	C'EST LUI, MAIS BIEN FAMILIER	ABDICATIONS	BREVET TECHNIQUE	PLUS MAUVAIS	BARRAGE EGYPTIEN	L'ETIQUETTE EN EST UN	ARBITRAIRE	S'AGITE (SE)	PRÉTEUR	MONTRER DU CRAN
OBSTACLE	L'ÉPOUSE DU RAJAH	PREFIXE D'ÉGALITÉ	ADRESSE	CAPITULATIONS	IL SERT À L'OFFICE	MOUCHE À MOUTONS			RECUEIL LÉGER	UN SACRÉ COUREUR	PAS À MOI	CANAL URINAIRE
				HEURTORS				MANTEAU				
SAUF-CONDUIT				DOUBLE CHEZ PAPA				BASE DE PASTIS				
FORMULE AU CASINO								CHEVRE CENDRE				
								NANTI				
			REPOND À L'APPEL									
			ESSAIE LE MOTEUR			ENTRE LE CMO ET LA FAC						
DEMENTIT				ASPERITÉ DE PEIGNE								
INDICATION SUR UNE FACTURE				ALLER			SENS DE L'ECOUTE			S'ETIOIT COMME LA ROSE		FORME LE PRONON-MINAL
			LE SOLEIL Y TAPPE SUR LE CAILLOU						ENDROIT CLASSE			
	COUTURIER FRANÇAIS			BRUIT ÉMIS		FISLE MALIN					LÉGUME DE LA CUISINE BIBLIQUE	
	ARGILES OCREUSES			DECOR CHAMPÊTRE		AMOUR DE DIEU			MINE			
EST-SUD-EST		CON-SOMME					SYMBOLE CHIMIQUE DE L'ÉTAN	DÉGUSTE UN BONBON			ARRÊTES QUI CACHENT LA FORÊT	
RAYONNE		FILET 1					HELP 1	BÉTA				
			PIQUER UN FARD			ARRIVÉ AUX OREILLES		HABIT ENRODÉ		IL SE TRAVERSE D'UN PAS AUPRÈS		SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT
			POST-SCRIPTUM					200 À ROME				M I N D O S S E V M E O N
EAU RENNAISE			BÂTISSEUR DE LA PYRAMIDE À PARIS									S A L M A N A Z A R T O I T U R E C A V I S T E
VIÉLLES PIÈCES					MACHINE EN GARE			CALOUER TRÈS EXACTEMENT				T A P I E S D E B E T E D A V I E C A D E A U
												D E M O I S E S C I N G A S T E D I E N E T
												L A R E S A T T I T R E S A R N O E A S R
												K A R T C H A I T O I S O N A S S A I L L I E
				ELLES SIL-LONNENT LES VILLES								S T A T I O N N A I R E P A C O T I L L E M
							GRUPE QUI EN-DOCTRINE					A S I N T E N E R E S R E N O U E L E P I N
												E N T R E T E N I R C O R A L I N E S A L E
												C R E E E N T A S S E M B L E M A R Q U I S

Jessie Inchauspé, la « déesse » du glucose



PAR
Madeleine Meteyer

La biochimiste de 32 ans, auteur à succès et star d'Instagram, est devenue célèbre en prônant une alimentation évitant les variations trop importantes de glycémie. Un produit de son époque pour qui les critiques des médecins sont de la jalousie.

Fut un temps où Jessie Inchauspé n'avait pas de conviction. À 18 ans, hésitant sur tout, la lycéenne parisienne suit le conseil de son beau-père, Franklin Servan-Schreiber, le fils de Jean-Louis, le frère de David, qui lui recommande d'étudier ce que ce bas monde fait de plus « difficile » : les maths. Moins de dix ans plus tard, la voilà biochimiste et suivie, sous le nom de Glucose Goddess, par 4,2 millions de personnes sur Instagram après avoir publié deux livres, *Faites votre glucose révolution* et *La Méthode Glucose Goddess* (Robert Laffont, 2022 et 2023). Un million d'exemplaires écoulés pour chacun. Comme les titres le laissent légèrement transparaître, la jeune femme y parle de glucose, la « molécule préférée de notre corps », dont la consommation excessive ferait, à la lire, courir des dangers : fatigue, déprime, sautes d'humeur.

Avant l'été, à la terrasse du Soho House, un club privé à côté de Pigalle, elle résume les conseils qui forment son bréviaire : « Commencez vos repas par les fibres, prenez un petit déjeuner salé, arrêtez les jus de fruits, prenez si possible une cuillère de vinaigre vingt minutes avant les repas. » Et, dans un grand sourire frais, « faites-vous plaisir, ne faites pas de régime ». Bonne copine saine d'esprit, Jessie Inchauspé répète qu'elle déteste les régimes, préfère les cookies. À 32 ans, elle a une conviction : sa méthode, fondée sur la régulation des pics de glucose, aide à réguler le diabète, chasser les pensées noires, restaurer la fertilité, rendre en somme l'existence plus belle. Sur les plateaux télé, elle raconte souvent comment elle lui a permis de devenir cette solitaire jeune femme stylée après des années de déprime.

À 19 ans, alors qu'elle étudiait les maths en Angleterre, Jessie Inchauspé a fait une grave chute. Elle s'est abîmé le dos. A dû rester alitée. Et s'est trouvée atteinte de « dépersonnalisation ». Un

trouble psychiatrique qui donne l'impression d'être spectateur de sa propre existence. « C'était vraiment un moment très dur, sans réelle joie. » Au bout de quelques années à ne faire que des maths, le secours vient des États-Unis. Jessie y décroche un emploi dans la pionnière start-up de génétique 23andMe. Là-bas, première chance, elle rencontre des « gens qui parlent enfin de santé mentale ». Là-bas, seconde chance, pour les besoins d'un client de sa boîte, elle teste un capteur de glycémie – une petite machine réservée aux diabétiques qui mesure l'élévation du taux de sucre dans le sang. De cette expérience jaillira sa méthode, Anti-Spike : anti-pics de glucose. Pendant deux semaines, grâce au capteur, Jessie commence à faire attention aux effets de son alimentation sur son humeur. Quand elle mange des aliments sucrés, elle dit se sentir fatiguée, plus faible. Une « envie » d'expliquer le glucose lui vient. Une « colère », également. « Je lisais plein d'études et je me disais : "Mais pourquoi personne n'en parle ?" »

Sur le compte Instagram de Glucose Goddess, on trouve des dizaines de graphiques illustrant diverses manières de consommer des glucides, et le pic de glucose associé à chacune. Un graphe montre par exemple un pic de glucose deux heures après l'ingestion d'un gâteau au chocolat. Puis le pic de glucose, deux heures après l'ingestion de ce même gâteau, mais précédé d'une portion de yaourt grec. Dans le second cas, le pic s'élève moins haut, car les glucides ont été « habillés », enveloppés par un autre aliment qui retarde l'arrivée de la molécule dans le sang. C'est très clair, ludique et les fans de la biochimiste applaudissent sa pédagogie.

« On a tous besoin de messages simples sur les sujets qui ne sont pas nos spécialités. Ce que je trouve bien, dans l'intérêt que cette auteur suscite, c'est que cela montre que les gens s'intéressent de plus en plus à leur alimentation et à son lien avec leur santé »

Julie-Anne Nazare Chercheuse et directrice du Centre de recherche en nutrition humaine Rhône-Alpes

Les médecins et les diététiciens sont, eux, plus circonspects. Parmi ceux-là, on trouve Eric Renard, un docteur en biochimie et en médecine, responsable du service endocrinologie-diabétologie du CHU de Montpellier. Selon lui, « seules les personnes qui ont une tendance au diabète pâtissent des pics de glucose, car leur sécrétion d'insuline est perturbée, ce qui occasionne ensuite des hypoglycémies ». Pour ces gens-là, il est mieux en effet d'éviter les « aliments sucrés isolés et de préférer une association avec des aliments comme des fromages blancs qui ne sont pas à 0% de matière grasse, surtout au petit déjeuner ». Chez les autres, la nocivité du glucose



Jessie Inchauspé lors d'une interview sur sa méthode, en septembre 2023, à Mexico (Mexique). JOSE MENDEZ/EPA/MAXPPP

sant dans les études pour affirmer que commencer par les fibres va davantage réguler la glycémie. » Par ailleurs, Julie-Anne Nazare dit craindre que les conseils de Glucose Goddess encouragent « l'orthorexie » : l'obsession pour la nourriture saine. Toutefois, nuance-t-elle, la vulgarisation présente un intérêt. « On a tous besoin de messages simples sur les sujets qui ne sont pas nos spécialités. Ce que je trouve bien, dans l'intérêt que cette auteur suscite, c'est que cela montre que les gens s'intéressent de plus en plus à leur alimentation et à son lien avec leur santé. »

Jessie Inchauspé sait qu'on lui reproche « plein de trucs ». Mais tous ne lui paraissent pas justifiés, par exemple le procès en banalité. « Beaucoup de nutritionnistes sont venus me dire : "On sait depuis vingt ans ce que vous racontez." À ça je ne peux que leur répondre : "OK les gars, mais la plupart des gens n'ont toujours pas intégré ces trucs." » Ou à marche forcée et douloureuse, à coups de régimes décevants, voire dangereux. En avril, forte de son succès, d'une assurance renforcée, Jessie Inchauspé a lancé une gamme de gélules, Anti-Spike, 53 euros les 60 gélules. Un mélange de cannelle, de mûrier blanc, de citron et d'extraits de légumes qui « équilibre les hormones, nourrit le microbiote » et doit jouer le rôle que le vinaigre – dont l'acide acétique a des effets hypoglycémisants. À ceux qui l'accusent de jouer le rôle de pompier pyromane – car, après avoir pointé la nocivité des importants pics de glucose, elle crée leur remède –, elle répond être une scientifique et donc travailler dans le sens de l'intérêt général. Pour l'heure, la formule d'Anti-Spike n'est certes pas testée, car « ça coûte très cher, des millions d'euros. Mais, poursuit la jeune femme, ça va venir. Les gens pensent que je suis juste une influenceuse, mais je suis quelqu'un de sérieux. J'ai l'ambition d'avoir un business qui marche. » ■

n'est pas prouvée même si, si s'excuse presque de dire cette banalité, il vaut mieux évidemment avoir une alimentation équilibrée. Julie-Anne Nazare, chercheuse et directrice du Centre de recherche en nutrition humaine Rhône-Alpes, doute, elle, de l'intérêt vanté

par la biochimiste de consommer les aliments dans un ordre précis. Fibres, puis protéines, puis lipides, puis glucose. « Les aliments sont des ensembles complexes. Ils entrent en interaction au sein de l'estomac et de l'intestin. Il n'y a pas à ce jour un niveau de preuve suffi-

LES Rencontres LE FIGARO

Aléxis Brézet et Vincent Trémolet de Villers recevront salle Gaveau :

• YASMINA REZA

LUNDI 4 NOVEMBRE - 20H

Dramaturge, essayiste, romancière, scénariste, comédienne, Yasmina Reza est une des plus grandes figures de la littérature contemporaine. Renommée dans le monde entier depuis le succès international de sa pièce *Art*, elle sait décrire à la pointe extrêmement fine les comédies sociales, les mouvements de l'âme, les intermittences du cœur.



• SYLVAIN TESSON

LUNDI 2 DÉCEMBRE - 20H

À quelques jours de l'inauguration tant attendue de Notre-Dame de Paris, ce sera l'occasion pour l'écrivain d'évoquer la cathédrale sous toutes ses formes, esthétique, historique et spirituelle. Il parlera de celle qui fut et reste un décor familial, dont il grimpa plusieurs fois les flancs, qui fut le sujet de ses écrits (*Notre-Dame de Paris : ô reine des Douleurs La Loupe* 2019), mais surtout à qui il dit devoir la vie.



Placement libre

Tarif : 28 € l'unité

45 € pour les 2 conférences

Abonnés : 22 € l'unité

35 € pour les 2 conférences

Réservez vos places sur
www.lefigaro.fr/rencontres
ou 01 70 37 18 18

SALLE GAVEAU

45-47 rue La Boétie, 75008 Paris

LE FIGARO Vox



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Tour (tou-r) n. f. Belle pièce qui peut mener aux échecs.

Anne Hidalgo a émis l'idée de pérenniser les anneaux olympiques accrochés à la tour Eiffel à l'occasion des Jeux. Le mot vient du latin *turris* et désigne une construction élevée. À l'annonce, certains commentateurs sont aussitôt montés sur leurs grands chevaux, c'est-à-dire dans les tours : était-ce la tour Montparnasse ou Saint-Jacques ? Ils déplorent la méthode de la maire de Paris : point de tour de table pour statuer sur le sort des anneaux. C'est, disent-ils, d'une autre tour, en ivoire, située à l'hôtel de ville, que cette décision a été échaudée. Ils voudraient donc lui défendre d'arriver à ses fins. La défense peut effectivement concerner une tour. Peut-être Anne Hidalgo veut-elle faire des Jeux le début d'une nouvelle ère politique pour elle ? Car elle sait que tout lancement demande une tour. Mais pas sûr que le chef-d'œuvre de M. Eiffel puisse servir à cet effet. En tout cas le débat sur le sort des anneaux prend mauvaise tournure. La discorde avait eu raison de la tour de Babel ; souhaitons que la discussion qui s'envenime au pied de la tour ne produise pas la même conséquence. ■



GIORGIO ARMANI